

ETHNOZOOTECHE NIE n°111

**50 ans d'ethnozootechnie :
bilan et perspectives**

Journée d'étude de la SEZ

**organisée par Pierre DEL PORTO, Bernard DENIS, Jean-Pierre DIGARD,
Anne LAUVIE, Mariane MONOD, Étienne VERRIER**

le 21 juin 2022

à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort

© Société d'Ethnozootechnie 2022

ISSN : 0397-6572

Les opinions librement émises dans Ethnozootechnie n'engagent que leurs auteurs.



Chèvres Alpines et Saanen au bord d'un torrent, © Alain Ducos (août 2004).

Sommaire

Avant-propos <i>P. Del Porto, B. Denis, J.P. Digard, A. Lauvie, M. Monod, E. Verrier</i>	5
Articles de la journée d'étude et compléments	
Cinquante ans d'activité de la SEZ : bilan et leçons pour demain <i>B. Denis, E. Verrier</i>	7
Les voyages d'étude de la Société d'Ethnozootechnie <i>P. Del Porto, M. Monod</i>	17
La communication de la SEZ : moyens actuels et stratégies à développer <i>L. Montméas, C. Taine-Monod</i>	33
Mais où sont les ethnologues d'antan ? <i>J.P. Digard</i>	41
Récit d'une expérience d'interdisciplinarité menée sur les méthodes alternatives de gestion de la santé animale en élevage de ruminants laitiers <i>F. Hellec, C. Manoli</i>	47
Évolution de l'enseignement de la zootechnie, l'apport particulier de l'ethnozootechnie <i>R. Jussiau, L. Montméas</i>	55
A propos du rôle essentiel de l'élevage dans des systèmes alimentaires circulaires et durables <i>J.L. Peyraud</i>	63
Comprendre le regard de la société peut permettre de mieux préparer l'élevage de demain <i>A.C. Dockès, E. Delanoue, C. Roguet</i>	65
Contribution de la Société d'Ethnozootechnie à un demi-siècle de sauvegarde et de relance des races en péril <i>P. Quéméré, B. Denis, A. Lauvie, E. Verrier</i>	73
L'œuvre et l'héritage de Laurent Avon <i>P.L. Gastinel, C. Danchin-Burge, B. Denis, E. Verrier</i>	87
Comptes-rendus, notes et analyses	
Analyses d'ouvrage Le cheval de Mérens – Renaissance du noir frontalier d'Espagne 1970-1999 Réflexions éthiques sur la dignité et le bien-être des chevaux et autres équidés – Pistes pour une meilleure protection La Nature pour modèle – Enseigner le vivant en trois dimensions Les animaux historicisés – Pourquoi situer leurs comportements dans le temps et dans l'espace ? <i>B. Langlois ; J.P. Digard ; E. Verrier.</i>	105
Compte-rendu de colloque Le statut juridique des animaux en France : Quelles évolutions ? Quelles répercussions sur l'élevage de rente ? <i>E. Verrier</i>	111
Courrier des lecteurs Prévention des incendies de forêt <i>J.P. Digard</i>	113



Barbaro après la chasse, Rosa Bonheur (vers 1858), *Philadelphia Museum of Art* (<https://www.philamuseum.org>), domaine public.

Avant-propos

Le présent numéro de la revue *Ethnozootechnie* rassemble les textes des communications qui ont été présentées lors de la célébration du jubilé de notre Société, le 21 juin 2022. Nous remercions l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort, qui nous a accueillis dans ses locaux, et l'Académie d'Agriculture de France, qui a placé cet événement sous son haut patronnage.

C'est l'exposition « Bergers de France », œuvre de Georges-Henri Rivière, conservateur en chef du Musée des Arts et Traditions Populaires, qui donna l'idée à quelques personnes, engagées d'une manière ou d'une autre au service de l'élevage ovin, de constituer un « groupe d'études ethnozootechniques ». Ces pionniers avaient nom Jean Blanc, Caroline Ducrot, Luc Gilbert et Raymond Laurans. De 1962 à 1970, ils organisèrent cinq expositions temporaires à la Bergerie Nationale de Rambouillet. Il apparut alors souhaitable d'offrir à ce groupe un statut officiel. C'est ainsi que, le 13 février 1971, 24 personnes (plus 14 qui avaient fourni un pouvoir) tinrent une assemblée générale constitutive, qui aboutit à la création de la Société d'Ethnozootechnie (SEZ) sous la forme d'une association de type loi de 1901.

À une époque où l'immédiateté et l'éphémère tendent à rythmer les vies professionnelles comme les vies privées, il est plus que jamais nécessaire de considérer le temps long ! Depuis la création de la SEZ, le monde de l'élevage a connu de profondes mutations, en France comme en Europe. Dans le même temps, la place des animaux dans la société et le regard porté par les citoyens sur l'élevage ont considérablement évolué. Mis à part contribuer à une alimentation saine des populations, les défis auxquels fait face le secteur de l'élevage aujourd'hui n'ont que peu à voir avec ceux qu'il a su relever durant les Trente Glorieuses...

Lieu d'échanges par excellence, la SEZ a un rôle à jouer aux côtés des éleveurs, des organismes de recherche, de développement et d'enseignement, ainsi que des opérateurs des filières. Il n'est pas dans ses missions de porter « une parole » mais elle doit un être un lieu où les termes des débats sont présentés avec rigueur et clarté et les arguments avancés dans le

respect de positions différentes ou contraires. C'est pourquoi, en complément des indispensables éléments de bilan, nous avons voulu donner une dimension prospective à notre jubilé.

Plusieurs articles de ce numéro permettent de dresser un bilan de 50 ans d'activité de la SEZ et, sans doute plus important encore, de 50 ans d'existence de l'ethnozootechnie. Sont abordés le fonctionnement et la composition de notre Société, ses publications et sa stratégie de communication, ses voyages d'étude, son impact sur l'enseignement agricole et son rôle dans la préservation de la biodiversité animale domestique. Sans prétendre que ce bilan soit exempt de zones d'ombre (certaines sont évoquées dans ce numéro), il est à même de nous donner confiance dans l'avenir !

Les autres articles, pour lesquels nous avons sollicité des collègues extérieurs à la SEZ, apportent de façon opportune un très bon éclairage sur quelques questions ou controverses relatives à l'élevage. Sont abordées tout particulièrement les conditions d'un élevage durable en Europe et la perception de l'élevage dans la société. Enfin, un article montre, sur un cas précis, l'utilité de l'interdisciplinarité, qui est l'essence même de la SEZ, pour aborder les questions complexes qui se posent au secteur de l'élevage.

Contrairement à un usage remontant à presque une vingtaine d'années, il a été décidé de ne pas inclure d'article *varia* à ce numéro afin qu'il soit entièrement dans l'esprit du jubilé. Les événements nous ont toutefois conduits à faire une exception et à ajouter un article en hommage à notre confrère Laurent Avon, décédé subitement en mai 2022. Connaissant l'action résolue et décisive de notre confrère dans la sauvegarde des races bovines à faibles effectifs, cet article-hommage a toute sa place dans ce numéro, à la suite de l'article relatif aux races en péril.

Nous remercions vivement tous ceux qui ont présenté une communication lors de la journée du 21 juin, ainsi que ceux qui y ont animé les discussions, et les auteurs des articles de ce numéro. Nous espérons que sa lecture sera riche d'enseignements pour le futur de la Société d'Ethnozootechnie !

Pierre Del Porto, Bernard Denis, Jean-Pierre Digard, Anne Lauvie, Mariane Monod, Étienne Verrier



Campagne près de Grez-sur-Loing, Carl Trägårdh (1889), *Nationalmuseum*, Stockholm, domaine public (<https://www.nationalmuseum.se>).

Cinquante ans d'activité de la SEZ : bilan et leçons pour demain

Bernard DENIS ⁽¹⁾, Étienne VERRIER ⁽²⁾

(1) Président d'honneur de la SEZ, 5 avenue Foch, 54200 Toul

(2) Président de la SEZ, AgroParisTech/Inrae, UMR GABI, 22 place de l'Agronomie, 91120 Palaiseau
Contact : denis.brj@wanadoo.fr

Résumé : Cet article revient à la définition de l'ethnozootechnie avant de souligner les points saillants de l'activité de la Société d'Ethnozootechnie depuis sa création, en février 1971. On évoque ainsi l'objet et les statuts de notre association, nos outils de communication (revue semestrielle, lettre trimestrielle, site web), les groupes spécialisés et les groupes régionaux, et le fonctionnement de notre Société. Ensuite, les thèmes abordés dans les journées d'étude et les numéros thématiques de notre revue sont analysés. Il en ressort quelques thèmes privilégiés : par ordre d'importance, une espèce ou un groupe d'espèces donné ; la sélection animale et les races, dont notamment les races « en péril » ; les pratiques d'élevage ; les produits animaux. Quelques pistes pour l'avenir sont simplement esquissées.

Mots-clés : *ethnozootechnie, communication, fonctionnement d'une association, thèmes d'étude.*

Fifty years of activity of the Société d'Ethnozootechnie: results and lessons for the future. Abstract: This paper starts by the definition of ethnozootechny. Then, the salient points of the activity of the *Société d'Ethnozootechnie* since its creation, in February 1971, are underlined. Several aspects are evoked: the object and the statutes of our association, our communication tools (our journal, our internal letter and our website), specialized or regional groups, and the functioning of our Society. Then, the topics addressed in our meetings and in the thematic issues of our journal are analyzed. A few key themes emerge: in order of importance, a given species or group of species; animal breeding, including breeds "at risk"; husbandry practices; animal products. A few perspectives are simply sketched.

Keywords: *ethnozootechny, communication, association functioning, topics.*

Introduction

A plusieurs reprises, le président fondateur de la Société d'Ethnozootechnie, Raymond Laurans, a fait, sous la forme le plus souvent d'éditoriaux, le point sur les activités de la SEZ, soulignant « le positif », mais n'hésitant pas non plus à évoquer ce qu'il jugeait être des insuffisances. Par ailleurs, l'hommage qui lui a été rendu le 18 novembre 2010 à la Bergerie Nationale de Rambouillet, lequel a fait l'objet du numéro 89 de notre revue *Ethnozootechnie*, a déjà été l'occasion d'un retour sur les activités de la SEZ pendant sa présidence, et d'une table ronde sur « La société d'Ethnozootechnie aujourd'hui ». Enfin, l'un de nous (Denis, 2019), après avoir cédé sa place de président, s'est exprimé succinctement sur les 23 années pendant lesquelles il a exercé cette fonction. Au total, les écrits

ne manquent pas sur les 50 années passées et il ne nous paraît pas nécessaire de les reprendre dans le détail.

Nous nous limiterons, dans une première partie, à des propos assez généraux mais aussi, parfois, des compléments. Certains points seront juste mis en place, parce que présentés de manière détaillée dans d'autres articles du présent numéro. Il nous a paru en revanche important de nous pencher sur les thèmes qui ont été retenus pour les journées d'étude. Celles-ci ont en effet constitué, à partir de 1975, l'activité principale de la Société d'Ethnozootechnie. Leur analyse et celle, plus générale, des sujets des numéros thématiques de notre revue, fera l'objet de la seconde partie. Enfin, dans un troisième temps, nous tenterons de tirer quelques leçons pour l'avenir.

Quelques évocations

Le mot Ethnozootechnie

Il n'est pas inutile de se pencher d'abord sur ce point. Il nous a été reproché à plusieurs reprises son manque de signification pour le plus grand nombre. C'est la raison pour laquelle, à partir du troisième numéro de *Ethnozootechnie* n°111 (2022)

2012 de *La Lettre*, nous avons fait apparaître, en sous-titre, l'expression « Patrimoines et savoirs en élevage », tout en gardant bien entendu le mot « Ethnozootechnie ». C'est M. Laurans qui a créé

celui-ci, alors que les « ethnosciences » étaient à la mode. Les diverses sciences deviennent ethnosciences lorsqu'elles considèrent les savoirs populaires relatifs au vivant (ethnobiologie), au corps (ethnomédecine), aux plantes (ethnobotanique), ou aux animaux (ethnozoologie). Il est également possible d'élargir à beaucoup de disciplines en parlant par exemple d'ethnomusicologie, ethnogastronomie, etc. Il était logique, alors que des changements spectaculaires commençaient de s'observer en agriculture et en élevage grâce aux efforts de la recherche et du développement, de considérer les connaissances populaires traditionnelles comme objets d'étude. Certes, la question se pose alors de savoir où commencent et où s'arrêtent les connaissances

traditionnelles car les limites apparaissent rapidement floues lorsque l'on tente d'y répondre. M. Laurans ne s'y est pas risqué, ne souhaitant à vrai dire pas fixer de limites à l'ethnozootechnie. Il préférait une expression très englobante, qui a été conservée : « l'étude des relations homme-animal-milieu dans les sociétés anciennes et actuelles ». Il ajoutait une liste de thèmes propices à l'étude de ces relations, qui continue de figurer sur la fiche de présentation de la SEZ, à la fin de chaque numéro de la revue. Peut-être peut-on ajouter que l'ethnozootechnie, discipline aux contours manquant un peu de précision, est aussi un état d'esprit, qui peut être caractérisé de bien des manières, en retenant par exemple les mots suivants : curiosité, ouverture, pondération (Denis, 2004).

Regard sur les statuts

Pour juger si les objectifs initiaux de la SEZ ont été suivis, on peut dans un premier temps se référer à ses statuts. Ils apparaissent à l'article 2, qui stipule : « Elle a pour objet l'étude de l'écologie des animaux et plus spécialement l'étude : - des relations entre les sociétés humaines et les animaux qu'elles ont domestiqués, - l'espace rural et son adaptation à l'élevage, - les bâtiments et les instruments de l'éleveur, - les animaux domestiques, leur histoire, leur transformation par l'homme, - l'évolution des techniques d'élevage et le comportement social de l'éleveur ». Il est clair que ces thèmes ont été amplement travaillés et constituent la matière principale de la revue, comme nous le verrons.

Suit la phrase suivante (c'est nous qui soulignons quelques mots) : « Elle se propose de développer et diffuser les connaissances ethnozootechniques par des publications, expositions, conférences et tous moyens appropriés, ainsi que de réunir et répertorier tous objets et documents se rapportant à son activité ». Cette phrase permet de se remettre en mémoire un objectif qui n'a pas été atteint : la recherche ! M. Laurans (1981) imaginait que la diversité des profils des sociétaires et les contacts extérieurs qui pouvaient être pris par les uns et les autres permettrait des échanges

fructueux et ferait « progresser les idées dans les domaines où se rencontrent les sciences humaines, l'écologie et la zootechnie ». Certes, ces échanges se tenaient à l'occasion des journées d'étude mais ils n'ont pas suscité l'organisation d'un réseau pérenne, ni la publication de comptes rendus spécifiques. Quant à répertorier, voire réunir des objets et documents ethnozootechniques, la SEZ en est globalement restée au stade des intentions. Sans doute M. Laurans avait-il en tête l'expérience des expositions antérieures à la création de la Société d'Ethnozootechnie et en projetait-il d'autres, qui ne virent pas le jour. Il convient toutefois de signaler qu'avec l'aide de Caroline Ducrot, Jean-Jacques Lauvergne et Charles Maignien, il put installer à la Bergerie Nationale un petit « musée du mouton », aujourd'hui disparu, qui comprenait notamment une collection de sonnailles et de forces.

Ces « manques », par rapport aux projets initiaux, ne doivent évidemment pas ternir l'ampleur et la qualité de ce qui s'est fait depuis cinquante ans et les innovations, non prévues dans les statuts, qui sont survenues. C'est par la collection de la revue Ethnozootechnie qu'il convient de commencer.

La revue *Ethnozootechnie*

La revue *Ethnozootechnie* fait la fierté de la SEZ par sa pérennité et sa présence dans un grand nombre de bibliothèques, ainsi que sur Internet (site Gallica de la Bibliothèque Nationale de France et site de la SEZ). Depuis 1972, 111 numéros ont été publiés, soit une moyenne d'à peu près 2,25 par an. Les premiers, qui ont fait suite aux catalogues d'expositions antérieures à 1971, étaient peu volumineux et diversifiés dans leur contenu, composé notamment de comptes rendus de réunions et de notes techniques. C'est à partir de 1974 que l'organisation de journées thématiques devint

l'objectif, suite au succès de la première d'entre elles, consacrée aux « races en péril », qui fit jouer à la SEZ un rôle de lanceur d'alerte sur ce sujet en France (voir l'article de Quéméré *et al.* dans le présent numéro).

Beaucoup plus tard, c'est en raison du souhait d'adhérents de s'exprimer sur des sujets sans rapport avec les journées d'étude, que sont apparus des numéros « Varia », le premier ayant été publié en 1989. Onze ont suivi jusqu'à ce jour. Si les numéros Varia se substituaient à une journée d'étude, les

numéros « hors-série » – autre innovation, pour le moment en sommeil – constituèrent un supplément, offert gracieusement aux adhérents. Nous dirons plus

loin comment cela a été possible. Une analyse des thèmes abordés dans la collection d'*Ethnozootéchnie* est réalisée dans la deuxième partie.

La Lettre et le site web, éléments essentiels de la communication

La Lettre de la Société d'Ethnozootéchnie constitue « l'autre » publication de la SEZ. Elle a commencé d'être rédigée et envoyée aux adhérents en janvier 1981 parce que, selon les termes même de M. Laurans, de nombreux sociétaires souhaitaient depuis longtemps être informés plus souvent de la vie de l'association et, en général, de l'ethnozootéchnie. Trimestrielle, cette Lettre a pris beaucoup d'importance ces dernières années et elle constitue aujourd'hui une source très appréciée de nombreuses informations.

En 2005, la Société d'Ethnozootéchnie s'est dotée d'un site web. Il a peu à peu évolué en s'enrichissant et se rationalisant, et il est régulièrement actualisé.

La Lettre et le site sont les éléments essentiels de la communication de la SEZ (voir l'article de Montméas et Taine-Monod dans le présent numéro). Beaucoup considèrent que La Lettre a toujours été une mine d'informations : c'est encore plus vrai depuis quelques années. Elle partage cette qualité avec le site, qui contribue à l'enrichir.

Les groupes spécialisés et les groupes régionaux

L'idée des *groupes spécialisés* était triple. Il s'agissait d'abord de favoriser un travail en commun pour celles et ceux qui étaient particulièrement motivés par une thématique précise et souhaitaient réfléchir et échanger à son sujet indépendamment des journées d'étude. La possibilité d'élargir le groupe à des personnes extérieures à la SEZ allait presque de soi, dans le souci d'élargir les débats. Il s'ajoutait ensuite l'espoir que quelques-uns de ces membres extérieurs, bien que sensibilisés au départ à un sujet précis, découvrent la société d'Ethnozootéchnie et en deviennent des adhérents. Enfin, s'il était acquis que les groupes fonctionnent de manière autonome, il leur serait demandé d'informer périodiquement l'ensemble des adhérents de leurs activités, voire même de les inviter à d'éventuelles manifestations et réunions « ouvertes ». De surcroît, il était espéré que les groupes se chargent de temps à autre d'organiser une journée d'étude de la SEZ.

Quelques groupes spécialisés se sont constitués à partir de 2006. A ce jour, leur fonctionnement apparaît très contrasté. Un seul a réalisé un travail d'envergure, en conformité totale avec ce que nous venons d'écrire : le GEC (Groupe d'Ethnozootéchnie Caprine). Il importe de souligner la qualité des réalisations de ce groupe, notamment l'Histoire des régions caprines, qui a fait l'objet des numéros 105 et 108 de notre revue et d'un livre numérique (Napoléone *et al.*, 2022). Les deux structures, le GEC et la SEZ, ont tout lieu de se féliciter du partenariat qui s'est établi.

D'autres groupes spécialisés ont contribué à l'organisation de journées. La question se pose de savoir s'il faudrait les redynamiser, voire en augmenter le nombre (Morand-Fehr *et al.*, 2018). Certes, l'unanimité ne se fait pas au sein de la SEZ quant à des perspectives de spécialisation car l'interdisciplinarité demeure l'objectif premier, mais il est à notre avis tout à fait possible de faire cohabiter les deux orientations.

Les *groupes régionaux* procèdent d'une autre idée, qui a germé dans les années 2000. Le but était d'inciter les sociétaires d'une région donnée à établir des contacts entre eux et organiser de temps à autre des retrouvailles, consistant par exemple en la visite d'une exploitation, d'une exposition, d'un musée ou toute autre structure en rapport avec l'ethnozootéchnie et, bien entendu, un repas « ethnogastronomique ». Un seul groupe s'est véritablement mis en place et réuni à plusieurs reprises (son fonctionnement a été interrompu à cause de la pandémie de Covid-19 mais il devrait reprendre) : il s'agit du groupe « Ouest », sans souci bien entendu de l'enfermer dans des frontières précises, d'autant plus que l'ensemble des adhérents est informé et invité à la rencontre. A plusieurs reprises, des participants extérieurs à la région ont d'ailleurs « fait le voyage ». Le bilan des rencontres « Ouest » est jugé très positif par les habitués. La constitution de groupes régionaux demeure selon nous un objectif intéressant, qui dépend avant tout de l'initiative locale d'un ou deux adhérents. A quand un groupe régional sur la région parisienne ?

Les voyages d'étude

L'idée d'organiser un voyage d'étude annuel a germé quelques années après la naissance officielle de la SEZ puisque le premier a eu lieu dès 1975. Démarrés timidement, ces voyages se sont développés peu à peu et, *in fine*, on peut estimer que leur succès a été total !

La satisfaction des participants a été constante et par ailleurs, il a été possible d'en organiser un chaque année, à la seule exception de 2020, pour cause de pandémie. On dispose du programme de chaque voyage depuis le commencement. Des comptes rendus n'ont été régulièrement publiés qu'à partir du voyage de 1995 (voir le numéro 57 de la revue) et se sont faits très détaillés ces dernières années grâce à l'engagement et au dévouement de Jean-Pierre Ferrier, qui enregistre toutes les conversations et consacre un temps très important à la rédaction, chaque année, d'un volumineux compte-rendu. Il est prévu de constituer un livre numérique qui s'intitulerait « Voyages en France (et ailleurs) de la Société d'Ethnozootechnie » et reprendrait tout ce que nous avons conservé comme souvenirs écrits.

La réflexion initiale relative à ces voyages était la suivante. Les adhérents engagés professionnellement dans le secteur agricole ont tous l'occasion de se documenter sur les innovations techniques relatives à l'élevage, et à visiter des exploitations qui les ont intégrées. C'est donc le « moderne », considéré alors comme systématiquement synonyme de progrès, qui suscite des visites sur le terrain, voire des voyages d'étude. Dans la mesure où ces mêmes adhérents, puisque membres de la SEZ, sont également intéressés par les aspects traditionnels de l'élevage, pourquoi ne pas organiser des voyages qui soient

préférentiellement orientés vers ces derniers ? L'idée était un peu utopique, car demander à visiter des fermes restées traditionnelles pouvait prêter à confusion auprès des personnes ou des structures contactées localement pour aider à l'organisation. Tout s'est, néanmoins, toujours bien passé. Il suffisait de préciser que le « traditionnel » n'était pas l'objectif en soi, tourné vers le passé : il permettait d'apprécier l'évolution de l'élevage dans la région et de distinguer ce qui pouvait être conservé de ce qui, au contraire, méritait d'évoluer, dans une direction à préciser.

Le nombre de participants aux voyages s'est toujours limité aux alentours d'une quarantaine de personnes, avec beaucoup d'habitues, ce qui montre l'intérêt qu'ils y portent. Malgré tout le travail que suppose l'organisation d'un voyage, il y a toujours eu un (ou des) sociétaire(s) pour se porter volontaire(s). Les voyages ont souvent eu un programme dense -parfois trop-, ce qui les rend assez fatigants mais n'a jamais démobilisé les participants.

Ajoutons enfin que ces voyages ont été l'occasion de la création de l'Hymne de la Société d'Ethnozootechnie en 1981, l'auteur et le compositeur original ayant été René Fredet qui, jusqu'à son décès en 2014, a ajouté un couplet à l'issue de chaque voyage. L'hymne, dont le titre est « Le coeur à l'EZ » – des extraits en figurent en annexe de l'article de Del Porto et Monod dans le présent numéro – est considéré comme terminé depuis cette date. Toutefois, la tradition d'un couplet pour chaque voyage a été reprise par Annick Pinard et il n'est pas impossible que, plus tard, un « Le coeur à l'EZ (suite) » voie le jour.

Notes sur quelques aspects du fonctionnement de la Société d'Ethnozootechnie

Les numéros hors-série de la revue ont pu être offerts gracieusement aux adhérents pendant une période où nous avons volontairement puisé dans nos économies grâce à une particularité importante dans le mode de fonctionnement de la Société d'Ethnozootechnie tel que l'avait souhaité M. Laurans : le bénévolat total. C'est lui, avec parfois l'ajout d'une aide ponctuelle extérieure (financement de l'impression d'une revue par exemple) qui permit à M. et Mme Laurans de « faire des économies ».

Il finit toutefois par apparaître qu'il ne se justifiait plus de thésauriser et il fut même décidé en assemblée générale (vers l'an 2000) de réduire la somme d'argent gardée en réserve, en en faisant profiter les adhérents. Pendant une quinzaine d'années, la SEZ a volontairement vécu au-dessus de ses moyens, en

bloquant le montant de la cotisation et en publiant des numéros volumineux, ainsi que sept numéros hors-série, compte non tenu d'un huitième en 2018, qui a fait l'objet d'un financement extérieur. Le retour à l'équilibre au plan financier a bien entendu fini par s'imposer.

Comme la plupart des associations, la SEZ se heurte au problème du renouvellement de ses adhérents. On peut voir l'évolution du nombre de sociétaires en consultant les comptes rendus d'assemblées générales, et également les quatre annuaires des adhérents qui se sont succédé (l'élaboration des annuaires des adhérents demande un gros travail, les deux derniers, 2006-2007 et 2015, doivent beaucoup au travail de Jean-François Courreau, Françoise Picard et Mariane Monod). Limitons-nous à dire que l'on comptait encore 386

adhérents en 1997, dont 312 individuels et 74 collectifs. Aujourd'hui, les chiffres sont de 238 adhérents individuels et collectifs, auxquels s'ajoutent 8 échanges avec d'autres revues et 15 exemplaires offerts gracieusement aux auteurs d'articles. La situation est un peu préoccupante, même si beaucoup d'associations comparables à la nôtre ont vu leur nombre d'adhérents se réduire de manière plus importante.

Il a manqué à la SEZ des sociétaires intéressés par la question pourtant très importante de l'alimentation des animaux. Cela s'est traduit par un faible nombre d'articles sur le sujet. Tout se passe comme si les spécialistes de l'alimentation des animaux ne

s'intéressaient qu'aux progrès enregistrés dans leur discipline – lesquels ont été très importants ces dernières décennies – et refusaient de se pencher sur les pratiques traditionnelles et leur évolution. Pourquoi cette absence de spécialistes de l'alimentation animale parmi les adhérents de la SEZ ? Nous n'avons pas la réponse.

Cette première partie s'est focalisée sur les principales caractéristiques de la Société d'Ethnozootecnie, étant entendu que certains points ont été tout juste ébauchés puisque repris dans la suite des communications. Il importe maintenant de se pencher sur le contenu des journées d'étude et de notre revue, celle-ci étant la première icône de la SEZ.

Les thèmes abordés dans la revue et les journées d'étude

Les données analysées

Le site de notre Société liste un total de 111 numéros de notre revue. La numérotation n'est toutefois pas systématiquement linéaire : aux volumes qui suivent une numérotation continue (mais comportant un trou du n°9 au n°14 inclus), s'ajoutent deux numéros spéciaux et huit numéros hors-série (cf. plus haut). Par ailleurs, les tout premiers numéros ont été publiés dans les années 1960, avant même la création de la SEZ.

Aussi, nous avons retenu d'analyser le contenu des numéros compris entre le n° spécial 1 (désigné aussi 1975-1), issu de la première journée d'étude sur les races en péril du 21 novembre 1974, et le dernier

volume en date, le n°110, publié au début de 2022. Cet ensemble (qui correspond aux numéros listés en dernière page de notre revue) comprend un total de 103 volumes, répartis comme suit : (i) 91 volumes thématiques, dont 79 issus d'une journée d'étude de la SEZ et 12 autres (hors-série, journées organisées par le GEC, ...) et (ii) 12 numéros Varia.

Les 91 thèmes des volumes thématiques ont été regroupés en catégories, la définition de celles-ci comportant une inévitable part d'arbitraire. L'importance respective de ces différentes catégories est présentée à la Figure 1.

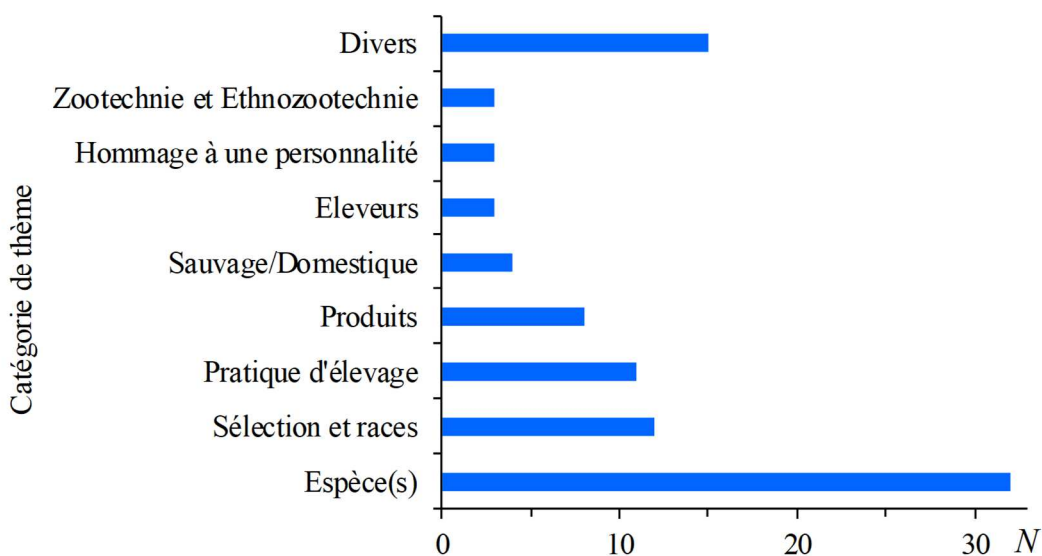


Figure 1. Répartition des 91 volumes thématiques de la revue *Ethnozootecnie* parus de 1975 à 2022. La catégorie « Divers » correspond à des thèmes qui ont été traités une ou deux fois seulement.

Les numéros « espèce(s) »

Avec un total de 32 numéros sur l'ensemble de la période analysée, soit une proportion de près d'un tiers, les thèmes traitant d'une espèce animale ou d'un groupe d'espèces en particulier se situent très nettement au-dessus des autres. Parmi les 79 journées d'étude, la proportion est encore plus élevée (38%). Si l'on effectue l'analyse par décennie, en ne retenant que les décennies complètes, on constate une diminution de la proportion des numéros « espèce(s) » de 45% dans les années 1980 à 20% dans les années 2000, suivie d'une remontée à 35% dans les années 2010.

Le tableau 1 montre la ventilation de ces numéros par espèce ou groupe d'espèces. Sans surprise, les animaux d'élevage (pour ne pas dire de rente) sont très majoritaires alors que les animaux de compagnie,

chiens et chats confondus, ne représentent qu'un numéro sur huit. Vu à travers le seul prisme de ces numéros « espèce(s) », le bestiaire de la SEZ pourrait sembler très focalisé (un examen détaillé de l'ensemble des numéros fournirait une vision plus équilibrée). En effet, les mammifères de ferme se taillent la « part du lion », alors que les volailles ne sont pas traitées à la hauteur de leur importance en élevage comme dans notre alimentation. Parmi les mammifères, ce sont en fait essentiellement les herbivores qui sont concernés, avec un bon équilibre entre équidés, grands ruminants et petits ruminants. La première place de la chèvre sur le podium des espèces est due en bonne partie à l'action du GEC évoquée plus haut. En revanche, le porc, chez qui pourtant « tout est bon », n'a fait l'objet que d'un seul et unique numéro.

Tableau 1. Répartition par espèce ou groupe d'espèces des 32 numéros « espèce(s) » de la revue *Ethnozootecnie* parus entre 1975 et 2022.

Statut	Catégorie	Espèce ou groupe d'espèces	Nb. numéros		
Animaux d'élevage	Équidés	Cheval	3		
		Ane	2		
		Mulet	1		
		<i>Total</i>	6		
	Grands ruminants	Bovin	4		
		Yak	1		
		Grands camélidés	1		
		<i>Total</i>	6		
	Petits ruminants	Mouton	2		
		Chèvre	5		
		<i>Total</i>	7		
			Porc	1	
			Lapin	2	
			Volailles	Poule	2
				Dindon	1
Palmipèdes	1				
		<i>Total</i>	4		
	Poissons		1		
	<i>Total animaux d'élevage</i>		27		
Animaux de compagnie		Chien	3		
		Chat	2		
		<i>Total animaux de compagnie</i>	5		

Au cas où cela pourrait susciter des vocations pour l'organisation d'une future journée d'étude, on peut attirer l'attention sur le cas de quelques espèces « orphelines » (ou presque) à ce jour. Pour les mammifères, en regardant au-delà de l'horizon européen, on peut évoquer le zébu (peu traité dans le cadre de l'espèce bovine), le buffle d'eau et le buffle de marais, le renne, les camélidés andins ou l'éléphant

d'Asie. Pour les volailles, on peut citer la pintade et le pigeon. Les poissons d'élevage et les autres espèces aquacoles constituent quant à eux un vaste domaine à explorer. Enfin, nous pourrions nous pencher sur le cas des insectes, que leur élevage soit très ancien (abeille, bombyx du murier) ou très récent (mouche soldat noir, par exemple).

Les autres thèmes

Trois thèmes ont fait l'objet de l'ordre d'une dizaine à une douzaine de numéros. La sélection et les races animales arrivent en première position, avec notamment six numéros consacrés aux races en péril (voir l'article de Quéméré *et al.* dans le présent numéro). Viennent ensuite les pratiques d'élevage, vues souvent dans une dimension multi-espèces, comme la transhumance, le gardiennage, le logement des animaux, etc. Enfin, les produits sont en bonne place et couvrent une large gamme : lait et ses diverses transformations, viande, gras, œufs, plumes, fèces...

Trois autres thèmes ont fait l'objet de trois ou quatre numéros : les notions d'animal sauvage et d'animal domestique ; les éleveurs (c'est bien le moins) ; un hommage à une personnalité, dont le président-

fondateur de notre Société, M. Laurans ; la zootechnie et son enseignement et l'ethnozootechnie (dont le champ et l'objet ont été définis lors de la création de la SEZ et méritent d'être revisités à intervalles réguliers).

Comme en matière d'espèces (cf. ci-dessus), certains thèmes ont été très peu traités. On peut penser notamment à l'alimentation des animaux, ce qui est cohérent avec la remarque faite plus haut sur la faible représentation de ce secteur parmi nos adhérents. Les thèmes de la médiation animale ou de l'éthique de l'élevage ont déjà été abordés et devraient l'être plus à l'avenir compte tenu de leur place dans nos sociétés aujourd'hui (une journée d'étude sur la médiation animale est d'ores et déjà planifiée en 2023).

Les sujets abordés dans les numéros Varia

Il est possible de dénombrer un total de 154 articles Varia, dont 115 (les trois-quarts) dans les 12 numéros Varia spécialement conçus pour cela, et 39 qui viennent compléter certains numéros thématiques (pratique en usage depuis le n°76 paru en 2005). Avec les mêmes limites d'arbitraire que mentionnées plus haut quand on constitue des catégories, ces articles n'apparaissent pas si diversifiés que l'expression « Varia » pourrait le laisser penser. En effet, 82 de ces articles (53%) se présentent sous la forme de

monographies relatives à une race animale (35 articles), une région et/ou une période historique donnée(s) (29 articles) ou une espèce animale (18 articles). On retrouve, avec de l'ordre de 5 à 15 articles, des catégories déjà vues pour les numéros thématiques : produits, pratiques d'élevage, sauvage/domestique, zootechnie et ethnozootechnie, éthique de l'élevage, hommages à une personnalité. On trouve également 8 articles consacrés aux animaux dans les arts, notamment dans la littérature.

Quelques réflexions pour demain

Revenir sur cinquante ans d'activités est aussi une occasion de réfléchir à l'avenir.

L'impression qui prévaut d'emblée au regard de la période écoulée est un *satisfecit*. Un travail important a été accompli, comme suffit à l'attester la collection de la revue *Ethnozootechnie*. Les voyages d'étude, initiés très tôt, la Lettre d'information, un peu plus tardive, et le site Web, assez récent et « performant », amplifient encore ce sentiment. D'autres innovations – groupes spécialisés et groupes régionaux notamment – sont également survenues pendant la période : elles n'ont pas été appliquées autant que souhaité mais elles ont montré leur bien-fondé et pourraient prendre de l'importance si des volontaires veulent s'y investir. Il n'y a donc pas lieu de remettre en cause actuellement le fonctionnement d'ensemble de la SEZ. C'est sur des points particuliers que des questions se posent.

La baisse du nombre d'adhérents est inquiétante sur le long terme. On ne peut évidemment pas en rester à la constatation que beaucoup d'associations connaissent le même problème... Un effort doit notamment être

fait en direction des « jeunes », ce qui avait été le sens de quelques journées d'étude spécialement conçues à l'attention des étudiants des écoles agronomiques et vétérinaires, sans toutefois que cela ait suscité un grand nombre de vocations.

Le modèle économique de la SEZ est largement fondé sur le bénévolat, aussi bien pour les membres du bureau et du conseil d'administration que pour les intervenants à nos journées d'étude. Par ailleurs, nous avons pu échapper jusqu'à présent à la location de salles pour tenir nos réunions et colloques mais rien ne dit que cet état de fait doive perdurer. De son côté, le coût de l'impression papier et des envois postaux a toutes les chances de continuer à augmenter. Il n'est pas évident, au total, que le modèle économique que la SEZ connaît depuis ses débuts continue longtemps de se pérenniser. Sans qu'il n'y ait encore d'urgence, les années à venir pourront être mises à profit pour anticiper des évolutions économiques défavorables.

En ce qui concerne les thèmes traités lors de nos journées et dans les numéros Varia, un certain

déséquilibre a été mis en évidence (cf. plus haut). Il tient au fait que les propositions de journées d'étude ont émané assez souvent d'adhérents qui étaient par ailleurs disposés à contribuer largement à l'organisation et connaissaient déjà quelques intervenants potentiels. Quant aux articles *Varia*, ils étaient spontanés et nullement sollicités. Il est difficile de remettre en cause cette façon de faire. Toutefois, il serait peut-être souhaitable que, ponctuellement, des thèmes qui n'ont pas encore été abordés ou qui font l'objet de débats de société prennent place dans nos projets. Certes, la SEZ est un lieu d'échange et n'a pas à exprimer d'opinion « officielle » mais il est souhaitable que des débats s'y tiennent, dans le respect des différences de points de vue qui a toujours prévalu. Peut-être le Forum du site Web pourrait-il jouer un rôle important en ce sens.

Concernant encore les thèmes, il est important de rappeler que les sciences humaines et sociales doivent disposer d'une place importante dans nos publications. Le nombre de spécialistes de ces disciplines n'est guère important au sein de la SEZ (voir l'article de Jean-Pierre Digard) mais tous les sociétaires doivent être sensibilisés à la pluridisciplinarité que permettent les approches historiques et ethnologiques.

En matière de communication (revue, lettre, site web, ...), l'article de Louis Montméas et Coline Taine-Monod consacré à ce thème précis permet de soulever des questions et d'avancer des pistes de réflexion qui devront déboucher sur des actions concrètes.

Conclusion

La Société d'Ethnozootechnie a bénéficié de la clairvoyance de son fondateur, Raymond Laurans, et de ceux qui l'ont rapidement rejoint. Elle consistait, alors que des modèles agricoles dominants tendaient à s'imposer, à rappeler l'importance des héritages du passé, la nécessité de les comprendre, et l'objectif de réfléchir à leur possible adaptation au monde moderne.

Lieu de rencontres et d'échanges interdisciplinaires, au carrefour des sciences humaines et de la zootechnie, la SEZ fait partie dorénavant du « paysage » agricole français. Le patronage accordé par l'Académie d'Agriculture à notre jubilé en est un témoin. Un mémoire de Master en Histoire, écrit il y a seulement quelques années (Tuloup, 2016), a montré qu'elle était devenue un possible sujet d'études : on peut supposer que d'autres travaux de ce type suivront. A une époque

Nous voudrions pour finir souligner le rôle des adhérents dans la vie de la société. Des idées très diverses peuvent naître, et il arrive que certains se portent volontaires pour contribuer à les appliquer. Nous prendrons deux exemples, empruntés au regretté François Sigaut, qui avait fait deux suggestions séduisantes.

Tout d'abord, pourquoi ne pas éditer un livre comprenant un ensemble d'articles particulièrement intéressants publiés dans notre revue, qui constituerait une sorte d'anthologie de l'ethnozootechnie ? Cette proposition demeure d'actualité mais il faudrait trouver un groupe de volontaires pour s'atteler à la tâche !

La seconde suggestion est originale et mérite d'être méditée car François Sigaut avait été particulièrement bien inspiré d'y avoir pensé. Il était persuadé que, dans les textes littéraires, on peut trouver des passages très ethnozootechniques, décrivant les pratiques de manière précise, avec le regard extérieur d'un écrivain. Il avait montré l'exemple en nous envoyant des textes émanant d'Edmond About, de la comtesse de Ségur, d'Alexandre Dumas (nous citons de mémoire). Ils ont été publiés dans *Ethnozootechnie*, accompagnés d'un appel aux adhérents pour qu'ils transmettent à leur tour des textes trouvés au cours de leurs lectures (Sigaut, 2011). Personne n'a jamais rien envoyé et la source s'est tarie avec le décès de François Sigaut. Sans doute les raisons sont-elles les mêmes que celles qui ont fait que M. Laurans n'a pas pu développer des réseaux de recherche et d'échange au sein de la SEZ.

où le système universitaire valorise la recherche et la spécialisation de la part des enseignants, il revient à la Société d'Ethnozootechnie de rappeler en permanence ce qu'est le cadre général dans lequel, et au service duquel, ils oeuvrent en formant les futurs acteurs de l'élevage. Puissent également les enseignants-chercheurs se laisser communiquer un certain état d'esprit ethnozootechnique, quelle que soit leur spécialisation.

Cinquante ans après sa fondation, la Société d'Ethnozootechnie demeure bien vivante malgré l'érosion du nombre d'adhérents que connaissent beaucoup d'associations aujourd'hui. Forte de son riche passé et consciente de quelques limites, elle se tourne résolument vers l'avenir. Comme les adhérents le chantent à l'occasion : « Vive l'Ethnozootechnie » !

Références

- Denis B. (2004) L'ethnozootechnie, discipline ou état d'esprit ? *La Lettre de la Société d'Ethnozootechnie* 2004/2, 1.
- Denis B. (2019) 12 juin 1996 – 7 juin 2019 : 23 ans de présidence ! *La Lettre de la Société d'Ethnozootechnie* 2019/3, 2-3.
- Laurans R. (1981) 1971-1981 : notre Société a dix ans. *La Lettre de la Société d'Ethnozootechnie* 1981/4, 1-2.
- Lestel D. (2000) Repenser le propre de l'homme. *Sciences Humaines* 108.
- Morand-Fehr P., Jénot F., Leboeuf B., Napoléone M., Le Jaouen J.C. (2018) Les groupes spécialisés (GS) de la SEZ : faut-il les développer ? *La Lettre de la Société d'Ethnozootechnie* 2018/3, 1-2
- Napoléone M., Jénot F., Leboeuf B., Le Jaouen J.C. (Eds.) (2022) Histoire des régions caprines françaises. <https://www.inrae.fr/actualites/histoire-regions-caprines-francaises> (consultée le 27 juin 2022).
- Sigaut F. (2011) De l'intérêt des sources littéraires en ethnozootechnie : un exemple tiré d'Edmond About, l'histoire du petit cheval gris. *Ethnozootechnie* 70.
- Tuloup G. (2016) *Histoire de l'ethnozootechnie : aux frontières des sciences*. Mémoire de recherche en Master 2, Université Lumière Lyon 2.



Sculpture non datée de Félix-Alexandre Desruelles (1865-1943), Parc Henri Barbusse, Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Photo © Étienne Verrier (janvier 2018).

Les voyages d'étude de la Société d'Ethnozootechnie

Pierre DEL PORTO ⁽¹⁾, Mariane MONOD ⁽²⁾

(1) 15 rue de la Convention, 75015 Paris

(2) 4 rue Pierre Brossolette, 92300 Levallois-Perret

Contact : pierre.delporto@gmail.com

Résumé : Les voyages d'études annuels organisés depuis 1975 pour les membres de la SEZ se doivent d'être l'application pour découvrir *in situ* les « patrimoines et savoirs en élevage », d'une petite région agricole en France, ou parfois à l'étranger. Pendant quatre jours, la délégation visite entre douze et quinze sites, élevages toutes espèces animales confondues, voire des animaux sauvages, ateliers de transformation des produits locaux, bâti rural typique et traditions. Elle rencontre les experts locaux les plus compétents pour dialoguer et échanger. Au cours des 46 voyages, plus de 1 800 participants ont découvert ou se sont ressourcés sur les techniques d'élevage « d'hier et d'aujourd'hui », dans un contexte de convivialité. L'ensemble des informations recueillies fera prochainement l'objet d'une importante banque de données en ligne.

Mots-clés : *voyages d'études, régions, races, patrimoine rural, gastronomie.*

Study trips organized by the Société d'Ethnozootechnie. Abstract: The annual study trips organized since 1975 for the members of the SEZ must be the application to discover *in situ* the "heritage and knowledge in livestock production", in a small agricultural region in France, or sometimes abroad. For four days, the delegation visits between twelve and fifteen sites, farms of all animal species, even wild animals, local product processors, typical rural buildings and traditions. It meets the most competent local experts for dialogue and discussion. During the 46 trips, more than 1,800 participants discovered or learned about breeding and husbandry techniques "yesterday and today", in a convivial context. All the information collected will soon be the subject of a large online database.

Keywords: *study trips, regions, breeds, country inheritance, gastronomy.*

Historique, choix des régions et des thèmes

C'est à Bernard Denis que l'on doit l'idée et la réalisation des voyages annuels de la SEZ, pour découvrir sur le terrain les « patrimoines et savoirs en élevage », qui sont l'objet de nos activités. Depuis la première édition, en Bretagne en septembre 1975, avec sept « privilégiés », les voyages d'étude se sont succédé sans interruption (à l'exception de l'année 2020, pour cause de pandémie) grâce à des organisateurs dévoués. Presque toutes les régions agricoles de France ont été parcourues, ainsi que quelques régions en Europe (Figures 1.a et 1.b et Annexe 1). Lors de la journée d'étude en hommage à Raymond Laurans, le 18 novembre 2010, notre regretté barde René Fredet avait fait le bilan des voyages de 1975 à 1995, le dernier en présence de Raymond Laurans (voir le numéro 89 de notre revue).

Des membres de la SEZ proposent la région à visiter, le déroulement du voyage et identifient les centres d'intérêt zootechniques et autres en privilégiant l'accueil et le dialogue avec les bons interlocuteurs : professeurs d'établissement d'enseignement agricole, historiens, ethnologues, vétérinaires, agronomes, responsables d'organisations agricoles, de parcs naturels ou d'écomusées, artisans, et bien sûr, des éleveurs locaux, tous passionnés qu'ils soient traditionnels, novateurs, néoruraux, intensifs ou

atypiques, ..., ayant choisi les races dominantes ou celles à faible effectif dites désormais « races en devenir ». Depuis 2009, Pierre Del Porto, aidé par son épouse Monique, est nommé coordonnateur des voyages et plus qu'à leur tour, véritables organisateurs.

Par des pré-visites et entretiens en amont, les organisateurs coordonnent la logistique, et choisissent des sites et des visites hors des sentiers battus et les meilleurs interlocuteurs pour personnaliser chaque présentation pour des ethnozootechniciens exigeants et parfois « surconnaisseurs ». Cela « permet de découvrir à la fois, le patrimoine historique et culturel ainsi que l'évolution et la diversité des systèmes d'élevage et des activités et manifestations qui y sont associées (foires, laiterie, filature, écomusée, ...). Il s'agit d'une mise en pratique de l'ethnozootechnie » (Louis Montméas).

Si pour les premiers voyages, les déplacements se faisaient en voitures individuelles, on est très vite passé à l'autocar qui permet un gain de temps, des informations complémentaires ou des exposés durant les trajets et beaucoup de discussions entre les participants. Le groupe est limité à une cinquantaine de participants pour optimiser les visites dans des lieux ou bâtiments parfois exigus et pour faciliter les débats.

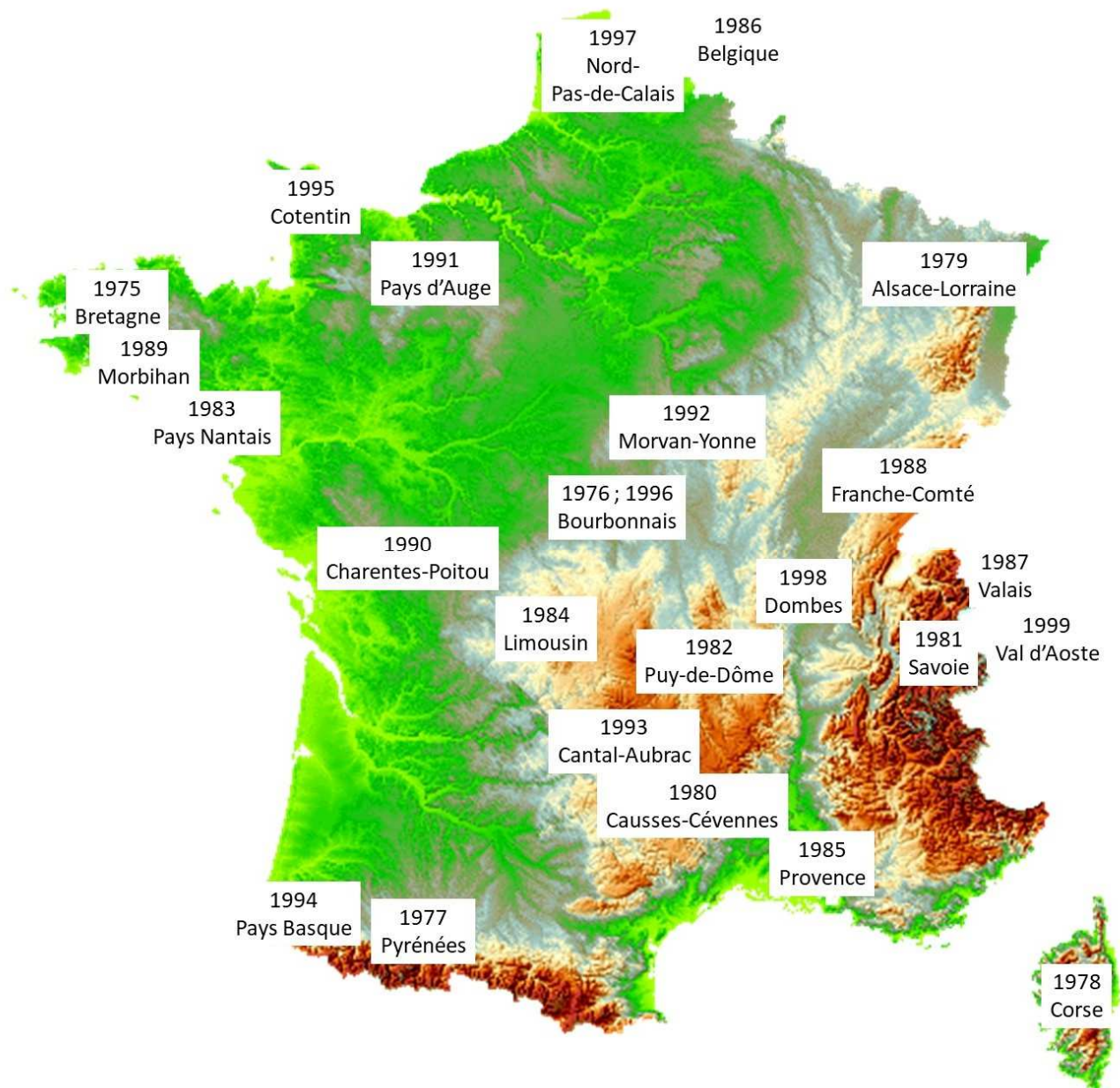


Figure 1.a. Localisation des voyages d'étude de la Société d'Ethnozootechnie de 1975 à 1999.
Fond de carte IGN.

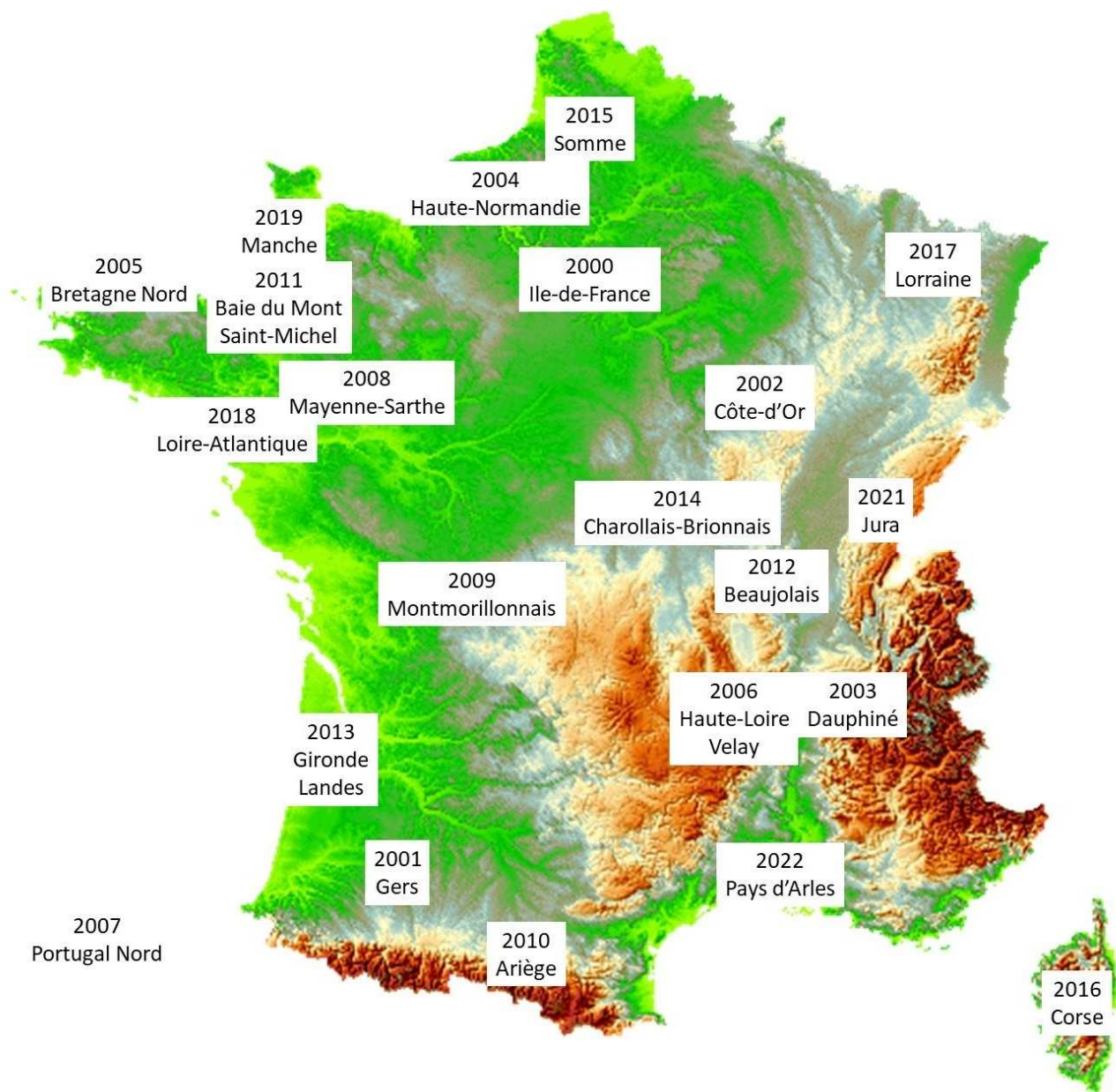


Figure 1.b. Localisation des voyages d'étude de la Société d'Ethnozootechnie de 2000 à 2022.
 N.B. Il n'y a pas eu de voyage en 2020 pour cause de pandémie. Fond de carte IGN.

A la découverte des espèces et des races

Pratiquement toutes les espèces domestiques présentes sont visitées, en fonction de la petite région et des opportunités ou des contraintes. Bien sûr, les espèces majeures de ferme sont très représentées : bovins (Figure 2), ovins, caprins, équidés, porc, volailles. Parmi elles, on trouve des races à diffusion (inter-) nationale et à la pointe de la productivité, des races

locales et des races à faibles effectifs (ces dernières étant passées, grâce à la conviction de leurs éleveurs et, en partie, à l'action de la SEZ, du statut de races en péril à celui de races avec un avenir économique). Plusieurs races de chiens ont également fait l'objet de présentations.



Figure 2. Races locales, milieux, systèmes d'élevage et produits découverts lors de voyages d'étude de la SEZ. À gauche, race bovine Gasconne, estive au Plateau de Beille (1800 m), Ariège, septembre 2010, © Pierre Del Porto. À droite, races ovines Roussin de la Hague et Avranchin pour la production d'agneaux de prés salés, Cotentin, septembre 2019, © Annick Pinard.

D'autres élevages, d'animaux bien connus mais moins courants, font aussi l'objet d'une visite : cerfs, esturgeons, truites, écrevisses, escargots, coquillages marins, abeilles, ... Même des animaux sauvages peuvent être au rendez-vous : bisons, loups, phoques, oiseaux migrateurs, rapaces, ... Toute la biodiversité animale possible... Sans oublier la diversité végétale : des prairies aux truffières, des algues au safran ou aux plantes médicinales, des haies aux forêts domaniales ou arbres remarquables !

Chaque voyage présente non seulement les techniques locales de production, leurs signes de qualité et réglementation éventuelle, mais aussi tous les modes de transformation des produits, sans oublier certains métiers annexes à l'élevage parfois oubliés (fondeur de sonnailles et cloches, sabotier, maréchal ferrant et travaux à ferrer, le sanglier du boitage des Monts Dore, entre autres).

L'architecture rurale

L'aspect le plus impressionnant dans les architectures paysannes rencontrées, outre la diversité entre régions et entre différents modes d'élevage, est l'évolution en fonction des générations : de l'étable ou la bergerie voûtée en pierre de taille du grand père à la stabulation en béton du père, à la taille des étables modernes et lumineuses en bois lamellé-collé avec robot de traite et DAC du fils ou encore des bergeries classées

monuments historiques aux bergeries tunnels en plastique, voire de prestigieuses écuries.

Pour les visites des châteaux, des églises, des sites gallo-romains, des haras, des salines, des pigeonniers (Figure 3), du centre historique des villes et villages, nous nous entourons des meilleurs guides locaux qui soient.

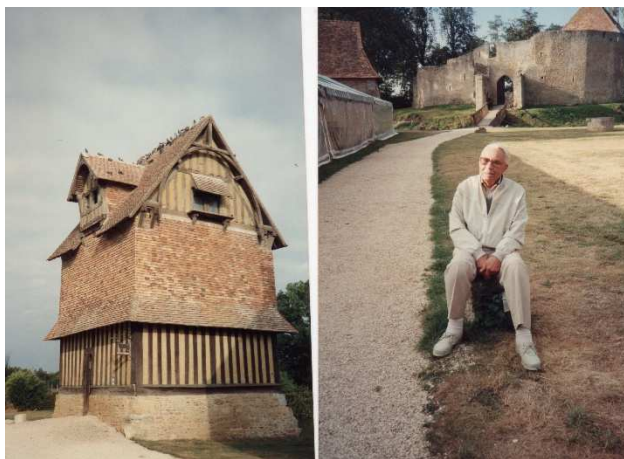


Figure 3. Pigeonnier avec, à droite, Raymond Laurans, Crève-Cœur, Pays d'Auge, septembre 1991, © Mariane Monod.

Visites, rencontres, échanges

A propos du voyage au Portugal en 2007, selon Dominique Poulain : « Dans un champ, des cannes de maïs, coupées et liées en faisceaux dressés attendent un dépanouillage que les visiteurs attaquent l'estomac un peu alourdi encore par le pain de maïs qu'ils viennent de goûter, à la sortie du four. Une musique joyeuse annonce l'arrivée du groupe folklorique local : hommes, femmes et enfants, tout le village est là en costumes traditionnels. La nuit est tombée. Regroupement général dans une prairie. On boit, on mange et on danse ensemble sous la surveillance des silos à maïs en pierre de granit illuminés, sur la colline. Retour en deux heures à Porto. Dans le car, pas un bruit, pas une voix, il est 2 heures du matin ! ».

Pour Louis Montméas : « Si un intérêt plus particulier est accordé à la visite d'exploitations d'élevage de taille modeste et valorisant de différentes manières des races locales : transformation à la ferme, vente directe, éco-pâturage..., il est aussi intéressant d'y associer la visite d'exploitations plus « modernes » et faisant appel aux possibilités offertes par l'informatique, la robotique, la méthanisation des effluents et la production de biogaz. La visite de la ferme dite des « 1000 vaches » a permis à chacun de se faire sa propre opinion sur une telle structure et la polémique engendrée. Ces visites sont aussi l'occasion de rencontrer des personnalités marquantes qui exposent leurs projets, leurs réussites, leurs difficultés... ».

La gastronomie locale

Beaucoup de visites sont illustrées par la dégustation des produits locaux : fromages, vins, salaisons et charcuteries variées, fruits de mer, foie gras et caviar n'ont plus de secrets pour les « ethnogastronomes », selon le néologisme Jean-Jacques Lauvergne ! Si le repas festif SEZ exige un solide estomac (notamment

en Périgord), la découverte de toutes les saveurs de la gastronomie locale n'est jamais oubliée, que soit à la sortie des champs, dans les restaurants ou les fermes-auberges. Et le car se charge progressivement des achats des mets et boissons à rapporter en souvenir.

De la convivialité

Selon Pierre Quéméré, « une parfaite organisation des voyages et une ambiance de convivialité exemplaire ». Les retrouvailles des participants, souvent des habitués, l'accueil et la présentation des « petits nouveaux » sont une joie pour chacun. Chaque participant apporte ses expériences, ses connaissances et ses dons, ses questions et ses propres réponses. Les voyages « sont là aussi pour façonner notre pensée et notre vie. « Le voyage est un retour vers l'essentiel » (proverbe tibétain cité par Jean-Pierre Ferrier).

René Fredet, notre barde, avait créé l'hymne de la SEZ (Annexe 2), en y ajoutant à chaque voyage un nouveau couplet adapté et son CMV (complément musical varié). Les nouveaux couplets sont désormais rédigés par Annick Pinard. Bernard Denis nous offre des chants *a cappella* dans les églises visitées et il anime le dîner festif. Les conteurs et autres imitateurs de cris d'animaux ne sont pas en reste !

Des moyens de transport divers et variés

Si l'essentiel des parcours se fait en car, nous ne pouvons pas ignorer la remorque d'un tracteur en Camargue ; des barques sous une pluie battante dans les marais de Brière, sous le soleil dans les hortillonnages d'Amiens ; le train à vapeur dans l'écomusée de Marquèze ; une calèche hippomobile

dans les jardins de Versailles ou sur une plage du Cotentin ; des bateaux de croisière sur le Douro, dans le golfe du Morbihan et sur la Mayenne ; et bien sûr très fréquemment la marche à pied dans les alpages et à travers champs à l'approche des troupeaux.

Mémoire des voyages

Les deux premiers voyages ont fait l'objet de comptes-rendus. Il ne reste ensuite que les programmes des voyages jusqu'en 1994. Certains comptes-rendus plus ou moins détaillés ont été inclus dans les numéros d'Ethnozootechnie et depuis 2010, Jean-Pierre Ferrier les rédige avec une grande précision, qui en font de véritables outils de travail et une partie importante de la mémoire de l'association.

De 1993 à 2001, le Docteur Brisebois a réalisé des vidéos qui ont été numérisées et seront prochainement mises en ligne sur le site de la SEZ dans une section réservée aux membres. De nombreux participants prennent des photos (Figure 4), argentiques puis numériques, trop souvent restées dans leurs cartons jusqu'à ce qu'Annick Pinard présente chaque année aux participants son album photos du voyage précédent.



Figure 4. Extrait de la tapisserie de 58 m de long du Château de Pirou, Cotentin, 2019.
Photo © Pierre Del Porto.

Enfin, s'inspirant des exemples des voyages en France d'Arthur Young (1787 à 1789), puis de René Dumont (1951), Bernard Denis (Figure 5) a suggéré que l'ensemble des voyages de la SEZ fassent l'objet d'un livre électronique avec illustrations, sur le site web SEZ.

Chaque compte rendu de voyage sera valorisé par une série de photos. Bernard Denis en rédigera l'introduction générale. Un groupe de travail

accueillant toutes les bonnes volontés et leurs photos, est en charge de sa réalisation tout en veillant au bon respect des droits à l'image. Rendez-vous donc dans quelques temps pour découvrir ce beau projet !

Ainsi au fil des 46 dernières années, ce sont près de 1 800 participants qui ont pu profiter et faire profiter des patrimoines et savoirs en élevage lors des voyages annuels de la SEZ.



Figure 5. Bernard Denis en train de compléter sa photothèque de vaches Montbéliardes, Jura, septembre 2021, © Pierre Del Porto.

Annexe 1. Caractéristiques des voyages d'étude de la SEZ effectués de 1975 à 2022.

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
1975	Bretagne : Côtes-d'Armor Finistère Ille-et-Vilaine	Ecologie du paysage breton Fermes anciennes Pointe du Raz Musée de Quimper	Vaches de race Froment du Léon et Bretonne Pie-Noir Cheval Trait Breton Porc Blanc de l'Ouest		Bernard Denis	7	EZ n°14 Y. Rouger
1976	Bourbonnais : Moulins et Nord-Ouest	Bocage-Montagne, Sologne Architecture rurale Vignoble	Bovins Charolais, Normands Faisans, poules Dindes noires Bourbonnaises	Omelette Brayaude, filet de canard, piquanchagne, viande de charolais	J. Lougnon M. Picard	30	EZ n°19 J. Lougnon M. Picard
1977	Pyrénées : Centre du massif	Musée ATP Lourdes Barèges Estives en Ariège Montségur	Vaches Gasconnes, Auroises, Lourdaises Cheval de Mérens Brebis Lourdaises, Barégeoises, Castillonaises Aure-et-Campan		Pr Bonnes (ENV Toulouse) Raymond Laurans	32	Programme seul
1978	Corse : Nord et Sud Castagniccia	Foire de Niolo Maquis Parc naturel régional	Bovins, ovins, caprins, porcs de Corse		Jean-Jacques Lauvergne	17	Programme seul
1979	Alsace-Lorraine : Vosges, Toulous	Vignoble alsacien Architecture rurale Races locales	Vaches Vosgienne, Simmental Françaises Moutons Est à laine Mérinos		François Spindler Bernard Denis Michel Haché	28	Programme seul
1980	Causses-Cévennes : Alès, Florac Le Vigan, Nîmes Corniche des Cévennes	Musée cévenol Parc National des Cévennes Causse Méjean Transhumance	Brebis Lacaunes Cheval Mérens		C. Laurans P. Granier R. Fredet J.P. Marty	16	Programme seul
1981	Savoie : Tarentaise Beaufortin	Col des Saisies Vie et traite en alpage Vignoble Double activité (ski)	Vaches Tarentaises, Abondance Ovins Thônes-et-Marthod		M.-Mme Spindler P. Fivel	38	Programme seul
1982	Auvergne : Puy-de-Dôme Piémont	Estives Races rustiques Massif Central, volcans Vignes	Ovins Bizet, Rava, Blanc du Massif Central Vaches Ferrandaises	Truffade Quatre fromages AOP Potée aux choux	Jean Blanchon René Fredet	42	Programme seul
1983	Pays Nantais : Grande Brière Pays de Retz	Bovins, ovins Production de sel Vignobles Architecture rurale Marais de la Grande Brière	Vaches Normandes, Maine- Anjou, Nantaises Mouton d'Ouessant	Canard de Challans	Bernard Denis	39	Programme seul

Annexe 1 (suite).

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
1984	Limousin : Périgord, Quercy	Porcs Haras de Pompadour Oies grises de Toulouse Truffières	Porc Cul-Noir du Limousin Brebis Caussenardes	Foie gras, ris de veau Ttruffles, Armagnac	M. Borderie J. Roger	45	Programme seul
1985	Provence : Crau Camargue	Domaine du Merle Manades PNR de Camarague Etang du Vaccarès Vignes, abbaye, salines	Ovins Mérinos d'Arles Taureaux et chevaux de Camargue	Anchoïade Viande de taureau	R. Laurans Marty-Denois	41	Programme seul
1986	Belgique : Bruxelles Libramont Zwin-Ardenne	Elevages de Blanc Bleu Belge Débardage en Forêt Campine, Zwin Port d'Anvers	Bovins Blanc-Bleu-Belge, Pie-rouge Mouton Flamand Chevaux Ardennais Porc Pietrain	Steaks de Blanc Bleu Belge Moules, frites	G. Van Snick	40	Programme seul
1987	Suisse : Canton du Valais	Châble, Alpagnes Combats de reines Fromageries, vignobles Fabrique de cloches Musée de Martigny Architecture rurale	Vaches Herens, Valdotaines et Castanea	Raclette au Fendant Vins du Valais	Laurent Avon	17	Programme seul
1988	Franche-Comté : Doubs, Jura	Génétique bovine Haras de Besançon Salines Fromageries	Vaches Montbéliardes, Simmental Françaises Cheval Trait Comtois Escargots Gros Gris	Saucisse de Morteau Comté Emmental Grand Cru	M-Mme Spindler E. Reeb	43	Programme seul
1989	Bretagne : Morbihan	Vannes, Carnac Haras d'Hennebon Zoo de Branféré Golfe : croisière, écomusée	Etalons Trait Breton Vaches Bretonnes Pie-Noir Faisans Aquaculture marine	Andouille de Guéméné Tomme de Rhuy	J. Blain	45	Programme seul
1990	Charentes-Poitou : Marais Poitevin Rocheport	Concours mulassier Vestiges gallo-romains Porc en plein air Écomusée du cognac Marais Poitevin	Baudet du Poitou Chèvre Poitevine Vaches Maraîchine et Partenaise Mouton Vendéen	Escargots (lumas) Broyé du Poitou Tourteau fromagé Farci poitevin	Cl. Texier	46	Programme seul
1991	Normandie : Pays d'Auge	Elevage bovin, fromageries Manoirs Haras du Pin Cidrierie, distillerie	Vaches Normandes, Limousines Porcs Normands, lapins Hotot Chevaux Percherons	Trois fromages normands Cidre, Calvados	D. Sergent	48	Programme seul

Annexe 1 (suite).

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
1992	Morvan et Yonne	Château-Chinon, Autun Site de Bibracte, Eduens, Forêts Plantes médicinales	Bovins Charolais Moutons Charollais, abeilles Truites fario, écrevisses		A. Paris	47	Programme seul
1993	Auvergne, Cézalier et Aubrac	Burons, Monts d'Aubrac Ecomusée, Fromagerie Coutellerie de Laguiole	Vaches Salers, Aubrac, Simmental Françaises Moutons Bizet Porcs Gascons Loups, bisons, daims	Aligot Laguiole, Salers Tarte aux myrtilles Pounti, tripoux	M.-Mme Spindler J. Blanchon	43	Programme seul
1994	Pays Basque	Aldudes, Iraty Estives, Artisanat	Porcs Basques Brebis Manech Vaches Blondes d'Aquitaine		B. Faucon	46	Programme seul
1995	Cotentin	Haras de Saint-Lo Mont Saint-Michel Cathédrale de Coutance Foire de Lessay Villedieu-les-Poêles	Moutons de prés salés Vaches Normandes Porcs Bayeux Porcs Blanc de l'Ouest Cerfs, chèvres de la Hague	Andouille Cidre fermier Camembert, Pont- l'Évêque Viande de Normandie	M-Mme Blain	37	EZ n°57 B. Denis
1996	Bourbonnais	Lycée Agricole de Moulins- Neuville, Ville de Moulins Château la Pommeraie Débat sur l'ESB Forêt de Tronçais et forges	Bovins Charolais, Ovins Ile- de-France, Chevaux Percherons, poneys Islandais, chien Braque, Lamas, alpagas Volailles Bourbonnaises	Grattons Rôti de charolais Fromages d'Auvergne Vin de Saint-Pourcain	Jacques Lougnon Madeleine et René Fredet	54	EZ n°61 M. Franck
1997	Nord-Pas de Calais	Lycée agricole de Radinghem CFPPA du Quesnoy, Centre Régional de Ressources Génétique Écopâturage, colombophilie Sites mémoriels de Vimy et Notre-Dame- de-Lorette	Chevaux Trait du Nord, Boulonnais Moutons Boulonnais Bovins de race Bleue du Nord, Blanc Bleue, Flamande	Flamiches au Maroilles Sandre	François Spindler M.-Mme Lachaume	43	EZ n°61 J. Blanchon
1998	Dombes et Bresse	Monastère de Brou, Ferme des Planons, Centre de sélection de Béchannes Histoire du Porc Bressan Etangs, pisciculture Réserve naturelle des Dombes Village de Chatillon-sur- Chalaronne	Volailles de Bresse (AOP) Vaches Montbéliardes, Charolaises Chiens Retrievers Cheval des Dombes	Poulet de Bresse Grenouilles hongroises Brochet	Catherine et Michel Franck	44	EZ n°64 M. Franck

Annexe 1 (suite).

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
1999	Val d'Aoste	Ville d'Aoste, Intitut Agricole Régional, Station de sélection des taureaux, Alpagnes d'Ollomont Arènes de Croix Noire, Musée Saint-Pierre, Châteaux d'Issogne et Fénis, Caves d'affinage de fromages, Cave vinicole	Vaches Hérens, Valdotaïnes	Fromage Fontina affiné dans d'anciennes mines de cuivre Charcuteries Vins d'Aoste	Laurent Avon	?	EZ n°65 M. Molénat
2000	Ile de France	Versailles : ville, promenade en calèche dans le parc Rambouillet : Hôtel de Ville, Bergerie Nationale, Parc de chasse Peinture animalière de l'école de Barbizon, ENV Alfort, Musée Fragonard, Station INRA de Bressonvilliers, Ferme de Gally Ancien marché aux bestiaux Sceaux	Animaux clonés : brebis, veaux, lapin ; taureau OGM Chevaux de trait : Boulonnais, Cob Normand, Trait du Nord, Auxois, Comtois Moutons Ile-de-France et Mérinos de Rambouillet	Méchoui de Mérinos	Jeannine et Louis Reveleau	?	EZ n°68 J. et L. Reveleau
2001	Gers	Vieille ville d'Auch ; Lycée Agricole de Beaulieu et Institut Saint-Christophe à Masseube Patrimoine architectural, Pastel de Lectoure, Château de Mons Conservatoire de la figue de Gimont	Vaches Mirandaises Chiens Gascons Ane Noir des Pyrénées Poules Gascones, Oies fermières du Gers, canards Mulards, Porcs Gascons Abeille Noire Gasconne	Garbure Foie gras, magret Floc, Armagnac Pruneaux	R. Fredet J. Labat	58	EZ n°68 A. Darras J. Gallice
2002	Côte d'Or	Parc de Montbard (Buffon, Daubenton) Elevages bovins, ovins, équins (traite de juments) Flavigny, Semur-en-Auxois Abbaye de Fontenay	Vaches Brunes, Charolaises, Simmental Françaises Chevaux Auxois Ovins Ile-de-France x Grivette	Fromage Epoisses. Grands vins de Bourgogne	Olivier FANICA, Michel FRANCK, J-F. GALLICE	45	Olivier FANICA - EZ N° 72
2003	Dauphiné	Besse-en-Oisans, Diois Maison des alpages, pastoralisme et loup, développement local Parc Naturel Régional du Vercors Musée de Villard-de-Lans	Vaches Abondance, Aubrac, Blonde d'Aquitaine, Villard-de-Lans Brebis tranhumantes Chèvres Alpines et Saanen	Clairette de Die Jaillance Veau Villard-de-Lans Bleu de Sassenage	Janine et François Spindler	36	EZ n°72 B. Denis

Annexe 1 (suite).

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
2004	Haute Normandie	Abbaye de Jumièges PNR des boucles de la Seine Marais Vernier Lycée agricole Brémontier-Merval Musées du lin et de la marine à Caudebec, Manoir d'Angot	Ane du Cotentin Vaches Normandes, Highland Brebis Solognotes, Mergeland Canard de Rouen, Oie Normande, Pigeon Cauchois	Camembert Écrevisses Pommeau, cidre Tarte aux pommes	D. Sergent	?	EZ n°76 J.M. Devillard
2005	Bretagne Nord : Léon, Trégor PNR Armorique	Ferme-musée de Tréflaouénan du Léon, Conservatoire botanique de Brest, Saint Herbot Domaines de Kerialen, de Bodillio (vie rurale sous l'ancien régime) Fermes et écomusées du PNR d'Armorique, Réseau Parades Maraîchage, sarrasin, consoude,...	Chevaux Trait Breton Vaches Bretonne Pie-Noir et Prim'Holstein, Porcs Blancs de l'Ouest Moutons Landes de Bretagne, de Belle-Ile et d'Ouessant Chèvre des Fossés.	Potée bretonne Galettes Charcuteries Cidre.	Bernard Denis Pierre & Annick Evain Jean Sergent Pierre Quéméré	36	EZ n°77 F. Boerlen
2006	Haute-Loire, Velay, Margeride	Le Puy en Velay, Maison de la Béate, Brasserie artisanale Marché aux agneaux de Sauges Musée de la Bête du Gévaudan Fermes de Moudeyres Mont Mézenc Château de Chananiac-Lafayette Salmoniculture	Saumons Ovins du Massif central : BMC, Lacaune, Noire du Velay et croisements viande Vaches Aubrac et Montbéliardes Bisons d'Europe	Saumon Fin gras du Mézenc Charcuteries.	Jean-Claude Brunelin	?	EZ HS n°6 F. Spindler
2007	Portugal	Porto, croisière sur le Douro Cave à Porto, Marché de Barcelos Ecole d'agriculture de Ponte de Lima, Musée agricole Vairao Conservatoire Portugais de semences végétales Soajo	Bovins Minhotas, Barrosa, Cachen et Maronesa en attelage Porcs Bisaro	Morue (bacalhau) Sardines Salaisons Fromages	Mouette Barboff Miguel Machado	? SEZ + AFMA + ECP	EZ n°80 B. Denis M. Barboff D. Poulain
2008	Mayenne et Sarthe	Ville et jardins de Laval Domaine des Rues, ferme-école CRAPAL, Festival de la Viande Croisière à Chenillé Changé Château de Sainte Suzanne. Abbatiale d'Evron, Site gallo-romain de Jublains	Bovins Rouges des Prés, Saosnois Poulets de Loué Brebis Bleu du Maine Chevaux Trotteurs Français Porcs Silures	Viande de bœuf Maine- Anjou AOP Fromages	Louis Reveleau	50	EZ n°84 A. Pinard

Annexe 1 (suite).

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
2009	Montmorillonnais, Brenne	Abbaye de Saint-Savin-sur-Gartempe, Chauvigny Ecomusée du Blanc à Naillac Alliance Pastorale et Lycée agricole à Montmorillon, Foire aux béliers et TEC-OVIN à Bellac Réserve de la Haute Touche PNR et étangs de la Brenne	Ovins de race Charmoise, Romane, Rouge de l'Ouest et de races à faibles effectifs Chèvres Poitevines et Saanen Vaches Limousines, Charolaises Escargots, Cervidés, Carpes	Agneau grillé Fromage Pouligny-Saint-Pierre	Pierre et Monique Del Porto	42	EZ n°87 C. Texier
2010	Ariège-Séronais	Musée vivant des Forges de Pyrène Estive de Beille-Les Cabannes Débats : ours ou pastoralisme ? Parc de la préhistoire à Tarascon-sur-Ariège, Grotte du Mas d'Azil Haut Couserans, Ecomusée d'Alzen Ferme de Méras : dressage mulassier et bovin pour la traction	Vaches Gasconnes, Salers Bœufs Gascons attelés Brebis Tarasconnaises, Montagne Noire, Lacaune Chèvres des Pyrénées Chevaux Castillonnais, Ardennais, Mérens, Mules des Pyrénées	Charcuteries Pintade aux morilles Fromages de chèvre Croustade Gâteau basque	Pierre et Monique Del Porto	39	EZ n°88 J.P. Ferrier
2011	Baie du Mont Saint Michel : entre terre et Mer	Maison de la Baie, Herbus, Polder à Rozsur-Couesnon, Usine de transformation du Maërl à Saint-Malo, Mytiliculture, Ostréiculture, Culture d'algues alimentaires Musée de la paysannerie à Baguer-Morvan, Verger de pommes en bio	Moules de Bouchot de la Baie du Mont Saint-Michel Moutons de prés salés, Cerfs élaphe, Vaches Holstein, Froment du Léon, Bretonne Pie-Noir et Canadienne. Huitres, Oies d'Alsace.	Moules, huitres Galettes Poulet fermier Queue de boeuf Fromages cidre	Dominique Poulain	49	EZ n°91 B. Denis
2012	Beaujolais	Villefranche-sur-Saône, Beaujeu, Châtillon d'Azergue, Prieuré de Salles-Arbuissossas-en-Beaujolais Domaines viticoles, fromagerie Musée des pierres folles Village de.. "Clochemerle"	Chèvres Alpines Chevaux de trait : Percheron, Cob Normand, Boulonnais, Comtois Vaches Salers	Mâchons : charcuteries, fromages de chèvre et grands vins	Michel Franck	45	EZ n°92 J.P. Ferrier
2013	Gironde, Landes, Médoc	Esturgeonnière du Teich, Huitres d'Arcachon, Potager de légumes anciens, Médoc viticole et forestier Agroforesterie, Domaine de Jarry à Cestas, Train des grumiers Ecomusée vivant de Marquèze	Vaches Marines, Bordelaises, Bazadaises, Auroch reconstitué ; Brebis landaises, Chèvres des Pyrénées Ane des Pyrénées, Porcs et basse-cour Gascons, Poulets jaunes des Landes.	Caviar, huitres Grands vins Agneau de Pauillac Fromages	Régis Ribereau-Gayon Monique et Pierre Del Porto	46	EZ n°94 J.P. Ferrier

Annexe 1 (suite).

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
2014	Charolais-Brionnais	Marché aux bovins de Saint-Christophe en Brionnais Château de Chaumont, Spectacle équestre au Haras de Cluny Roche de Solutré : Musée de la Préhistoire et jardin botanique Fours à Chaux à Vendenesse-les-Charolles, Village d'Oyé Plantes bio-indicatrices, Musée de la filature et moutonthèque	Bovins Charolais, Attelage de bœufs Charolais Chèvres Alpines et Saanen Chevaux Konic-Polski, AQPS Brebis Charollaises, Romanes Chiens Border Colley. Parc animalier de diverses races de moutons et chèvres Poules Charollaises	Mâchon de vins bio et fromages de chèvre Lieu jaune Boeuf de Charolles AOP	Christian Albert Bernard Denis Pierre Del Porto	48	EZ n°97 J.P. Ferrier
2015	Somme	Amiens : Hortillonnages en barque, cathédrale, Maison de Jules Verne Herbarium de Saint-Valéry-sur-Somme, Baie de Somme en bateau Maison de l'oiseau à Lanchères Pointe du Hourdel, Parc du Marquenterre, Ferme de Beaumont. Ferme des 1000 vaches.	Phoque gris, veau marin Oiseaux marins Moutons de prés salés : Boulonnais et croisements Chevaux Henson Vaches Prim'Holstein	Fruits de mer Crème au safran Agneau de l'Estran Ficelle picarde	Daniel Girard Pierre et Monique Del Porto	39	EZ n°98 J.P. Ferrier
2016	Centre de la Corse	Filature Lana Corsa. Musée de la Corse à Corté, laboratoire INRA de Corté, Station exp. d'Altiani Pépinière de chevrettes Centre IA et de sélection ovins lait Transhumances, Miellerie et Verraterie d'Altiani, Cave d'affinage de charcuteries Domaine viticole à Patrimonio	Animaux des races Corses : chien Cursinu, brebis, chèvre, Porc Nustrale, bovin (vache tigre), cheval, abeille.	Brocciu, charcuterie Corse, Miel de Corse, clémentine (tous AOP) Agneau de lait, cabri Veau aux olives Gâteau de chataigne	Pierre Del Porto François Casabianca	26	EZ n°100 J.P. Ferrier
2017	Lorraine	Cathédrale de Toul (XII-XIII ^e) Berger transhumant à Commercy Centre d'engraissement de bovins et hibernation viande Etang de Lachaussée : réserve naturelle et pisciculture Ferme exp. Arvalis, Domaine INRA de Mirecourt, Maison de la mirabelle, Architecture rurale. Station de méthanisation	Chèvre Lorraine. Bovins Angus et Hereford. Brebis Wurtemberg et Est à laine Mérinos Vaches Vosigiennes, Blondes d'Aquitaine, Charolaises Chevaux Polski	Steak de Hereford grillé Blanquette de poissons, Fromages Tarte à la mirabelle Vins de Toul	Daniel Codron Michel Hulin Bernard Denis	43	Site SEZ J.P. Ferrier

Annexe 1 (fin).

Année	Région	Thèmes, sites	Espèces, races	Quelques produits dégustés	Organisateur(s)	Nb. participants	Compte-rendu
2018	Loire Atlantique, Morbihan	Abbaye de Redon, Bains-sur-Oust Friche du Transformateur en espace naturel, Fermes bio races locales CRAPAL médecines vétérinaires « complémentaires » Ecole de Grand Jouan, Église de Nozay, Forges de la Jahotière Fête de la vache Nantaise au Dresny-Plessé	Vaches Nantaises, Bretonnes Pie Noir Chèvres des Fossés, Poitevines Brebis Landes de Bretagne Porcs Blanc de l'Ouest	Fromages de chèvre Gwelle et tommes de BPN Agneau rôti Canard au cidre Glace au lait de brebis	Bernard Denis Pierre et Monique Del Porto	44	Site SEZ J.P. Ferrier
2019	Manche, Cotentin	PNR des marais du Cotentin et du Bessin, Marais du Havre à Saint-Germain-en-Ay, Ostréiculture découverte en calèches Fermes laitières, Laiterie REO Château fort de Pirou (XII ^e) Foire Sainte-Croix à Lessay Cathédrale de Coutances Ferme-musée du Cotentin	Vaches Nordmandes, Jersiaises Brebis Roussin de la Hague, Avrenchines et croisées Huitres et moules Races locales de volailles et lapins Cob Normand, Ane Cotentin	Camembert au lait cru Jambon fumé de Lessay Huitres et vin blanc sur l'estran Bar aux algues, teurgoule	Pierre & Monique Del Porto	37	Site SEZ J.P. Ferrier
2020	Pas de voyage d'étude pour cause de pandémie						
2021	Jura	La Montbéliarde et le Comté : élevages, fromageries, caves d'affinage (Fort des Rousses, fruitières d'hier et d'aujourd'hui) Musée des maquettes agricoles Fonderie de cloches Saline de Salins-les-Bains Fruitière vinicole d'Arbois Démonstration chevaux Comtois	Vaches Montbéliardes Vaches Galloway Chevaux Trait Comtois	Fromages : Comté, Morbier, Mont d'Or Saucisse Morteau Vins d'Arbois	Dominique et Jean-Bernard Buffet Pierre et Monique Del Porto	40	Site SEZ J.P. Ferrier
2022	Pays d'Arles	Maison de la transhumance Coussouls, Crau, Camargue Transhumance Musées Arlaten et de la Camargue Toiles de Theodore Jourdan Réserve des Marais du Vigueirat	Ovins Mérinos d'Arles Bovins Raço di Biou Chevaux Camargue Ane de Provence Chèvres du Rove	Gigot de sept heures Gardiane de taureau Brousse du Rove Brandade et Tapenade Risotto Coteaux d'Aix-en-Provence AOP Huile d'olive AOP	Pierre et Monique Del Porto	34	Site SEZ J.P. Ferrier

Annexe 2. Extrait de l'hymne « Le cœur à l'EZ » (prononcer « aise »), créé par René Frédet.

Un exploit génétique,
Produit d'amours magiques,
Par bonheur a donné
Naissance à notre société.

Refrain

Le cœur à l'EZ, nous retrouvons la vie
Des animaux d'hier et d'aujourd'hui.
Leur harmonie avec les besoins et les hommes du pays:
Vive l'ethnozootechnie !

*Couplets créés à l'occasion des voyages en Charentes-
Poitou (1990), Ile-de-France (2000) et Médoc (2013)*

La star est maraîchine,
Le mouton vendéen,
La chèvre poitevine,
Et le baudet, gallo-romain.

Tout est innovation,
Lucifer, Barbizon,
Alfort, les écorchés,
Versailles, Mérinos et Larcher.

Caviar, huitres sur plateau,
Lafite, Rothschild, Margaux,
Marine et Bazadaise,
Poulets mouillés, musée Marquèze.

*Introduction au voyage dans le Médoc
(sur l'air du « 31 du mois d'Août »)*

Quatre jours après le mois d'août (bis)
Nous aperçûmes face à nous (bis)
Des étrangers à l'Aquitaine
Qui, sous prétexte d'animaux
Auraient bien investi Bordeaux
Pour éviter la mise à sac (bis)
On les r'foula sur Mérignac (bis)
Chez les Ibis, animaux nobles ;
Ils seraient même allés plus loin
Voir si l'caviar poussait dans l'coin.
L'esturgeon était « Sibérien » (bis)
Le thermomètre l'était bien moins (bis)
Monter l'Pilat fut illusoire ;
Mais les huitres près d'Arcachon
Couronnèrent cette introduction.

*La Bordelaise
(sur l'air de « La Javanaise », Serge Gainsbourg)*

En Médoc, produire du bon vin
Passe par l'élevage de bovins ;
Ne vous déplaise, en chantant la Bazadaise,
Nous nous aimions, l'temps d'une dégustation
Monsieur Juppé, vous a-t-on dit
Qu'il y a des vaches dans vos prairies ?
Ne vous déplaise, en chantant la Bordelaise
Nous nous aimions, le temps d'une élection.
Le conservatoire d'Aquitaine,
Le fonds des choses il nous enseigne !
Le cœur à l'EZ, en ruminant ses synthèses,
Applaudissons... Régis Ribereau Gayon !



René Frédet, barde de la SEZ, médite à l'écart du groupe son prochain couplet de l'hymne de la SEZ, Beaujolais, septembre 2012, © Pierre Del Porto.

La communication de la SEZ : moyens actuels et stratégies à développer

Louis MONTMEAS⁽¹⁾, Coline TAINE-MONOD⁽²⁾

(1) 70^{bis} rue Beranger, 21000 Dijon. Contact : louis.montmeas@orange.fr

(2) 13 rue Jules Guesde, 92300 Levallois-Perret. Contact : colinetm@gmail.com

Résumé : La SEZ s'est progressivement dotée de différents moyens de communication : une revue semestrielle, une publication trimestrielle et un site Internet. Ce texte rappelle les objectifs et les conditions dans lesquelles ces différents moyens ont été mis en œuvre. Il en dresse ensuite un bilan pour en déduire des perspectives d'évolution. Les unes se rapportent à « une amélioration » des moyens existants, les autres sont plus ambitieuses : (i) mise en place d'une politique d'indexation systématique des articles de la revue permettant de disposer d'une base de données plus performante, (ii) enregistrement des journées d'étude dans une perspective de suivi simultané en présentiel, en distanciel ou en différé, (iii) ouverture d'un compte dans un réseau social, en complément du site Internet. Ces suggestions sont soumises à la réflexion des sociétaires et leurs conditions de faisabilité sont à étudier (disponibilité des sociétaires, coût...).

Mots-clés : *ethnozootechnie, communication, revue Ethnozootechnie, La Lettre, site internet.*

SEZ communication: current ways and strategies to be developed. Abstract: The *Société d'Ethnozootechnie* (SEZ) has gradually adopted different ways of communication: a semestrial journal called *Ethnozootechnie*, a quarterly publication called « *La Lettre* » and a website. This paper reminds why and how these different media have been implemented. It then draws up an assessment to deduce prospects for development. Some relate to an "improvement" of the existing ways, others are more ambitious: (i) systematically indexing of the journal's papers to provide a more efficient database, (ii) recording the scientific meetings organized by SEZ for simultaneous face-to-face, remote or delayed follow-up, (iii) opening and managing an account in a social network, in addition to the website. These suggestions are submitted to the reflection of the SEZ members and their feasibility conditions are to be investigated (availability, cost, etc.).

Keywords: *ethnozootechnics, communication, journal Ethnozootechnie, La Lettre, website.*

Introduction

Ce texte retrace la stratégie de communication de la SEZ, les raisons et les conditions dans lesquelles différents moyens ont été mis en place. Il en dresse

ensuite un bilan et en déduit des perspectives d'évolution qui sont soumises à la réflexion des sociétaires.

Stratégie de communication de la Société d'Ethnozootechnie

Au cours de ses cinquante ans d'existence, la Société d'Ethnozootechnie (SEZ) s'est progressivement dotée de différents moyens de communication lui permettant à la fois d'informer et de rendre compte de ses activités

auprès des sociétaires et de les porter à la connaissance du « grand public ». Ce sont (i) une revue semestrielle, *Ethnozootechnie*, (ii) une publication trimestrielle, *La Lettre*, et un site internet, www.ethnozotechnie.org.

Du Bulletin à la revue *Ethnozootechnie*

Dès sa création en 1971, la SEZ organise, en région parisienne, des « séances » au cours desquelles les sociétaires font part de leurs activités et échangent des informations. Lors de la séance du 12 février 1972, le président Raymond Laurans évoque en ces termes le sujet de la communication : « L'accroissement du nombre de sociétaires et surtout leur dispersion géographique empêchent beaucoup d'entre eux d'assister aux séances. La création d'un lien permettant à tous de participer à la vie et à l'activité de la Société s'impose... La publication d'un véritable Ethnozootechnie n°111 (2022)

bulletin périodique semble difficile à réaliser dans l'immédiat faute de moyens financiers ; par contre, il est possible d'étoffer un peu le compte-rendu des séances et de le rendre plus intéressant en demandant à tous de collaborer à sa rédaction. Pour cela, chacun doit s'efforcer de réunir et de transmettre au secrétariat toutes informations ethnozootechniques... ».

Les trois premiers bulletins périodiques de la revue *Ethnozootechnie* paraissent en 1972. D'autres sont publiés en 1973 et 1974 ; d'une vingtaine de pages, ils

rendent compte de l'activité de la société et comportent des textes sans thématique particulière transmis par des sociétaires.

En 1974, la SEZ organise sa première journée d'étude consacrée « Aux races domestiques en péril ». D'autres journées d'étude sont programmées au cours

des années suivantes : « Quelques aspects de la transhumance » (1975), « Le yak » et « Le porc domestique » (1976) (Figure 1), « L'élevage en Grèce » et « Les débuts de l'élevage du mouton » (1977). Ces journées donnent lieu à la publication de numéros spéciaux du bulletin qui constituent les actes de ces journées d'étude.

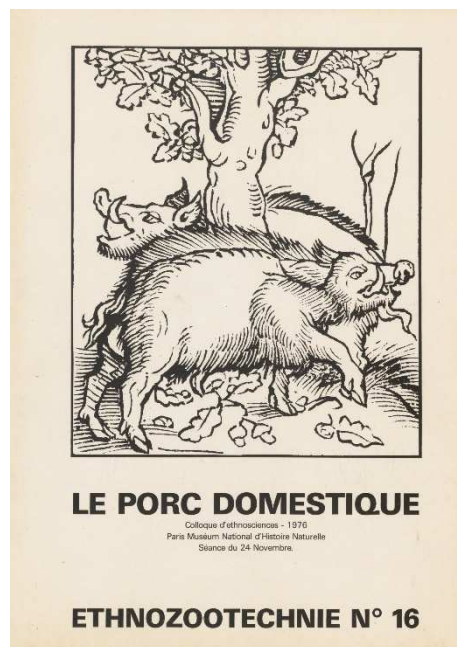
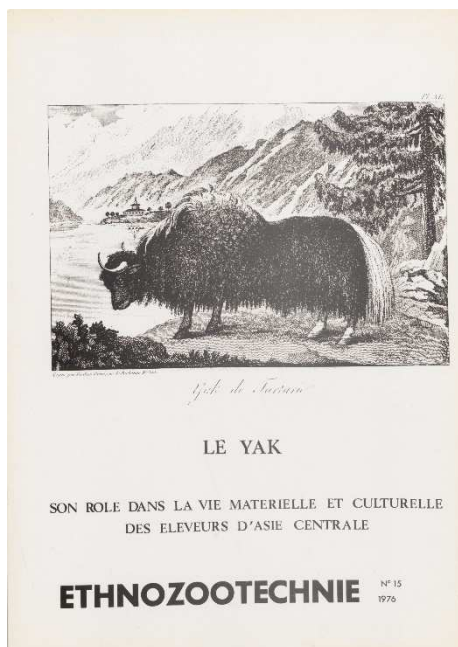


Figure 1. Couverture de deux des premiers numéros de la revue *Ethnozootecnie*, parus en 1976 : à gauche, le n°15 consacré au yak, à droite, le n°16 consacré au porc domestique (à retrouver sur gallica.bnf.fr).

Ainsi, au cours des années 1974-1978, deux types de bulletins sont publiés : des bulletins ordinaires, comptes-rendus des séances de la SEZ et des bulletins spéciaux, comptes-rendus des journées d'étude. Cette expérience conduit le président Raymond Laurans à orienter les activités de la Société vers l'organisation de journées d'étude sur un thème précis. Il part du principe que c'est le moyen le plus sûr pour alimenter le bulletin.

A partir de 1978, L'organisation de deux journées d'étude par an devient systématique. Elles donnent lieu à la publication de numéros thématiques qui correspondent à leurs comptes-rendus ; des notes de lecture et un courrier des lecteurs y sont également inclus. Ceci entraîne la disparition des bulletins ordinaires.

Si une telle orientation constitue effectivement le moyen le plus sûr pour assurer une publication régulière du bulletin, elle présente cependant un inconvénient : elle ne permet pas de publier dans *Ethnozootecnie* des textes sur des sujets n'ayant pas de rapport avec les journées d'étude, limitant ainsi la participation des sociétaires à la vie de l'association. Pour remédier à cet inconvénient, dans l'éditorial de

La Lettre de mars 1988, Bernard Denis propose la solution suivante : « que les sociétaires soient informés qu'ils peuvent dorénavant adresser des articles sur des thèmes ethnozootecniques variés, que ceux-ci seront stockés par le président en attendant de disposer d'un nombre suffisant d'entre eux pour faire un volume, que la Société édite alors sous la forme d'un numéro *Varia* ». Le premier numéro *Varia* paraît en 1989, d'autres seront publiés au cours des années suivantes.

En 2000, aux numéros « thématiques » et « *Varia* » s'ajoutent des numéros « hors-série » qui correspondent à un travail de synthèse d'un ou plusieurs sociétaires sur un sujet donné, par exemple : L'habitat rural traditionnel dans les régions françaises (François et Janine Spindler) ; L'animal et l'éthique en élevage (Bernard Denis) ; Du lait pour Paris (Olivier Fanica) ; ...

Au début des années 2000, la dénomination « bulletin » est remplacée par celle de « revue ». En 2020, des instructions sont données aux auteurs ; ces règles éditoriales, qui visent à la fois à faciliter le travail des auteurs et des éditeurs, doivent aboutir à une présentation plus harmonisée de la revue.

Ainsi en 50 ans, la SEZ a diversifié et enrichi la gamme des publications de la revue Ethnozootechnie, permettant d'éditer non seulement les comptes rendus des journées d'étude mais aussi les travaux de ses sociétaires. Ceci représente 120 numéros dont 104 sont actuellement disponibles à la vente (84 comptes rendus de journées d'étude, 12 varia et 8 hors-série). Ces publications témoignent de la vitalité de la SEZ et constituent une importante et précieuse source de documentation dont l'association peut légitimement être fière. Les sommaires de tous les numéros édités sont en ligne sur le site internet de la SEZ à la rubrique Publications « Revue Ethnozootechnie ». Une rubrique « Suppléments aux revues » y figure également et permet aux auteurs qui le souhaitent d'y inclure des documents complémentaires à leur texte. Cette documentation est d'autant plus accessible que les numéros 1 à 85 (2008) sont numérisés et consultables en direct sur le site Gallica (<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb343806311/date.r=ethnozootechnie.langFR>) de la Bibliothèque

nationale de France (BNF). Celle-ci n'ayant pu renouveler la convention, les numéros suivants sont directement accessibles sur le site de la SEZ, au plus tard trois ans après leur publication (jusqu'au n°104 en mai 2022). Les numéros de 1 à 5 correspondent aux travaux et expositions réalisés entre 1962 et 1970 par « le groupe d'études zootechniques ». Ce groupe, dont Raymond Laurans était l'initiateur, a précédé la SEZ créée en 1971.

Il convient ici de remercier les sociétaires qui ont pris en charge l'organisation des journées d'étude et plus particulièrement les membres du conseil d'administration qui ont successivement assuré les différentes étapes de la gestion de la publication de la revue : élaboration de la maquette, relations avec l'imprimeur, routage, gestion des commandes et des stocks... : les présidents successifs : Raymond Laurans, Bernard Denis, Etienne Verrier, ainsi que Caroline Laurans, Maurice Molénat, Olivier Fanica, Mariane Monod, Michel Hulin, ...).

La Lettre

En 1980, au cours d'une conversation amicale entre Jean-Jacques Lauvergne, Raymond Laurans et Jean Boyazoglu, ce dernier suggère la parution d'une circulaire pour assurer un contact régulier entre les sociétaires et les tenir informés de l'actualité ethnozootechnique. Après avoir étudié la question, Raymond et Caroline Laurans décident de lui donner le titre de *Lettre de la Société d'Ethnozootechnie* et d'en assurer la publication trimestrielle en remplacement des correspondances irrégulières informant les sociétaires des dates et programmes des journées d'étude, des assemblées générales, des voyages...

C'est en janvier 1981 que paraît le premier numéro de cette publication trimestrielle. Dans son éditorial, Raymond Laurans définit ainsi l'objectif de La lettre : « de nombreux sociétaires souhaitent, depuis longtemps, être informés plus fréquemment de la vie de notre association et plus généralement de l'ethnozootechnie... Son objectif est de créer ou multiplier les relations entre personnes travaillant dans des domaines relevant de disciplines très différentes et qui ont parfois des difficultés à se tenir au courant de leurs activités et préoccupations respectives... ». Dès ce premier numéro, la *Lettre* prend une forme qu'elle a globalement conservée jusqu'à aujourd'hui et qui comporte (i) un éditorial traitant de l'orientation de la Société, de ses activités ou d'une question d'actualité (Figure 2), et (ii) les rubriques suivantes :

- Activités SEZ : publications, événements et dates à retenir (journées d'étude, assemblées générales, voyage...),
- Nouvelles des sociétaires : publications, travaux, promotions, décès,
- Manifestations : calendrier mensuel, programme annuel, appels à projets ou communications,
- Bibliographie et autres sources d'information (ouvrages, magazines, dossiers, films, internet)
- Nouvelles brèves.

Quarante ans plus tard, on ne peut qu'apprécier la clairvoyance de Raymond Laurans et la pertinence du projet : la *Lettre* remplit son objectif. Par sa périodicité, elle rythme la vie de l'association et constitue un lien incontournable entre ses membres. Cette réussite est à mettre au crédit de ceux qui en ont assuré la gestion : Raymond et Caroline Laurans d'abord puis François Spindler et Jean Blanchon. Courant 2015, ce dernier informe le conseil d'administration de son souhait d'être déchargé de cette responsabilité. Mettant en évidence, la complémentarité entre *Lettre* et *Site*, il suggère que ces deux moyens de communication fassent l'objet d'une gestion commune ; depuis lors celle-ci est assurée par Louis Montméas. L'abondance de l'information conduit à étoffer la *Lettre* qui passe de 4 à 8 pages ; celle-ci est diffusée chaque trimestre à tous les sociétaires, soit de façon électronique, soit par voie postale.



LA LETTRE

DE LA SOCIÉTÉ

D'ETHNOZOOTECHE

Patrimoines et savoirs en élevage

Juillet 2022

Un jubilé dont il y a tout le lieu de... se réjouir !

Le 21 juin dernier, notre Société a fêté son jubilé ! Organisé à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort, un lieu à la fois symbolique et important dans la vie de notre association, cet événement, placé sous le haut patronage de l'Académie d'Agriculture de France, a rassemblé une quarantaine de personnes. La relative modestie de l'audience (sur le plan numérique) n'a pas nui à l'intérêt des communications et n'a empêché ni la qualité des discussions ni la convivialité propre à ce type de journée.

Créée en février 1971 (la pandémie nous a conduits à décaler d'un an cette célébration), la SEZ a traversé un demi-siècle qui a vu de profondes mutations dans le monde de l'élevage et une évolution très sensible de la place des animaux dans la société. À côté des éleveurs, des organismes de recherche et de développement agricole et des opérateurs des filières, une association comme la nôtre est avant tout un lieu d'échanges où le respect de la diversité des opinions est la règle. Sans avoir de rôle décisionnaire, elle peut contribuer à l'évolution du cours des choses, par exemple en jouant le rôle de lanceur d'alerte comme ce fut le cas sur le sujet emblématique des « races en péril ».

Figure 2. Haut de première page du numéro de juillet 2022 de la *La Lettre*, avec un éditorial qui traite du jubilé de la SEZ.

Le site Internet

Au cours des années 2000, la question de l'ouverture d'un site Internet est évoquée à plusieurs reprises lors des assemblées générales. Il devrait permettre d'améliorer les échanges entre les sociétaires, d'accroître la capacité de communication de la SEZ et de diffuser une information plus complète et attractive par la mise en ligne de documents. En 2003, Roland Jussiau et Louis Montméas proposent d'entreprendre une démarche exploratoire auprès du CNERTA (Centre national d'étude et de recherche sur les technologies avancées), organisme du ministère de l'Agriculture travaillant dans le cadre de l'École nationale supérieure agronomique de Dijon (ENSAD). Le 3 juin 2004, lors de son assemblée générale, la SEZ approuve le projet présenté et mandate Roland Jussiau et Louis Montméas pour en suivre l'élaboration en relation avec le président Bernard Denis. Le site internet est opérationnel en septembre 2005 et la Lettre d'octobre 2005 en annonce l'ouverture officielle.

En 2011, le CNERTA fait savoir que, dans un proche avenir, il ne pourra plus assurer l'hébergement du site

internet de la SEZ. La recherche d'une solution de remplacement s'impose. Notre sociétaire Coline Taine-Monod propose d'élaborer un nouveau site dans le cadre d'un projet de formation avec le CNAM, puis d'en assurer la gestion. Le site www.ethnozootechnie.org est opérationnel à partir de janvier 2012 (Figure 3).

Compte tenu des objectifs initiaux, le site est structuré comme suit :

- Un espace libre d'accès comportant les mêmes rubriques que La lettre,
- Un espace réservé aux sociétaires et permettant l'accès à des informations à diffusion restreinte, par exemples photos prises lors des voyages de septembre, ou travaux de groupes thématiques.
- Une messagerie.

A cette fin, le site repose sur un CMS (*Content Manager System*) capable de gérer une grande quantité de pages et de documents. Le site fait l'objet d'une actualisation mensuelle et en début d'année, les informations de l'année précédente sont archivées.



Figure 3. Page d'accueil du site de la SEZ (<https://www.ethnozootechnie.org>), consultée le 31 juillet 2022.

Bilan et perspectives d'évolution

Au fil des ans et de l'expérience acquise, la SEZ a progressivement élaboré une stratégie de communication qui associe de manière complémentaire le site internet, la *Lettre* et la revue *Ethnozootechnie*. Si cette stratégie a montré sa pertinence, il est néanmoins nécessaire de s'interroger sur l'adaptation de ces moyens de communication à la situation présente et d'en dégager des pistes d'évolution pour accroître l'audience de la SEZ, améliorer les échanges avec les sociétaires, et mieux valoriser ses activités et ses ressources auprès d'un

grand public de plus en plus urbanisé et déconnecté des réalités de l'élevage (ce dernier donnant souvent lieu à des présentations polémiques et caricaturales).

Le jubilé constitue une opportunité pour conduire un tel questionnement à un moment où notre Société est confrontée, comme beaucoup d'autres associations, à une baisse tendancielle du nombre d'adhésions liée à un difficile « renouvellement de génération » de ses adhérents.

Le site Internet

Le site internet a accru la capacité de communication de la SEZ en permettant un accès permanent à une information actualisée sur ses activités, celles de ses sociétaires et à une veille événementielle et documentaire à caractère ethnozootechnique. Actuellement le site compte plus 1 700 pages et 800 documents joints. Sa fréquentation fut d'environ 300 visites par mois la première année. Elle a augmenté les quatre années suivantes jusqu'à se stabiliser autour de 1 200 visites par mois entre 2015 et 2018. Elle a triplé pendant les périodes de confinement de 2020 et, pour l'année 2021, elle se situe à 1 800 visites par mois. La fréquentation va-t-elle se maintenir ? Ou risque-t-elle de diminuer avec la fin des restrictions sanitaires ?

Comment améliorer l'attractivité du site, accroître sa fréquentation et dépasser ce palier à un moment où Internet et les réseaux sociaux tendent à devenir le

principal support de communication. ? Le site Internet a dix ans, sa conception d'ensemble est-elle à revoir pour profiter des évolutions technologiques et accroître ses potentialités ? Dans le cas inverse, comment valoriser au mieux son potentiel actuel ?

Différentes pistes peuvent être évoquées pour tenter de résoudre des points faibles constatés à l'usage :

- La messagerie est peu utilisée : comment se doter d'une véritable messagerie plus fonctionnelle permettant de répondre directement aux demandes des utilisateurs et faciliter les échanges avec les sociétaires ?
- Les recherches thématiques sont peu fréquentes : comment mettre en place une politique d'indexation systématique permettant de disposer d'une base de données plus performante ? Actuellement, les revues sont indexées dans leur ensemble mais cela ne rend

pas visibles les articles Varia. Des propositions sont évoquées au paragraphe relatif à la revue.

- La page d'accueil n'est pas toujours très lisible : comment rendre plus attractive l'actualisation mensuelle ?
- Toutes les rubriques ne suscitent pas le même intérêt : faut-il revisiter l'organisation en rubriques,

faut-il créer de nouvelles rubriques et, si oui, lesquelles ?

Enfin faut-il continuer à rester à l'écart des réseaux sociaux ou chercher à profiter leur audience et, en complément du site internet, ouvrir un compte dans l'un d'eux ?

La Lettre

Le site internet et la *Lettre* et sont complémentaires. La *Lettre* constitue un lien privilégié d'information entre la SEZ et ses sociétaires, même si on peut déplorer leur insuffisante implication. Chaque trimestre, elle présente une synthèse des actualités mises en ligne au cours de la période précédente : activités de l'association et de ses membres, calendrier des manifestations et événements marquants, publications et nouvelles.

La maquette de la *Lettre* a peu évolué en quarante ans - seul le nombre de pages a augmenté - ne faudrait-il pas la revoir : conception, mise en page, rubriques et types d'informations, introduction d'illustrations, de la couleur, des illustrations, ... ?

La *Lettre* est actuellement adressée à 325 sociétaires (222 par courriels et 103 par voie postale) elle est également consultable sur le site Internet. Pour en accroître l'audience ne pourrait-on pas :

- Inciter les sociétaires à la porter plus largement à la connaissance de leur entourage ?
- Élargir la liste de diffusion via Internet ? Ainsi, par exemple, la mise en ligne de la lettre à destination des enseignants de zootechnie de l'enseignement agricole a montré qu'une large majorité d'entre eux la consultait ou la téléchargeait. Même si cela ne s'est pas traduit par de nouvelles adhésions, le fait qu'ils sont informés des activités de la SEZ est essentiel.

La revue *Ethnozootecnie*

Si le site Internet et la *Lettre* s'inscrivent dans une logique d'information sur l'actualité du moment, en revanche, la revue s'inscrit davantage dans un temps long. En effet, par la publication des exposés présentés lors des journées d'étude, chaque numéro de la revue concourt à porter un regard pluriel sur un sujet donné et à en faire ainsi un document de références. L'ensemble des numéros publiés - thématiques, Varia et hors-série- constituent un fonds documentaire emblématique des activités de la SEZ.

Pour la revue proprement dite, sa conception et ses moyens de diffusion : vente pour les numéros récents, numérisation pour les numéros anciens et mise en ligne des sommaires des numéros récents sont à poursuivre.

Depuis 2020, les auteurs ont pour consigne d'indexer leurs articles à l'aide de 3 à 6 mots-clés. Ne serait-il pas opportun d'étudier les conditions d'une indexation systématique des articles des numéros de la revue parus antérieurement, ceci permettrait d'alimenter la base de données du site de la SEZ qui serait à réorganiser. Cette indexation serait un moyen de valorisation complémentaire à la numérisation.

Les numéros thématiques de la revue correspondent aux actes des journées d'étude. Celles-ci sont suivies

par une assistance limitée, essentiellement francilienne ; ceci est regrettable au regard des engagements des organisateurs et des intervenants. Comment accroître leur audience, celle des publications qui en résultent et d'une manière plus générale celle de la SEZ ? Quelques propositions :

- Faire une information plus large sur la tenue des journées d'étude et des publications correspondantes de la revue ; ne pas limiter l'information au site internet et à la *Lettre* mais la diffuser plus largement par courriels, en particulier auprès d'associations « amies », de structures plus institutionnelles, de la presse professionnelle... en leur demandant de relayer cette information.
- Mettre systématiquement en ligne sur le site internet les diaporamas des différentes interventions.
- Etudier les possibilités d'organisation des journées d'étude en présentiel et distanciel. L'expérience de la journée d'étude de novembre 2020 a permis de constater que l'organisation en distanciel, imposée par les contraintes sanitaires liées à la Covid-19, s'était traduite par une assistance sensiblement plus nombreuse et notamment provinciale. Est-il envisageable d'associer ces deux modes d'organisation ?
- Etudier les possibilités d'enregistrer les interventions pour les diffuser ensuite en différé - *replay*- sur le site internet de la Société.

Conclusion

Progressivement la SEZ a mis en place une stratégie qui associe trois moyens de communications complémentaires. Il convient de remercier les sociétaires qui se sont bénévolement impliqués aux différents stades de leur mise en œuvre.

Des propositions sont faites mettre en place une stratégie d'information plus large et volontariste sur les activités de la SEZ, améliorer les échanges avec les

sociétaires, et mieux valoriser ses activités et ses ressources auprès d'un grand public. Elles sont soumises à la réflexion de tous les sociétaires et leurs observations et suggestions seront les bienvenues. Il faudra ensuite étudier les conditions de leur faisabilité (disponibilité et compétences des sociétaires, coût...). Dans cette perspective, un appel aux volontaires est lancé.

Références

- Anonyme (1972) Compte rendu de la séance du 12 février 1972. *Ethnozootechnie* 6, 1-7.
Denis B. (1988) Une proposition. *Lettre de la SEZ* 1988-2, 1.
Denis B. (1989) Avant propos. *Ethnozootechnie* 44, 1-2.
Jussiau R., Montméas L. (2005) La Société d'Ethnozootechnie en ligne. *Lettre de la SEZ* 2005-4, 1.
Laurans R. (1981) Éditorial. *La Lettre de la SEZ* 1981-1, 1-2.

Mais où sont les ethnologues d'antan ?

Jean-Pierre DIGARD

UMR 8041/CeRMI, CNRS, 27 rue Paul Bert, 94200 Ivry-sur-Seine
Contact : jpdigard@gmail.com

Résumé : Même à l'époque de l'essor des ethnosciences, les ethnologues ont toujours été minoritaires au sein de la SEZ, et leur nombre n'a pas cessé d'y diminuer, du fait d'un désintérêt croissant de cette discipline pour l'étude des techniques. Ce repli ne peut qu'être préjudiciable à l'ethnozootechnie, surtout à un moment où les filières animales se trouvent en situation périlleuse sur le fil du rasoir entre productivisme et animalisme. Le problème de la recherche de solutions est ici posé, à défaut d'être résolu.

Mots-clés : *animalisme, élevage, ethnologie, ethnosciences, productivisme, zootechnie.*

But where are the ethnologists of yesteryear? Abstract: Even during the boom period of ethnosciences, ethnologists have always been in the minority within the SEZ, and their number where constantly decreasing, due to a growing lack of interest in the study of techniques in this discipline. This retreat can only be detrimental to ethnozootechny, especially at a time when the animal sectors are in a perilous situation on the knife's edge between productivism and animalism. The problem of finding solutions is posed here, if not resolved.

Keywords: *animalism, animal husbandry, ethnology, ethnosciences, productivism, zootechnics.*

Un constat qui pose questions

Il y a douze ans, à l'occasion de la journée d'hommage à Raymond Laurans, fondateur de la Société d'Ethnozootechnie, je m'étais déjà interrogé sur les rapports entre ethnologie et zootechnie (Digard, 2010). N.B. L'ethnologie dont je parle ici n'est pas celle des zootechniciens, l'étude des races animales, mais celle des ethnologues, l'étude des sociétés et cultures humaines. Aujourd'hui, donc, pour le jubilé de notre Société, je voudrais reprendre l'exercice, mais sur une base quelque peu différente. À quoi tient cette différence ? Tout simplement au fait qu'il n'y a quasiment plus, hélas, d'ethnologues parmi les membres de la Société d'Ethnozootechnie :

- En 1983, ils étaient 25 sur 311 membres, représentant 8 % du total.
- En 1997, leur nombre était de 41 sur 460 membres, soit près de 9 %.
- En 2010, on n'en comptait plus que 11 sur 420 membres, soit 2,6 % du total.
- Enfin, en 2020, les ethnologues n'étaient plus que 6 à la Société d'Ethnozootechnie, dont 5 retraités (Colette Méchin, Abdel Wedoud Ould Cheikh, Jean-Noël Passal, Raymond Pujol et moi-même) et une qui le sera bientôt (Catherine Tourre-Malen), sur 314 membres soit 1,9 % du total.

Même si d'autres ethnologues ont contribué à nos journées d'étude et/ou publié dans Ethnozootechnie sans être membres de notre Société — Mouette

Barboff (n° 60 et 84 d'Ethnozootechnie), Marie-Claire Bataille-Benguigui (n° 84), Denis-Richard Blackburn (n° 54, 58 et 80), Christophe Blanchard (n° 84), Lucette Boulnois (n° 15), Véronique Campion-Vincent (n° 53), Geneviève Carbone (n° 62), Marie Cegarra (n° 58), Pierre Centlivres (n° 44), Christian Coiffier (n° 62), Ann Cooper (n° 16), Carole Ferret (n° 82), Valentin Pelosse (n° 53), Alain Reyniers (n° 39), Claude Rivals (n° 56), Yvonne de Siké (n° 58 et 62), Anne-Marie Topalov (n° 48), Yvonne Verdier (n° 16), Noëlie Vialles (n° 48), etc. — le bilan reste sans ambiguïté : il y a toujours eu des ethnologues au sein de la Société d'Ethnozootechnie, mais ils y ont toujours été très minoritaires et, depuis vingt ans, leur nombre n'a pas cessé de diminuer, pour bientôt devenir nul si la tendance ne s'infléchit pas, ce qui, malheureusement, paraît le plus probable.

Ce constat soulève trois questions principales : à quoi tient cette érosion du nombre des ethnologues ? Quelles en sont les conséquences pour la Société d'Ethnozootechnie ? En particulier, que devrait éventuellement faire notre Société pour attirer de nouveau des ethnologues ou, à défaut, pour... s'en passer ? Afin de répondre à ces questions et de bien comprendre la situation, il me semble nécessaire de faire un détour par une interrogation préalable, qui fait l'objet de la section suivante.

Pourquoi des ethnologues se sont-ils intéressés à la zootechnie et des zootechniciens à l'ethnologie ?

Il faut, pour tenter d'y répondre, remonter au début des années 1970, époque de la naissance et du premier essor de la Société d'Ethnozootechnie. À cette époque, donc, l'ethnologie française était encore partagée entre deux écoles, celle, structuraliste, de Claude Lévi-Strauss, et celle, « matérialiste » (pour faire bref), d'André Leroi-Gourhan, tous les deux professeurs au Collège de France, le premier à la chaire d'anthropologie sociale, le second à celle d'ethnologie préhistorique. Mais entre les deux, commençait alors à poindre une troisième voie, dite des ethnosciences, née à partir de travaux américains comme celui, pionnier, des anthropologues Junius Henderson et John Peabody Harrington, *Ethnozoology of the Tewa Indians*, en 1914. En France, cette nouvelle approche se développa principalement au Muséum National d'Histoire Naturelle, dans le cadre du Laboratoire d'ethnobotanique qui y fut fondé par Roland Portères en 1963 puis du Laboratoire d'ethnozoologie fondé en 1966 par Raymond Pujol, deux laboratoires qui fusionnèrent ensuite sous la direction de Jacques Barrau. C'est dans ce cadre que s'élaborèrent des travaux comme l'article, véritablement fondateur, d'André-Georges Haudricourt sur « Domestication des animaux, culture des plantes et traitement d'autrui » paru dans la revue *L'Homme* en 1962 (cf. Bondaz, 2015).

Dans ce contexte, qu'est-ce donc que l'ethnozootechnie ? C'est celle des ethnosciences qui s'intéresse aux aspects appliqués de l'ethnozoologie ou, autrement dit, à la zootechnie des autres. Mais qui sont donc ces « autres » ? Il s'agit, bien sûr, des sociétés et cultures autochtones « exotiques », non-occidentales (souvent qualifiées autrefois de « primitives »). Mais il peut tout aussi bien s'agir des « autres en nous », c'est-à-dire des sociétés paysannes occidentales, certaines encore « traditionnelles » à des degrés divers, voire de certaines couches « populaires » de sociétés urbaines.

Autre question encore : ces « autres » pratiquent-ils la (ou une) zootechnie ? Pour avoir étudié pendant plusieurs années, sur le terrain, une grande tribu de nomades du sud-ouest de l'Iran, éleveurs de petits ruminants et d'équidés, je peux témoigner que les Bakhtyâri (c'est le nom de cette tribu) pratiquent bel et bien une zootechnie : en sus de leurs techniques d'élevage *stricto sensu* (alimentation du bétail,

gardianage, etc.), ils possèdent des standards (informels) de races, qui mêlent des critères économiques et anatomiques voire esthétiques, en fonction desquels ils sélectionnent leurs reproducteurs, etc. (voir Digard, 1981). Cette zootechnie n'est certes pas « scientifique », mais c'en est bien une, de sorte que l'on peut parler de « zootechnies traditionnelles ». On pourrait donc définir l'ethnozootechnie comme l'étude des zootechnies traditionnelles.

Cela rejoint à peu près la définition très large — trop peut-être — que donnait de l'ethnozootechnie le fondateur de notre Société. L'ethnozootechnie, écrivait Raymond Laurans (1962), « recherche les liens qui les [les hommes et les animaux] unissent, afin d'expliquer les interactions entre groupes animaux et groupes humains, tant dans les sociétés primitives que dans les sociétés évoluées. L'ethnozootechnie est une science à la fois biologique et sociologique, elle fait appel à la contribution de nombreuses disciplines : histoire, géographie, agronomie, zootechnie, génétique, ethnologie, linguistique, arts plastiques, musique, sociologie, etc. Elle poursuit ses recherches dans les domaines les plus variés : philosophie, mythologie, religion, symbolisme, arts et folklore ».

Question réciproque de la précédente : pourquoi des zootechniciens se sont-ils intéressés à l'ethnologie au sens large ? C'est, me semble-t-il, parce qu'ayant compris que les zootechnies traditionnelles étaient déterminées par toute une série de facteurs sociaux, culturels, esthétiques, religieux, etc., il leur fallait, pour être en mesure d'agir sur elles dans une perspective d'amélioration et de développement, commencer par identifier et déchiffrer tous ces facteurs.

C'est de ce terreau intellectuel partagé par certains ethnologues et certains zootechniciens qu'est sortie l'ethnozootechnie.

Nous pouvons maintenant revenir à nos interrogations du début, à savoir : pourquoi les ethnologues se sont-ils désintéressés de l'ethnozootechnie ? Avec quelles conséquences pour la Société d'Ethnozootechnie ? Et que devrait éventuellement faire celle-ci pour attirer de nouveau des ethnologues ou, à défaut, pour s'en passer ?

Pourquoi les ethnologues se sont-ils désintéressés de l'ethnozootchnie ?

La réponse à cette question se trouve dans l'histoire récente de l'ethnologie française. Celle-ci a été marquée par trois évolutions majeures. En premier lieu par l'orientation de plus en plus archéologique et préhistorique prise par l'école d'André Leroi-Gourhan à partir de la nomination de celui-ci au Collège de France en 1969 ; de ce fait, les élèves ethnologues du « patron » (c'est ainsi que nous appelions affectueusement Leroi-Gourhan) se sont en quelque sorte retrouvés orphelins et se sont plus ou moins dispersés, intellectuellement et institutionnellement. De leur côté, et contrairement aux précédents, les disciples de Lévi-Strauss se sont, eux, à l'imitation de leur mentor, de plus en plus centrés sur l'étude des mythes (le premier volume des *Mythologiques : Le cru et le cuit* est paru en 1964). Enfin, la troisième voie, celle des ethnosciences, s'est peu à peu tarie après les décès d'André-Georges Haudricourt en 1996 et de Jacques Barrau en 1997, et le départ à la retraite de Raymond Pujol en 1998. Depuis, l'ancien laboratoire d'ethnobotanique et d'ethnozoologie du Muséum s'est mué, sous l'impulsion de Serge Bahuchet, son nouveau directeur, en un laboratoire d'éco-

anthropologie centré sur l'étude de l'environnement et sis au Musée de l'Homme nouvelle formule (c'est-à-dire vidé de ses collections ethnologiques au profit du Musée du Quai Branly à la fin des années 1990).

D'une façon générale, dans le sillage d'un certain structuralisme privilégiant les superstructures, les nouvelles générations d'ethnologues, qui trouvent plus « chic » de se désigner comme anthropologues, se sont détournés des pratiques concrètes, de la vie matérielle et des techniques des sociétés qu'ils étudient, pour ne s'intéresser qu'à leurs représentations – représentations qu'ils prennent bien souvent au pied de la lettre, sans aucun recul critique (cf. Descola, 2005, et ma critique dans Digard, 2006 ainsi, plus généralement, que dans Digard 2021), quand ils ne leur font pas dire n'importe quoi (voir l'analyse critique de Déléage, 2020). On comprend que, dans ce contexte, les ethnosciences et tout particulièrement l'ethnozootchnie se situent désormais à mille lieues des préoccupations de la presque totalité des ethnologues d'aujourd'hui.

Quelles conséquences pour l'ethnozootchnie ?

Il ne fait guère de doute que la désertion des ethnologues, en privant l'ethnozootchnie d'une approche originale des composantes sociales et culturelles, pourtant essentielles, des sociétés d'éleveurs, entraîne pour elle un appauvrissement et même un recul. Mais il ne fait guère de doute non plus — et je dis cela la mort dans l'âme — que les ethnologues à la mode du jour, à de très rares exceptions près, ne sauraient être de quelque secours que ce soit pour l'ethnozootchnie. Par conséquent, et sauf retournement de situation improbable dans l'immédiat, je crains que, plutôt que de chercher à les attirer de nouveau en son sein, la Société d'Ethnozootchnie ne doive apprendre à se passer d'eux.

Comment ? En faisant ce qu'ils ne veulent plus et/ou ne savent plus faire, et que les zootechniciens ne pourront donc que faire mieux qu'eux, à savoir : étudier les systèmes d'élevage et d'utilisation d'animaux sous tous leurs aspects, sociaux, culturels, religieux, idéologiques, aussi bien que techniques, économiques et environnementaux, en tant que produits d'une histoire dans un milieu particulier, en s'abstenant autant que possible de projeter sur eux des schémas préformatés de techniciens et de scientifiques occidentaux.

Mais voilà qui est plus facile à dire qu'à faire : on ne saurait en effet exiger de zootechniciens de formation agronomique ou vétérinaire qu'ils sachent tout et tout faire ! Et devenir ethnologue ne s'improvise pas non plus, aussi pressant le besoin en soit-il.

En d'autres termes : l'ethnozootchnie a besoin d'ethnologues, mais les ethnologues actuels ne s'intéressent pas à ce type d'approche, voire ne possèdent pas les outils ad hoc. Il faut donc trouver des ethnologues qui ne soient pas ceux disponibles sur le marché. Où les trouver ? Faudra-t-il les former, où et comment ?

Une autre voie peut être explorée, qui nous est suggérée par l'indianiste Charles Malamoud (1993) à propos de l'étude, elle aussi en crise, des sociétés orientales : « Il arrive que des personnes de grand talent aient cette double compétence et combinent l'exacitude philologique et l'acuité du regard anthropologique. Mais lors même que ces êtres exceptionnels font défaut, il n'est pas unimaginable que des équipes se constituent et où puissent se conjindre ces deux manières d'appréhender une société traditionnelle et vivante, comme le sont les sociétés étudiées par l'orientalisme ».

Bref, le problème est difficile et je dois avouer que je ne n'en discerne pas bien la solution ; mais il devait être posé.

En effet, la restauration de la dimension ethnologique, avec ou sans ethnologues, de l'ethnozootechnie apparaît d'autant plus nécessaire et urgente que les filières animales se trouvent aujourd'hui en situation périlleuse sur le fil du rasoir entre deux tendances antagonistes : le productivisme et l'animalisme. L'ethnozootechnie est née dans un contexte de recherche de productivité dont son fondateur Raymond Laurans et quelques autres esprits éclairés comme Bertrand Vissac (Vissac, 2002 ; Denis, 2009) ou les initiateurs de la RCP « Aubrac » du CNRS au début des années 1960 (Segalen, 2010) avaient commencé à entrevoir les excès et les risques. Or ce contexte est inchangé ; il s'est même aggravé du fait des suspicions qui s'expriment, à tort ou à raison, souvent jusqu'à la caricature et dans l'indifférence générale, voire avec la complaisance des médias (cf. Digard, 2018), à propos de l'intensification de l'élevage, des atteintes qu'elle entraîne sur le « bien-être animal » (nonobstant mes réserves quant au flou de ce concept), des menaces qu'elle fait peser sur la biodiversité domestique, etc.

Dans ce contexte, l'étude, la valorisation, voire la conservation des « zootechnies traditionnelles » (malgré leurs lacunes), dans le cadre d'une « ethnozootechnie appliquée » aux problèmes du développement, peuvent s'avérer pertinentes en réponse à l'alternative productivisme/animalisme. Il n'est que de constater, par exemple dans les écosystèmes pâturés d'Iran, les dégâts causés par une « modernisation » synonyme d'occidentalisation et de

sédentarisation systématique des nomades, et la nécessité, pour tenter de remédier un tant soit peu à cette évolution calamiteuse, de sauver ce qui subsiste encore des savoirs pastoraux traditionnels (Digard, 2015, 228-237, 298-302).

Certes, on aperçoit ici ou là quelques avancées significatives comme la publication d'un Manuel de zootechnie comparée Nord-Sud (Théwis *et al.*, 2005) malgré de criantes lacunes : absence du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, de leurs steppes et de leurs montagnes à vocation pastorale ; facteurs sociaux et culturels du développement des productions animales expédiés en une quinzaine de pages (p. 501-518) ; bibliographie ne comportant que deux références à des travaux ethnologiques (dus au « touarègologue » Edmond Bernus)... Bref, on est encore loin du compte (on me permettra de renvoyer, pour d'autres éléments de programme, à ma contribution au numéro d'*Ethnozootechnie* en hommage à Raymond Laurans : Digard, 2010).

Au total, le projet ethnozootechnique apparaît donc plus que jamais d'actualité. Et ça n'est certainement pas la défection d'ethnologues — pardon : d'anthropologues ! — devenus plus idéologues que scientifiques qui doit arrêter la Société d'Ethnozootechnie sur le chemin qui est le sien : mieux vaut des zootechniciens attentifs aux réalités du terrain et ouverts à d'autres perspectives, que des « anthropologues » qui regardent plus en l'air que par terre — je veux dire par là : qui s'intéressent davantage aux représentations qu'aux pratiques effectives des sociétés qu'ils sont censés étudier. C'est là un travers qui ne guette pas les zootechniciens, du moins j'ose l'espérer...

Références

- Bondaz J. (2015) Bêtes de terrain. Savoirs et affects dans l'invention de l'ethnozoologie. *Anthropologie et Sociétés* 39, 37-59.
- Déléage P. (2020) *L'autre-mental. Figures de l'anthropologue en écrivain de science-fiction*. Paris, La Découverte, 192 p.
- Denis B. (2009) Bertrand Vissac et la Société d'Ethnozootechnie. In : J. Bonnemaire *et al.*, dir. *Dans les pas de Bertrand Vissac, un bâtisseur : de la génétique animale aux systèmes agraires*. Paris, INRA Éditions : 165-166.
- Descola Ph. (2005) *Par-delà nature et culture*. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des Sciences Humaines »), 640 p.
- Digard J.-P. (1981) *Techniques des nomades Baxtyâri d'Iran*. Cambridge, Cambridge University Press/Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme (« Production Pastorale et Société »), 245 p.
- Digard J.-P. (2006) Canards sauvages ou enfants du Bon Dieu ? Représentations du réel et réalité des représentations. *L'Homme* 177-178, 413-428.
- Digard J.-P. (2010) Propositions pour un avenir de l'ethnozootechnie. *Ethnozootechnie* 89, 63-70.
- Digard J.-P. (2015) *Une épopée tribale, des origines à la République islamique : les Bakhtyâri*. Paris, CNRS Éditions (« Bibliothèque de l'Anthropologie »), 428 p.
- Digard J.-P. (2018) *L'animalisme est un anti-humanisme*. Paris, CNRS Éditions, 127 p.
- Digard J.-P. (2021) *Tristes topiques. Souvenirs anthropologiques, passions et questions*. Paris, L'Harmattan, 197 p.
- Haudricourt A.-G. (1962) Domestication des animaux, culture des plantes et traitement d'autrui. *L'Homme* 2, 40-50.
- Henderson J., Harrington J. P. (1914) *Ethnozoology of the Tewa Indians*. Washington, Government Printing Office.
- Laurans R. (1962) Ethnozootechnie. *Bulletin Technique d'Information des Ingénieurs des Services Agricoles* 174, 3-4 ; reproduit dans *Ethnozootechnie* 1, 3-4.
- Lévi-Strauss C. (1964) *Mythologiques : I. Le cru et le cuit*. Paris, Plon, 402 p.

- Malamoud Ch. (1993) Critique et critique de la critique de l'orientalisme. *In : Livre blanc de l'orientalisme français*. Paris, Société Asiatique, 87-91.
- Segalen M. (2010) L'enquête de la RCP Aubrac (1963-1966). Une stratégie intellectuelle, un enjeu institutionnel. *In : B. Paillard, J.-F. Simon et L. Le Gall, eds. En France rurale. Les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes : 263-279.
- Théwis A. et al., coord. (2005) *Manuel de zootechnie comparée Nord-Sud*. Paris, INRA Éditions, 637 p.
- Vissac B., avec la coll. de B. Leclerc (2002) *Les vaches de la République. Saisons et raisons d'un chercheur citoyen*. Paris, INRA Éditions (« Espaces ruraux »), 505 p

Récit d'une expérience d'interdisciplinarité menée sur les méthodes alternatives de gestion de la santé animale en élevage

Florence HELLEC⁽¹⁾, Claire MANOLI⁽²⁾

⁽¹⁾ INRAE, Unité ASTER, 662 avenue Louis Buffet, 88500 Mirecourt. Contact : florence.hellec@inrae.fr

⁽²⁾ École Supérieure d'Agriculture d'Angers, Unité URSE, 55 Rue Rabelais, 49000 Angers.

Résumé : Cet article met en lumière, sur le cas d'une étude en lien avec la santé animale en élevage bovin laitier, ce que l'interdisciplinarité requiert et ce qu'elle apporte à un travail scientifique. On présente d'abord le parcours des deux chercheuses impliquées dans cette démarche et on montre en quoi les similitudes et les différences entre les deux parcours constituent un socle utile. Ensuite, la place et l'impact de l'interdisciplinarité sont analysés dans les différentes étapes du travail : définition des questions de recherche, choix d'une méthode, analyse et interprétation des résultats.

Mots-clés : *Interdisciplinarité, zootechnie, sociologie, anthropologie, santé animale.*

Studying alternative management methods of animal health in dairy cattle farms : an interdisciplinary experience.

Summary: This paper presents a research on animal health in dairy ruminant farming conducted by a duo comprising an animal scientist and a sociologist. It explains what interdisciplinarity requires and what it brings to scientific work. The authors revisit their experience of interdisciplinarity based on the "slow science" model proposed by Isabelle Stengers. After presenting the similarities and differences between their two careers, they go back over the different stages of the work: definition of the research questions, choice of a method, analysis and interpretation of the results.

Keywords: *Interdisciplinarity, animal sciences, sociology, anthropology, animal health.*

Introduction

L'appel à l'interdisciplinarité est devenu un incontournable des appels à projet de la recherche, tout particulièrement dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement. Le mouvement de spécialisation des disciplines et sous-disciplines a en effet conduit à un morcellement des objets d'études, qui ne permet pas d'aborder les enjeux actuels de développement durable de manière globale. Cet appel à l'interdisciplinarité va de pair avec une volonté d'opérationnalisation des résultats de la recherche.

A partir de 2012, un nouveau dispositif, appelé métaprogrammes, a été mis en place à l'INRA pour soutenir des recherches interdisciplinaires sur des thématiques désignées comme prioritaires par la direction de l'institut. Parmi ces thématiques, la gestion intégrée de la santé animale a donné lieu au métaprogramme du même nom (MP GISA), en réponse aux différentes politiques publiques de lutte contre l'antibiorésistance. Au niveau français, le plan EcoAntibio 2012-2017 piloté par le ministère en charge de l'agriculture, a établi un objectif de réduction massive de l'utilisation des antibiotiques dans les élevages. Ce plan constitue lui-même l'une des déclinaisons du programme international *One Health*, centré sur l'analyse et la maîtrise des risques sanitaires émergeant aux interfaces entre les hommes,

les animaux et les écosystèmes. Les appels à projets de GISA ont souhaité pousser plus loin l'idée de croisement entre disciplines en plaidant pour une transdisciplinarité, visant « [la] conception et [le] déploiement de stratégies intégrés, multi-technologiques, opérationnelles, de maîtrise de la santé des animaux de production » (AMI 2012 du MP GISA). Il s'agissait ainsi de penser les actions et dispositifs de gestion de risques sanitaires à différentes échelles sociales et géographiques. C'est dans l'espace ouvert par le métaprogramme GISA que notre collaboration s'est nouée, sans s'aligner complètement sur le cadrage du travail entre disciplines qui y était défini. Sociologue pour l'une, chercheuse en sciences animales pour l'autre, nous avons choisi de nous pencher sur une réalité méconnue, à savoir le recours à des approches alternatives de la santé. Plutôt que de définir ce que doivent être les « bonnes » pratiques d'élevage et les « bonnes » modalités de gestion de la santé, nous nous sommes intéressées aux initiatives déjà mises en œuvre dans les fermes pour réduire l'utilisation d'intrants médicamenteux.

Dans cet article, nous proposons une analyse réflexive de notre travail en commun. Il ne s'agit pas d'établir un tableau exhaustif des pratiques interdisciplinaires entre sciences animales et sciences sociales, ni de

développer une nouvelle perspective théorique sur le sujet, mais simplement de rendre compte d'une expérience d'interdisciplinarité située et donc nécessairement singulière (Garin *et al.*, 2021). Nous souhaitons aussi défendre une certaine forme d'interdisciplinarité, qui exige temps long, mais aussi engagement de soi et renvoie de manière plus générale au modèle d'une science « lente » tel qu'Isabelle Stengers (2013) l'a définie. Pour cette philosophe, le modèle qui domine actuellement est celui de la science expérimentale, qu'elle qualifie de science « rapide » : les chercheurs constituent une communauté repliée sur elle-même, qui définit seule les questions de recherche pertinentes et les méthodes pour les traiter, et dans laquelle la performance, mesurée à l'aune du nombre des publications scientifiques, prime – la fameuse injonction « *publish or perish* ». Face à ce modèle qu'elle associe à des valeurs de virilité, Isabelle Stengers appelle à un ralentissement de la science, pour permettre une plus grande ouverture aux

préoccupations sociétales et aux points de vue des citoyens, et donner de la place au doute et à l'incertitude. Cela passe par une intégration des valeurs féminines, qui se traduisent par une perméabilité entre vie domestique et vie au travail et un engagement personnel et intime dans le choix des orientations et des questions de recherche.

Dans le texte qui va suivre, nous proposons donc une relecture de notre expérience d'interdisciplinarité, en inscrivant cette expérience dans un moment particulier de nos trajectoires professionnelles. Ce témoignage a pour but d'éclairer les raisons pour lesquelles nous avons mené ce travail en interdisciplinarité, ce qui nous a aidé, ce qui a été plus difficile et ce que cela a produit pour chacun de nos objets de recherche. En se référant au modèle de recherche scientifique défini par Isabelle Stengers, il nous semble que cela permet de dessiner à la fois la plus-value et l'exigence de la recherche interdisciplinaire.

La rencontre

Début 2013, le réseau « Santé Animale et Élevage Biologique » (SAEB) est créé sous la houlette de de Florence Hellec et de Nathalie Bareille, professeur de zootechnie à l'école vétérinaire de Nantes, avec le soutien du MP GISA jusqu'en 2019. Les objectifs de ce réseau sont de rassembler les chercheurs de l'institut travaillant sur la gestion sanitaire des élevages biologiques afin de partager leurs travaux, leurs questionnements et de construire de nouveaux projets en vue de répondre à des appels d'offre français et européens. C'est grâce à ce réseau que nous nous

sommes rencontrées et en son sein que nous avons défini les premières lignes de notre collaboration. Mais si le MP GISA nous a donné les moyens nécessaires pour nouer notre collaboration, notre intérêt pour la gestion par les éleveurs de la santé de leurs troupeaux était antérieur à sa création. L'une et l'autre avions depuis quelques temps la volonté de développer des recherches dans le domaine de la santé animale, pour des raisons liées à nos questionnements scientifiques propres et à nos observations de terrain.

Les pratiques des éleveurs en matière de gestion de la santé animale : un continent sous-exploré

De 2008 à 2010, Florence a bénéficié d'une bourse post-doctorale du ministère de la recherche pour étudier la conversion des éleveurs laitiers à l'agriculture biologique (Hellec et Blouet, 2021). Cette recherche a été menée sur la base d'une comparaison entre deux territoires laitiers de l'est de la France, et s'est appuyée sur des entretiens biographiques d'éleveurs et des phases d'observation ethnographique, principalement la participation à des journées de formations, des portes ouvertes de fermes biologiques et des manifestations d'associations liées à l'agriculture biologique. Au cours de l'enquête de terrain, elle a ainsi découvert la forte présence des médecines alternatives dans le monde de l'élevage biologique : les formations étaient assurées par des vétérinaires homéopathes ou spécialisés en phytothérapie, utiliser des produits à base de plantes ou d'huiles essentielles pour soigner les maux courants des bêtes était chose commune et d'ailleurs, les Ethnozootechnie n°111 (2022)

éleveurs en parlaient volontiers entre eux. Le plus étonnant était l'absence de réaction des vétérinaires ruraux à ces pratiques. En effet, en tant que profession médicale organisée, les vétérinaires disposent d'un monopole concernant la gestion de la santé animale, et en particulier la prescription de médicaments.

Une fois cette étude terminée, elle a donc nourri l'envie de construire une recherche sur le sujet, ce qui nécessitait de trouver collaborateurs et financements. C'est pour cette raison qu'elle s'est tournée vers le MP GISA puis a contribué au montage du réseau SAEB.

Claire a quant à elle réalisé une thèse en zootechnie système en Afrique sub-saharienne (Manoli *et al.*, 2014). En 2013, elle commence son activité d'enseignant-chercheur d'une école d'ingénieur, dans une unité de recherches qui étudie les liens entre conduite du troupeau et santé animale, en

collaboration avec l'école vétérinaire de Nantes. Son ambition est alors d'appliquer son savoir-faire de zootechnicienne des pratiques d'élevage aux systèmes d'élevage du Grand Ouest de la France, contexte très éloigné de celui du Sahel. L'intérêt pour les médecines alternatives émerge progressivement des rencontres organisées par le réseau SAEB : ces médecines cristallisent la majeure partie des préoccupations des acteurs de la santé de l'élevage biologique à ce moment-là, pour des raisons réglementaires mais aussi car elles sont vues très souvent comme un pilier majeur de la prévention. De plus, lors des activités d'enseignement, des éleveurs ou enfants d'éleveurs soulèvent aussi un grand nombre de questions sur ces médecines alternatives. A ce fort intérêt exprimé par des éleveurs, s'opposait alors la position de vétérinaires ou de chercheurs, qui soit n'abordaient pas ce sujet, soit le méconnaissaient, voire refusaient d'en faire un sujet de recherche. Ce désintérêt pour ces médecines était justifié par les incertitudes scientifiques quant à leur efficacité. L'utilisation des médecines alternatives est alors apparue comme un impensé du développement agricole de cette agriculture du Grand Ouest, qui rappelait à Claire le décalage culturel existant au Sahel entre réalités des

éleveurs pasteurs et visions des responsables citoyens des services d'élevage des villes sahéniennes. Ce décalage culturel s'exprimait alors, au Sahel, par exemple de manière particulièrement forte sur la question de la mobilité des troupeaux et des familles : stratégie de gestion de ressources alimentaires pour le troupeau rares et aléatoires, mais vue trop souvent par les experts non éleveurs comme un archaïsme à limiter, contraire à l'élevage moderne, forcément sédentaire.

Ainsi, pour des raisons différentes, nous avons l'une et l'autre ressenti le même étonnement face à l'invisibilité de certaines pratiques d'élevage autour de la gestion de la santé animale. C'est cet étonnement qui a aiguisé notre curiosité, et nous a ainsi rapprochées pour travailler ensemble. Par la suite, nous avons constaté certaines similitudes dans nos parcours individuels et scientifiques. Sans y voir de signes - il y a nécessairement une part de hasard dans la rencontre - il nous semble que ces éléments biographiques sont importants à souligner pour comprendre les bases sur lesquelles s'est élaborée notre collaboration interdisciplinaire.

Des similitudes dans les parcours individuels et scientifiques

Après une formation initiale en sciences de la vie, en tant qu'ingénieure agronome spécialisée en sciences animales pour Florence et de vétérinaire pour Claire, nous avons toutes deux suivi le diplôme d'études approfondies (DEA, aujourd'hui Master 2) « Environnement, milieux, techniques, sociétés » proposé par AgroParisTech. Pour chacune, le choix de suivre cet enseignement répondait à un besoin d'ouverture aux sciences sociales et un désir d'orientation professionnelle vers la recherche. De plus, une partie importante des intervenants de ce DEA était des chercheurs du département Sciences pour l'Action et le Développement (SAD) de l'INRA, qui promeut une recherche orientée vers l'action, qui répond aux préoccupations des acteurs de l'agriculture et de l'environnement et prend en compte leurs savoirs (Cornu, 2021). Par la suite, l'une et l'autre avons eu une expérience directe de l'interdisciplinarité dans nos parcours de recherche.

Claire a découvert l'interdisciplinarité lors d'un stage de Master réalisé en binôme avec un anthropologue, Sergio Magnani, avec lequel elle a partagé des questions communes, et la collecte de données sur le terrain (Ancey *et al.*, 2007). Cette première expérience a été renforcée lors de la thèse qui a suivi, qui bénéficiait d'un encadrement pluridisciplinaire (zootechnie système et socio-économie). Lors de cette thèse, Claire a non seulement acquis quelques outils de

base des zootechniciens, les réflexes de l'analyse des pratiques d'élevages (dans leurs performances, leurs logiques et leurs modalités), mais elle a aussi réalisé des emprunts méthodologiques forts aux sciences sociales (anthropologie, sociologie) : entretiens semi-directifs et analyse qualitative, observations participantes et démarche inductive. Cette expérience de la pluridisciplinarité a été aussi le moment pour acquérir une certitude : les binômes sciences techniques/ sciences sociales sont une plus-value méthodologique importante pour obtenir des données de qualité, notamment sur des sujets sensibles ou exploratoires, méthode qui sera appliquée dans le terrain commun avec Florence.

Lors de son post-doctorat sur l'élevage laitier biologique, Florence a travaillé de manière étroite avec André Blouet, enseignant-chercheur en agronomie à l'université de Lorraine et spécialiste de l'agriculture biologique. Une partie des entretiens avec les éleveurs a été réalisée ensemble. Cela a permis de saisir de manière fine les différences de modèle professionnel entre les deux régions d'enquête (Vosges et Alsace bossue) et de les relier à la fois à des facteurs pédoclimatiques et les caractéristiques du conseil et des filières de collecte et de transformation.

Ainsi, pour l'une et l'autre, notre expérience de l'interdisciplinarité s'est ancrée sur des échanges autour de travaux d'enquête de terrain et une volonté d'accéder aux mondes vécus par les éleveurs. C'est cette approche compréhensive qui nous a amenée à nous intéresser à des pratiques d'élevage invisibilisées, convoquant les médecines alternatives, et à mettre en œuvre une démarche de recherche interdisciplinaire. De plus, nos parcours de recherche ont pour point commun d'avoir des modèles de chercheurs qui ont travaillé plusieurs années en interdisciplinarité, sous formes de binômes sciences techniques/ sciences sociales. Ces binômes ont contribué à notre formation de jeunes chercheurs (comme Bruno Lémery, sociologue, et Benoît Dedieu, zootechnicien à l'INRA, ou Véronique Ancey, anthropologue, et Christian Corniaux, zootechnicien au CIRAD) ou ont travaillé plus spécifiquement dans le domaine de la santé animale, comme Jacques Cabaret (parasitologue) et Christian Nicourt (sociologue) à l'INRA.

D'autres points communs relevant plus de notre façon de travailler personnelle dans les activités de recherche

peuvent aussi être relevés : un sentiment à la fois de relatif isolement et de prise de risque éprouvé par chacune de nous quand nous avons choisi de travailler sur les médecines alternatives, peu de gens dans notre entourage scientifique n'étant dans cette thématique ou ne ciblant ses activités sur les élevages en agriculture biologique. C'est aussi une vision de la science que l'on pourrait qualifier de féminine, en référence à Stengers (2013), c'est-à-dire cette habitude de faire le lien entre des questionnements scientifiques et des questionnements liés à la vie familiale et domestique, habitude qui se révélait aisée dans le domaine des médecines alternatives. C'est aussi une habitude d'assumer notre subjectivité dans nos démarches de recherche, et de laisser exprimer nos ressentis, surtout dans les phases post terrain. Il nous semble que ces habitudes d'implication personnelle nous aident à être plus créatives, plus observatrices. Cet engagement se retrouve d'ailleurs dans des modèles de chercheuses qui ont été des sources d'inspiration, et tout particulièrement Véronique Ancey, Michèle Salmona (1994), et Jeanne Favret-Saada (1977).

Travailler ensemble

Différents projets ont été construits conjointement autour de la gestion de la santé par les éleveurs biologiques au sein du réseau SAEB, qui nous ont

rassemblées. Nous insisterons ici plus particulièrement sur le projet COPPECS dans lequel nous avons travaillé ensemble le plus étroitement.

Les objets de recherche

Définir des objets de recherche partagés, sur lesquels le croisement de regards disciplinaires va s'opérer, est une étape essentielle de la démarche de recherche interdisciplinaire. La notion de travail a ainsi été centrale pour nous. Elle est mobilisée tant en zootechnie des systèmes d'élevage, dont se réclame Claire, qu'en socio-anthropologie du travail dans laquelle Florence positionne ses travaux. Cette notion a été appréhendée à travers deux dimensions : (1) l'activité réelle conduite par les travailleurs pour accomplir une tâche dont ils ont la charge ; (2) les normes et valeurs qui guident leur façon d'agir. Si toutes deux prennent en compte ces deux dimensions dans nos recherches antérieures, notre collaboration visait cependant une plus grande précision d'analyse : l'œil du zootechnicien est plus aiguë pour disséquer l'activité, tandis que celui du sociologue est plus entraîné à déchiffrer les logiques d'action. Ainsi, nous nous sommes intéressées aux pratiques réelles, concrètes, mises en œuvre par les éleveurs pour prévenir les problèmes de santé de leurs animaux et les soigner, nous les avons écoutés raconter leur histoire et expliquer les raisons pour lesquelles ils se sont tournés vers les médecines alternatives. A ces deux

dimensions d'analyse, nous en avons ajouté une troisième : celle de l'environnement de conseil, c'est-à-dire l'influence des autres acteurs des organismes para-agricoles qui conseillent les éleveurs ou leur font des préconisations en matière de santé animale. Pour la sociologue, il était en effet important de ne pas réduire l'analyse au niveau individuel de l'éleveur et de prendre en compte la dimension plus collective du travail et de sa prescription. Pour la zootechnicienne, intégrer le rôle du conseil dans l'analyse permettait de mieux comprendre les besoins des éleveurs en terme d'accompagnement et d'imaginer les questions sur lesquelles les sciences techniques devaient se pencher. Cela a aussi été en quelque sorte imposé par le domaine de la santé animale, dans lequel la question des compétences et savoir-faire pratiques est importante et ne se joue pas qu'au sein du collectif de travail de l'exploitation mais aussi dans le cercle des intervenants considérés par l'éleveur comme légitimes pour parler de santé animale. Ainsi, en zootechnie-système, l'analyse des pratiques d'élevage intègre nécessairement la manière dont les éleveurs travaillent avec leurs conseillers.

La méthode

Dans un texte d'introduction à une école-chercheur sur la démarche interdisciplinaire dans le domaine de l'environnement, Marcel Jollivet et Jean-Marie Legay (2005) ont insisté sur la dimension méthodologique du travail entre sciences de la nature et sciences sociales. Dans notre collaboration, et compte-tenu de nos expériences antérieures, nous avons fait d'emblée le choix de construire et conduire ensemble une enquête de terrain, qui a été réalisée en Franche-Comté en février 2016, et nous a amenées à rencontrer une dizaine d'éleveurs de bovins laitiers.

Il peut sembler a priori plus facile de travailler ensemble lorsque l'on a l'habitude d'utiliser les mêmes outils d'investigation. Mais si nous étions toutes deux familières de l'entretien semi-directif, nous ne l'utilisions cependant pas de la même manière, ni avec les mêmes objectifs. Le guide d'entretien que nous avons élaboré est donc un compromis entre les questionnements de l'un et de l'autre, de manière à ce que l'entretien ne soit pas trop long, qu'il ait une cohérence, qu'il ne soit pas une liste à la Prévert de questions correspondant aux informations que l'une et l'autre souhaitaient recueillir. De plus, ce guide n'était pas figé, et nous nous sommes autorisées à faire évoluer les questionnements au cours de la semaine d'enquête, et à y intégrer de nouveaux sujets qui

apparaissaient importants. Par exemple, nous avons sélectionné des éleveurs ayant participé à la formation Obsalim® pour étudier leur apprentissage de cette approche et les usages qu'ils en avaient. Or durant l'enquête, nous avons constaté que la majorité des éleveurs rencontrés utilisaient conjointement plusieurs méthodes alternatives pour gérer la santé de leur troupeau. Nous avons donc ouvert l'entretien à ces autres méthodes, ce qui nous a permis de saisir les formes d'assemblage pratique entre elles.

Le choix que nous avons fait de réaliser ensemble nos premières enquêtes a été essentiel. Passer du temps ensemble, apprendre à se connaître, rediscuter des entretiens juste après et préparer les suivants, partager nos analyses et réflexions autour d'entretiens vécus ensemble, tout cela nous a permis de poser les fondations de notre travail en commun. Par la suite, nous avons eu des échanges réguliers, autour de l'analyse de l'enquête mais aussi d'autres travaux, principalement le co-encadrement d'un stage de Master portant sur le conseil en élevage ovin laitier biologique (Douine, 2017), et la participation au projet CASDAR OTOVEIL qui visait à saisir les déterminants de l'équilibre sanitaire des troupeaux de ruminants en AB.

Les résultats

L'analyse de nos enquêtes nous a permis de valider notre hypothèse commune initiale, à savoir que la gestion de la santé des troupeaux se joue à l'échelle de l'éleveur inséré dans son réseau professionnel. Nous avons en effet montré que les éleveurs en quête de solutions pour réduire la consommation d'antibiotiques et plus généralement améliorer la santé de leur troupeau se tournent vers les formations sur les médecines alternatives parce que c'est la principale option qui leur est proposée dans leur environnement professionnel proche. En effet, les vétérinaires ruraux sont accaparés par la gestion des urgences et peu disponibles pour accompagner les éleveurs dans une gestion globale de la santé animale. Nous avons également mis en évidence l'efficacité de certains dispositifs d'accompagnement conçus par les spécialistes des approches alternatives de la santé, qui alternent des temps de formation et temps d'échanges d'expérience et facilitent ainsi l'acquisition par les éleveurs de nouvelles compétences dans les soins aux animaux (Manoli et Hellec, 2017).

En croisant nos regards, nous avons évité deux écueils disciplinaires. Du côté de la sociologie, le risque est de prendre « au pied de la lettre » les discours des acteurs

sur les médecines alternatives, et notamment des acteurs les plus militants qui disqualifient volontiers la médecine dite « conventionnelle ». Dans les faits, l'analyse des pratiques montre que la frontière entre ces deux catégories de médecine n'est pas étanche. Les approches alternatives intègrent dans leur corps de savoirs des connaissances vétérinaires établies (Manoli et Hellec, 2017). Surtout, la grande majorité des éleveurs articulent différentes approches thérapeutiques pour soigner leurs animaux (Hellec et Manoli, 2018). Ainsi, le qualificatif de médecine alternative couramment utilisée par les acteurs de l'élevage, notamment au sein du mouvement de l'agriculture biologique, paraît finalement peu approprié : dans les usages, les granules d'homéopathie ou les huiles essentielles sont utilisées de manière complémentaire aux antibiotiques et autres médicaments pharmaceutiques. Les médecines alternatives ne se substituent pas à la médecine conventionnelle mais elles prennent place dans une stratégie globale de gestion de la santé qui associe des actions de prévention et différentes méthodes curatives, et qui s'appuie sur une surveillance rapprochée de l'état de santé des animaux. Les éleveurs remobilisent notamment les grilles

d'observation de l'état des animaux qui sont utilisées dans les démarches de soins associées aux médecines alternatives (Hellec *et al.*, 2021).

Du côté de la zootechnie et des sciences vétérinaires, une attitude fréquente consiste à évaluer les manières de faire des éleveurs au regard de ce qui serait une « bonne » gestion de la santé, telle qu'elle est pensée et définie dans les guides de bonnes pratiques. S'intéresser au point de vue des éleveurs sans juger d'emblée s'ils font « bien » ou « mal » permet de se décaler d'approches centrées sur l'évaluation de l'efficacité des pratiques (zootechnie) ou des actions de santé (épidémiologie). Cela permet de cerner leurs contraintes de travail, qu'elles soient matérielles ou organisationnelles, mais aussi de prendre en compte leurs objectifs professionnels et leurs attentes

personnelles. Si notre étude ne permet pas de conclure sur l'efficacité des médecines alternatives en tant que telle, elle met cependant en évidence que ces médecines leur apportent des compétences en matière d'observation et de surveillance sanitaire du troupeau, et ouvrent un espace d'échanges sur la dimension sensorielle et affective du métier d'éleveur (Hellec *et al.*, 2021). Cela permet donc de questionner la notion d'efficacité de ces traitements vétérinaires, notion au cœur des débats sur les médecines alternatives, et concept habituellement défini par des mesures précises et des indicateurs définis par les experts dans les études épidémiologiques sur la santé. L'engouement des éleveurs pour les médecines alternatives plaide ainsi pour inclure d'autres indicateurs d'efficacité que ceux habituellement mobilisés en sciences animales.

Le retour à nos disciplines

La collaboration interdisciplinaire a été pour l'une et l'autre une étape dans nos parcours scientifiques, qui nous a permis d'aborder un nouveau champ thématique, celui de la gestion alternative de la santé des troupeaux, que nous connaissions peu. C'était une prise de risque partagée mais avec l'assurance que l'autre est là pour nous accompagner et nous soutenir. Nous avons ensuite poursuivi des travaux chacune de notre côté, afin d'analyser des dimensions plus spécifiques à nos disciplines. Claire s'est ainsi intéressée au travail d'observation des animaux conduit par les éleveurs, avec l'objectif de mieux cerner les indicateurs que ceux-ci mobilisent pour veiller à maintenir une bonne santé du troupeau. Florence a choisi d'orienter ses travaux sur le secteur du conseil et de la formation aux éleveurs, afin de saisir comment les médecines alternatives y prennent place et comment elles contribuent à transformer les métiers de ce secteur.

L'une des difficultés régulièrement pointées par les chercheurs pratiquant l'interdisciplinarité est le manque de reconnaissance par les pairs. Si nous avons publié les résultats de nos travaux dans des revues scientifiques ouvertes à l'interdisciplinarité (Economie rurale, *Frontiers in Veterinary Science*), nous avons toutefois constaté que dans les dossiers d'évaluation individuelle ou collective, ces

publications n'ont pas la même valeur que des articles de revues disciplinaires.

Cependant, comme l'a souligné Isabelle Stengers (2013), la publication dans des revues scientifiques renommées n'est qu'un indicateur parmi d'autres de la qualité et de la pertinence d'une recherche. La science ne vit pas uniquement par ses publications, et notre travail a reçu une attention dans les milieux professionnels agricoles et auprès des étudiants mais aussi auprès de collègues de la recherche. En se centrant sur les médecines alternatives, l'approche interdisciplinaire que nous avons mise en œuvre a permis de prendre au sérieux des pratiques de soins peu légitimes auprès d'une partie des vétérinaires mais aussi de scientifiques. En effet, les préoccupations d'une partie des éleveurs relatives aux rapports qu'ils établissent avec leurs animaux peinent à être entendues et prises en charge par les chercheurs. En donnant de la visibilité à des techniques d'élevage controversées, notre ambition n'était pas de militer pour leur développement mais plus simplement d'ouvrir, au sein de la sphère scientifique, un espace de débat sur leur utilisation. Il s'agit plus largement d'ouvrir l'éventail des possibles afin que l'innovation ne soit pas pensée uniquement et strictement en termes technologiques (Gaglio, 2012).

Conclusion

À ce stade, nous pouvons affirmer que notre démarche a relevé de la « *slow science* » telle que promue par Isabelle Stengers. Nous nous sommes en effet autorisées à effectuer un pas de côté par rapport aux recherches en santé animale en dirigeant nos regards vers des outils et des médecines peu visibles et en

donnant la parole aux éleveurs pour juger de l'efficacité de ces médecines. Nous nous reconnaissons ainsi dans le modèle de recherche exercée par les primatologues femmes des années 1960-1970 (Stengers, 2013) : « n'ayant pas l'espoir de faire carrière, (...) les premières femmes primatologues

ont inventé une primatologie lente, non normée par la différence à promouvoir entre ce qui doit intéresser le scientifique et ce qui séduit l'opinion. Elles ont accepté de se laisser affecter par ces êtres auxquels elles avaient affaire, de chercher avec eux les relations qui conviennent, de faire primer l'aventure de la pertinence sur l'autorité du jugement. (...). Les femmes primatologues nous donnent l'exemple d'une pratique de la recherche dont la différence tient d'abord à ce qu'elles n'étaient pas mobilisées, sommées de prouver qu'elles avaient l'étoffe du "vrai chercheur" ».

Pour résumer sur l'exigence et la plus-value de l'interdisciplinarité, il nous semble que les travaux en interdisciplinarité demandent de revoir les critères de ce qu'est une bonne science. L'interdisciplinarité a pour exigences : un engagement dans des questions qui font sens ; le fait de s'autoriser des détours ; une forte

humilité ; le fait de prendre le temps d'identifier les questions disciplinaires de chacun ; la réalisation de compromis dans les exigences méthodologiques de chaque discipline. Par ailleurs, à notre sens, l'interdisciplinarité oblige les scientifiques à sortir de leur « tour d'ivoire » et à se saisir de questions qui font sens pour les acteurs non scientifiques, et peut être ainsi à établir de nouveaux paradigmes scientifiques, notamment dans les sciences techniques. Pour les chercheur.ses engagé.e.s dans la recherche interdisciplinaire, notons tout de même que ces processus de recherche souffrent d'un manque de reconnaissance par les institutions et par les pairs et sont difficiles à valoriser par la publication scientifique dans des revues disciplinaires. Mais d'autres retombées positives peuvent surgir, à travers le dialogue qui s'engage avec les autres disciplines, ainsi qu'avec les acteurs non scientifiques.

Références

- Gaglio G. (2012). Du lien entre l'analyse sociologique de l'innovation et la sociologie : une lecture simmelienne. *Cahiers de recherche sociologique* 53, 49-72.
- Garin P., Arpin I., Barreteau O., Caranta C., Ducrot C., Hannachi M., Maillet I. (2021). Réfléchir l'interdisciplinarité à l'INRAE. *Natures, Sciences, Sociétés* 29, 206-212 (10.1051/nss/2021034).
- Hellec F., Manoli C. (2018) Soigner autrement ses animaux : la construction par les éleveurs de nouvelles approches thérapeutiques. *Economie rurale* 363, 7-23 (10.4000/economierurale.5384).
- Hellec F., Manoli C., Joybert M. (de) (2021) Alternative Medicines on the Farm: A Study of Dairy Farmers' Experiences in France. *Frontiers in Veterinary Science* 8 (10.3389/fvets.2021.563957).
- Favret-Saada J. (1977). *Les mots, la mort, les sorts : la sorcellerie dans le bocage*. Gallimard, Paris.
- Jollivet M., Legay J.M. (2005) Canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales. *Natures, Sciences, Sociétés* 13, 184-188 (10.1051/nss:2005030).
- Manoli C., Roussel P., Balme C., Experton C., Hellec F. 2021. Livestock practices of health monitoring in organic farms, useful to think agroecological redesign. 72nd annual meeting of the European Federation of Animal Science (EAAP), 30th of August - 3rd of September 2021, Davos, Switzerland.
- Manoli C., Hellec F. (2017) Recréer des liens entre l'alimentation et la santé du troupeau : usages et diffusion de la méthode Obsalim® en élevage laitier bovin. *Fourrages* 231, 203-212.
- Manoli C., Ancey V., Corniaux C., Ickowicz A., Dedieu B., Moulin C.H. (2014) How do pastoral families combine livestock herds with other livelihood security means to survive? The case of the Ferlo area in Senegal. *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 4, 3.
- Salmona M. (1994). *Les paysans français. Le travail, les métiers, la transmission des savoirs*. L'Harmattan, Paris.
- Stengers I. (2013) *Une autre science est possible !* La Découverte, Paris.



Vaches (en haut) et génisses (en bas) de race Montbéliarde, photographiées en février 2016 par Claire Manoli à l'occasion d'enquêtes dans le secteur de Champagnole (Jura), dans le cadre du travail interdisciplinaire conduit avec Florence Hellec.

Evolution de l'enseignement de la zootechnie, l'apport particulier de l'ethnozootechnie

Roland JUSSIAU ⁽¹⁾, Louis MONTMEAS ⁽²⁾

(1) 45 rue Maxime Guillot, 21300 Chenôve

Contact : roland.jussiau@gmail.com

(2) 70^{bis} rue Béranger, 21000 Dijon

Résumé : En 1971, au cœur des Trente Glorieuses, la Société d'Ethnozootechnie se propose, selon son président-fondateur Raymond Laurans, d'introduire explicitement « la société » dans l'étude des productions animales. Démarche visionnaire – et quelque peu iconoclaste – visant à reconnaître et à faire valoir une évidence alors peu partagée : la dimension humaine et sociale des processus techniques de l'élevage, à rebours d'une conception essentiellement « scientifique ». Cependant, à partir des années 1980, l'approche ethnozootechnique se voit confortée par des incertitudes : mise en cause de la légitimité des pratiques d'élevage, nouvelles attentes sociales, nécessaire évolution de la discipline « zootechnie » vers une approche systémique et plus généraliste, etc. À cet égard, les travaux et publications de la Société représentent un incomparable creuset de réflexion et un potentiel conséquent d'innovation pédagogique. S'ensuivent des réalisations concrètes, plus ou moins abouties, dans le domaine de l'enseignement agricole.

Mots-clés : *élevage et société, (ethno)zootechnie, enseignement agricole, système d'élevage.*

Peculiar input of ethnozootechnics in zootechnics teaching evolution. Abstract: In 1971, in the very heart of French « Trente Glorieuses », the « Société d'Ethnozootechnie » intends, according to its founding President Raymond Laurans, to explicitly insert « the Society » into the study of livestock breeding. A visionary and somewhat iconoclastic approach aimed at recognizing and asserting an obvious fact, scarcely shared at the time : the social dimension of technical processes in animal husbandry, opposite to a mainly scientific notion. But from the 80's the ethnozootechnical approach is reinforced by uncertainties : questioning the legitimacy of livestock breeding practices, new social expectations, necessary change in zootechnics teaching towards systemic and general approaches, etc. In this respect, the work and publications of the « Société » embody a unique melting pot of reflection and a main potential for pedagogic innovation. This leads to concrete, and more or less successful, achievements in agricultural education.

Keywords: *animal breeding and society, (ethno)zootechnics, agricultural education, livestock breeding system.*

Introduction

Avec la notion d' « animal productif » en lieu et place de celle de « mal nécessaire », la zootechnie naît en France au milieu du XIX^e siècle comme discipline d'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire. Elle connaît, au cours des Trente Glorieuses (de 1950 à 1980, approximativement), un apogée comme matière scientifique avec pour objectif primordial d'accompagner l'essor d'un « élevage rationnel » qu'impose l'époque. La discipline « zootechnie » s'appuie alors sur les travaux menés à l'INRA nouvellement créé : la production de connaissances nouvelles n'est plus dévolue au seul enseignement supérieur. Dissociée de l'agriculture sensu stricto, la zootechnie s'émancipe et entre aussi dans le champ de l'enseignement technique agricole porté sur

les fonds baptismaux par les lois d'orientation agricole, dites « Pisani-Debré » (1960 et 1962).

C'est dans ce contexte qu'est créée en 1971, à l'initiative éclairée de son président-fondateur Raymond Laurans, la Société d'Ethnozootechnie. Nous allons dans ce qui suit envisager la question du rôle de l'ethnozootechnie en trois parties : élevage et zootechnie du milieu du XX^e siècle à nos jours ; nécessaire évolution de la zootechnie et de son enseignement dans ce cadre ; contribution de l'ethnozootechnie à cette évolution. Notre discours s'appuie pour l'essentiel sur l'exemple de l'enseignement technique agricole, qu'on nomme simplement « enseignement agricole ».

Élevage et zootechnie des Trente Glorieuses à nos jours : apogée de l'« élevage rationnel » puis fin des certitudes

Après avoir paré au plus pressé et retrouvé les niveaux de production d'avant-guerre, l'agriculture française entre à partir de 1950 dans quelque 30 ans de forte évolution : la « modernisation ». Ainsi se dessine un nouveau contexte pour les activités d'élevage et pour la zootechnie. L'objectif est alors de développer, appuyé sur des modèles de production « normés », un « élevage rationnel » où l'essentiel est de maximiser les performances, quel qu'en soit le coût, y compris environnemental. Est ainsi mis en place, en une quinzaine d'années, un dispositif global et cohérent associant recherche finalisée en lien avec l'enseignement supérieur, enseignement technique agricole maintenu au sein du ministère de l'Agriculture, réforme de la vulgarisation devenant développement, politique des structures (lois « Pisani-Debré » ; En ce qui concerne les productions animales, le dispositif de développement est complété par la très consensuelle « loi sur l'élevage » du 28 décembre 1966).

L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) est créé en 1946 ; il comprend un secteur des productions animales scindé en sept départements spécialisés. Le souci de fonder la zootechnie sur des bases scientifiques et expérimentales fait « entrer la recherche en stations » avec l'objectif d'approfondir la connaissance des mécanismes biologiques en jeu dans l'exploitation optimale de la « ressource animale ». Les connaissances, les pratiques et les logiques des éleveurs et de leur famille dans un espace territorial ne sont pas alors explicitement prises en compte.

L'essor de la recherche entraîne une sérieuse révision des contenus d'enseignement en zootechnie, d'où une refonte presque totale des programmes de l'enseignement agricole. La dichotomie entre zootechnie générale et zootechnie spéciale est confirmée. En zootechnie générale, cinq grands chapitres (alimentation, amélioration génétique, reproduction, hygiène vétérinaire, croissance) sont confortés et totalement remaniés, maintenant nettement fondés sur des connaissances scientifiques : la science devient le « noyau dur » de la zootechnie générale. En zootechnie spéciale, le cheval de travail cesse d'être un animal zootechnique de premier plan tandis que la vache laitière demeure l'objet d'étude préféré des zootechniciens et que porcins et animaux de basse-cour font l'objet d'un enseignement totalement renouvelé en relation avec l'industrialisation de leur élevage.

Accompagnant ces nouveaux programmes, des ouvrages de zootechnie sont publiés, sous différentes formes. C'est le cas des nombreux livres de la « Collection d'enseignement agricole » des éditions J.B. Baillière & fils dirigée par Georges Desclaude. On peut citer aussi les fascicules des Techniques agricoles et les différents tomes du Traité d'élevage moderne rédigés par Camille Craplet, véritables encyclopédies visant l'exhaustivité. Et l'INRA n'est pas en reste, qui par exemple publie en 1978 un volumineux ouvrage, Alimentation des ruminants, quelque 600 pages d'un monument de science zootechnique, synthèse d'intenses années de recherche et d'expérimentation, menées notamment au Centre de recherches zootechniques et vétérinaires (CRZV) de Theix (Puy-de-Dôme) sous la houlette implacable de Robert Jarrige.

Finalement, le progrès des connaissances scientifiques et techniques de la zootechnie des Trente Glorieuses, donnant lieu à une abondante production scientifique et pédagogique, conduit également à l'alourdissement des programmes en termes de contenus, et aussi – c'est assez préoccupant – à une prise de distance des enseignants d'avec la réalité. Elle se traduit assez souvent par un repli de l'enseignement en salle de cours.

Mais, avec les années 1980 et la fin du XXe siècle, voici venir le temps des incertitudes. Sans perdre de vue la satisfaction de la demande en produits animaux – qui connaîtra bientôt une nette désaffection, du moins dans les sociétés occidentales développées –, de nouvelles attentes sont mises en avant par une société de plus en plus urbanisée : attention portée au « bien-être » des animaux d'élevage, à la qualité – notamment sanitaire – des aliments, à la préservation des ressources naturelles et à l'entretien de l'espace... sans parler de l'engouement pour les animaux de compagnie et le cheval de sport et de loisir. Sont ainsi remis en cause les modes d'élevage « conventionnels » – communément qualifiés de « productivistes » – qui ont pourtant assuré, n'en déplaise aux grincheux, la sécurité quantitative et les progrès qualitatifs de l'approvisionnement en produits animaux ; et les difficultés sont amplifiées avec la saturation des marchés solvables.

Dès l'émergence de ces questions, des efforts sont entrepris pour amender les modèles. Études, rapports et réorganisations se succèdent, par exemple : rapport « Poly » (Pour une agriculture plus économe et plus autonome, 1980), états généraux du développement

(1982), création à l'INRA d'un département « Systèmes agraires et développement (SAD) qui met les chercheurs en état « impliqué » (1980), etc. Chemin faisant, la quête de nouvelles voies passe par des réformes ou des réorientations des politiques agricoles. Et, en ce qui concerne précisément les productions animales, une décision majeure est l'instauration en 1984 de quotas européens sur le lait de vache. La loi du 10 juillet 1976 « relative à la protection de la nature » reconnaît l'animal comme « être sensible », les directives européennes se rapportant au bien-être animal sont transposées dans le droit français et, dans les années 1990, débutent des travaux sur le bien-être animal à l'INRA. On doit citer aussi la mise en place en 1983 du Bureau des ressources génétiques (BRG), la mise en place des Programmes de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA), la réorganisation des dispositifs de labellisation, etc.

Cependant, s'impose rapidement l'idée que la pérennité du modèle des Trente Glorieuses est compromise, et apparaît alors le concept de durabilité (ou soutenabilité) accompagné de celui de « développement durable » appliqué à l'agriculture. Cette nouvelle donne conduit les éleveurs à rechercher de nouveaux modes de production, d'autres types de valorisation des produits, une diversification de la production, de nouvelles fonctions, dont les « services

éco-systémiques ». Parallèlement, la recherche, le développement et l'enseignement sont confrontés à de nouvelles questions : la compétitivité ne passe plus par une croissance en volume de la production, et il ne s'agit plus de mettre au point et de diffuser selon une logique descendante des techniques permettant d'améliorer l'efficacité des grandes fonctions biologiques mise à contribution dans l'élevage. Les questions, plus complexes, s'inscrivent dans une diversification des fonctions de l'élevage pour répondre à de nouvelles attentes qui s'expriment désormais davantage en termes de qualité des produits et de gestion des ressources : interrogations sur le travail avec le vivant et la manipulation des potentiels biologiques, préoccupations sur le bien-être animal, remise en cause de certaines pratiques... Il paraît donc nécessaire de définir un nouvel objet d'étude qui permette de prendre en compte ces attentes, souvent dites « sociétales », et de donner une cohérence nouvelle à la zootechnie, écartelée entre, d'une part l'approfondissement des connaissances biologiques (voir par exemple l'essor de la génomique), et d'autre part l'élargissement et la complexification des questions relatives à l'élevage. Une préoccupation est donc de s'interroger sur l'avenir de la zootechnie, « science » de l'« animal productif » née au milieu du XIXe siècle et confortée au cours des Trente Glorieuses.

La zootechnie : une discipline en nécessaire évolution

Les réalités et conditions de l'élevage se trouvant – à l'image de leur perception par la société – durement interrogées à la fin du XXe siècle, il devient alors clair

que la zootechnie et son enseignement doivent ipso facto se saisir de nouvelles questions et affronter d'autres défis.

Changement de regard sur le vivant

Le questionnement général qui vient d'abord à l'esprit a trait aux relations que peut entretenir la zootechnie des pays développés avec les valeurs et les références culturelles de sociétés fortement urbanisées. En France par exemple, la part des ruraux dans la population est passée de 43 % en 1957 à 20 % en 2018 ; et, de plus, on doit bien constater que « l'agricole ne fait plus le rural ». De même, le public accueilli dans l'enseignement agricole est de plus en plus d'origine sinon urbaine, du moins non agricole : alors qu'en 1985, quatre élèves sur dix étaient enfants d'agriculteurs, ils ne sont plus aujourd'hui qu'un sur dix ; ce sont les enfants d'ouvriers et d'employés qui sont les plus nombreux (45 % des apprenants). On est loin de l'image d'un enseignement réservé en priorité à des enfants d'agriculteurs désireux de le devenir eux-mêmes.

Au-delà de l'abrupte réalité de ces chiffres, un fait essentiel demeure que la France est passée « avec une grande brutalité », selon le mot de Bertrand Hervieu (INRA mensuel, 2001), d'une culture rurale à une culture urbaine. Ainsi, rompant avec celui de la famille paysanne dont il était directement issu, le modèle alimentaire français s'est profondément transformé avec le développement foudroyant de l'industrie agroalimentaire : à côté de l'insouciance – au moins quantitative due aux étonnantes performances des systèmes « productivistes » –, s'est très vite installée l'ignorance des conditions et des contraintes de la production et de la transformation alimentaires. Comme cette ignorance est concomitante de l'occultation de la mort animale, s'est alors forgée une vision citadine de l'élevage dont on peut distinguer l'empreinte dans le surinvestissement envers l'animal « de compagnie » et le refus de connaître la destinée de l'animal « de rente » quand bien même on ne

dédaigne pas de le manger. C'est donc d'un changement de regard sur le vivant, sur l'animal et ses utilisations dont l'enseignement de la zootechnie doit et devra particulièrement tenir compte pour l'avenir : comment spécialement gérer les attentes « sociétales » et les incompréhensions – devenues de plus en plus aiguës même si elles frisent parfois le dérisoire – entre le « consommateur citoyen » et l'éleveur gestionnaire et tributaire de la « ressource animale » ? Et, pour donner sens à l'enseignement de la zootechnie – objectif devenu impératif compte tenu de la rupture culturelle évoquée supra -, comment articuler prise en compte de nouvelles représentations sociales et connaissances scientifiques et techniques, celles qui structurent la gestion des populations animales domestiquées ?

On ne peut nier que, au sein des sciences agronomiques, la zootechnie présente des traits singuliers, dus notamment au fait qu'elle s'attache à la manipulation - et pas seulement gestuelle - d'un vivant animé et sensible, à la fois éloigné et proche de l'homme. Cette singularité lui confère des responsabilités particulières, dans le domaine de la santé publique comme dans celui du traitement des animaux, pour ne citer que deux champs passablement médiatisés. Plus généralement, deux défis de taille nous paraissent devoir être relevés en ce qui concerne son évolution :

- La zootechnie ne doit pas rester la zootechnie des seuls « animaux de ferme » au sens académique. Sous peine de voir son champ s'étioiler, elle doit s'élargir à d'autres types d'animaux et de productions : cheval comme cela est déjà largement engagé, mais aussi productions diversifiées et

« alternatives », et surtout immense domaine des animaux de compagnie – non seulement chien et chat, mais aussi « nouveaux animaux de compagnie » (NAC) – dont la place et le rôle vont croissant.

- La zootechnie ne doit pas rester « zootechnie de la seule production » ; elle doit s'ouvrir à de nouvelles problématiques telles que « élevage et santé publique », « services éco-systémiques de l'élevage », « élevage et bioéthique » voire « biopouvoir ». Cette évolution suppose non seulement changement d'objets, mais aussi changement d'échelles ; elle suppose aussi réelle utilisation du raisonnement systémique, ainsi que nécessaire ouverture aux sciences sociales et donc interdisciplinarité.

Aujourd'hui et demain, la zootechnie doit se saisir de nouvelles questions et affronter de nouveaux défis, plus complexes, pour apparaître force de proposition et non pas être soumise aux aléas d'une « demande sociale » parfois aussi pressante que versatile, voire déraisonnable, mais dont il faut bien pourtant chercher à identifier les lignes de force. Quelles que soient les formes que prendront les changements, il paraît nécessaire de définir un nouvel objet d'étude qui permette de prendre en compte ces attentes, souvent dites « sociétales », et de donner une cohérence nouvelle à la zootechnie. Une possibilité est offerte par l'appel à l'approche systémique en mobilisant un nouveau « pôle organisateur de la zootechnie » : le système d'élevage, susceptible en particulier d'établir les nécessaires liens entre activités d'élevage et système(s) alimentaire(s) et système(s) de valeurs.

Un nouveau « pôle organisateur de la zootechnie » : le système d'élevage

Dès 1994 dans le cadre d'une journée d'étude de la Société d'Ethnozootechnie, il est proposé de faire du système d'élevage, qualifié de « nouvel objet critique de la zootechnie », le pôle organisateur d'une nouvelle zootechnie générale (Landais et Bonnemaire, 1994). On considère que ce concept, succédant dans ce rôle à celui de « machine animale », est susceptible de fédérer et d'unifier le champ de la zootechnie. Dans cette approche résultant des limites d'une démarche analytique qui isole les éléments d'un tout pour les étudier séparément, on distingue quatre catégories d'éléments qui interagissent : l'homme en tant que principe organisateur de ce système finalisé par lui ; l'animal qui en constitue l'élément central et caractéristique ; les ressources que le système mobilise ; le(s) produit(s) qui par essence en résulte(nt).

Le fonctionnement des systèmes d'élevage peut être étudié, de façon interdisciplinaire, selon quatre points de vue : biotechnique, économique et technologique, géographique et écologique, sociétal. Sont donc à l'évidence mobilisées des connaissances et des méthodes issues de différents domaines. Ceci n'est pas original, la zootechnie a souvent été considérée comme « discipline d'application procédant des sciences les plus diverses » (selon par exemple le Dictionnaire CNRTL, Centre national des ressources textuelles et lexicales). Ce qui est nouveau dans le cas présent, c'est la prise en compte des acteurs qui fait entrer les sciences sociales dans le champ de la zootechnie.

Cependant, la mise en œuvre et la pérennité de ce modèle relativement nouveau sont conditionnées par sa faisabilité et sa robustesse : la pertinence d'une approche zootechnique fondée sur le système

d'élevage devra être démontrée aussi bien au niveau de la recherche que de la formation, et surtout à celui des pratiques d'élevage et de leurs résultats. Un nouveau « logiciel » de la pensée zootechnique, robuste et généralisable, reste à construire en associant toutes les parties prenantes. Certes, un groupe de réflexion de l'INRAE (ex-INRA) y travaille depuis plusieurs années (INRA Productions animales, 2019), mais il n'est pas acquis que les avancées soient significatives dans le champ de la formation ; l'innovation dans ce domaine nécessite en effet expérimentation et mise à disposition des enseignants d'un corpus stabilisé et validé par l'action et les résultats, ce qui ne semble pas encore tout à fait le cas.

Pour l'heure, le corpus zootechnique à l'œuvre apparaît surtout marqué de continuités et de ruptures. Les continuités reposent dans la permanence de connaissances scientifiques approfondies sans lesquelles il est illusoire de porter sur les systèmes

d'élevage un regard pertinent. À cet égard, le succès des ouvrages zootechniques produits par exemple par Educagri éditions et INRAE Quæ est significatif. Les ruptures résident dans la nécessaire prise en compte des évolutions, en particulier l'émergence des orientations agro-écologiques et aussi, si l'approche en termes de systèmes d'élevage est confirmée, dans la difficile articulation entre démarche systémique et approches disciplinaires nécessaires à sa mise en œuvre, question récurrente.

On le voit, la question du champ disciplinaire de la zootechnie – « science » née au XIXe siècle - est, pour l'avenir, plus porteuse d'interrogations que de certitudes. Quoi qu'il en soit, l'« âge d'or » des Trente Glorieuses étant révolu, la zootechnie doit s'ouvrir à de nouvelles problématiques, portées par la société. Ce mouvement pose évidemment la question du profil et des compétences des zootechniciens de demain et des modalités de leur recrutement et de leur professionnalisation.

Vers un zootechnicien généraliste

Dès la fin du XXe siècle, Julien Coléou, professeur de zootechnie à l'Institut national agronomique, plaidait à la fois pour une plus grande diversité de l'appellation de zootechnicien et pour l'émergence – ou la survie ? – d'un « zootechnicien grand généraliste, acteur d'interfaces prolongeant et valorisant la production des spécialistes » (J. Coléou, 1994). Cet acteur devrait en particulier être formé à la prise de décision ou au conseil dans des situations maintenant de plus en plus diverses et, peut-être, incertaines. Autant dire – et l'on rejoint peut-être là l'une des problématiques actuelles de la recherche agronomique -, que ce zootechnicien devrait être capable de travailler sur des « questions », sur des « situations problèmes » nécessitant de mobiliser les savoirs pertinents qui permettent de

guider et de justifier l'intervention de l'homme : observation et compréhension du fonctionnement des systèmes complexes que sont les troupeaux, les exploitations d'élevage, les systèmes d'élevage, les systèmes agraires. À cet égard, l'approche systémique apparaît particulièrement pertinente, se prêtant à travail à différents niveaux.

La question du profil de compétences du zootechnicien de demain pose évidemment celle de sa formation, vaste entreprise de réflexion et d'investigation. Nous allons donc envisager quelle a déjà été – quelle est et quelle peut être – la contribution de l'ethnozootechnie à une sorte de « refondation » de la zootechnie et de son enseignement.

Apports de l'ethnozootechnie à l'évolution de la zootechnie et de son enseignement

Porteuse d'une conception nouvelle, surtout très ouverte, des questions de l'élevage, l'ethnozootechnie – incarnée par les travaux de sa Société – a constitué un irremplaçable creuset de réflexion. Dans le cadre de la « rénovation » de l'enseignement technique agricole

marquant la fin du XXe siècle, bien des éléments issus de cette nouvelle approche ont trouvé échos et prolongements concrets dans les référentiels de formation.

Un potentiel d'innovation pédagogique

Dans le contexte éminemment mouvant qui est aujourd'hui le nôtre, il faut rendre justice au rôle quasi visionnaire de Raymond Laurans qui a su, au cœur des Trente Glorieuses, reconnaître et faire valoir une évidence alors peu partagée : la dimension humaine et sociale des processus techniques de l'élevage.

S'ensuivit en 1971 la création, autour d'un petit noyau de convaincus, de la Société d'Ethnozootechnie : tâche bien ingrate en vérité que de (ré)introduire alors « la société », les sociétés, dans l'étude des productions animales, fortement marquée à l'époque par une sorte de « technicisme » triomphant ignorant peu ou prou les

acteurs. Depuis lors, envisageant « le fonctionnement du complexe indissociable homme, animal, milieu » (Laurans, 1977), l'ethnozootechnie a constitué pour l'enseignement agricole un considérable creuset de réflexion, de proposition et d'évolution permettant de concevoir la zootechnie à la fois ailleurs et autrement, et bien souvent en rupture avec la vision réductrice d'optimisation des performances par la manipulation de processus biologiques. Elle a, de cette façon, contribué à anticiper les limites de la conception alors en cours, ce que nous allons chercher à illustrer à partir de notre expérience d'enseignants-chercheurs à l'INRAP (Institut national de recherches et d'applications pédagogiques du ministère de l'Agriculture) puis d'inspecteurs de l'enseignement technique agricole. Ainsi, selon nous, a-t-il été possible de conférer à la zootechnie un sens nouveau et riche, celui d'une « ethnoscience », bousculant quelque peu l'approche « canonique », dont les tenants les plus endurcis ont longtemps mis en doute que la technique fût « un fait social ».

Permettant, voire appelant, l'implication de non spécialistes au champ de la zootechnie, l'ethnozootechnie a d'abord permis une évolution par rapport à une vision strictement disciplinaire et « animalière » ; en ce sens, elle a constitué un puissant levier de la pluridisciplinarité dans l'approche des problématiques de l'élevage.

Bien entendu, du fait même de la dénomination choisie pour la nouvelle « science » ainsi créée, c'est particulièrement en direction des sciences sociales que s'est réalisée l'ouverture. Sont ainsi mobilisées les approches historiques et géographiques de l'élevage, ce qui permet d'ouvrir à la relativité des techniques, celles-ci pouvant alors se trouver placées dans une perspective historique et sociale et situées, quant à leur mise en œuvre, au sein de territoires identifiés. Et l'on sait quelle importance on accorde aujourd'hui à l'ancrage territorial des activités d'élevage, que les impacts en soient perçus négativement – thème très porteur au sein des médias – ou beaucoup plus rarement positivement en ce qui concerne en particulier la valorisation des espaces et de ces fameux « territoires », bien tardivement redécouverts et mobilisés. La prise en compte de ces interrelations élevage/territoire suppose aussi, pour leur étude, l'implication de l'écologie, autre science mise à contribution par l'ethnozootechnie. Et l'on doit aussi évoquer la véritable fièvre dont sont saisis les domaines de la distribution et de la consommation relativement à la certification de l'origine géographique des produits alimentaires, fièvre incarnée par le poids et la multiplication des procédures de labellisation et de qualification. C'est la justification actuelle « par le marché » de l'ambition

ethnozootechnique initiale de considérer les activités d'élevage dans leur « milieu ».

Dans le champ de l'ethnozootechnie entrent aussi les préoccupations liées aux relations complexes de l'homme à l'animal d'élevage. Celui-ci n'y apparaît d'ailleurs pas, comme dans l'approche zootechnique « conventionnelle », appréhendé par tranches correspondant peu ou prou à des fonctions physiologiques, mais bien plutôt considéré « en entier », comme une entité ou un ensemble. Sont aussi pris en compte les niveaux d'agrégation constituant lots, troupeaux, populations. Intéressée aux relations homme/animal et aux logiques des acteurs de l'élevage, l'ethnozootechnie inclut aussi dans son domaine la problématique du travail de l'éleveur – et aussi de l'éleveuse (cf. les Journées d'étude : « Les éleveuses de brebis laitières » [1985] ; « Les femmes et l'élevage » [1986] ; « Évolution des rapports hommes-animaux en milieu rural » [1990]). De même, l'intérêt porté à l'action sur le vivant animé a préfiguré – bien avant et par-delà les actuels et outrés effets de mode – l'attention manifestée envers les questions relatives au « bien-être animal » et à l'éthique en élevage (cf. le n°2 hors-série de la revue Ethnozootechnie : « L'animal et l'éthique en élevage » [2001]). De ce dernier point de vue, la Société d'Ethnozootechnie a véritablement et précocement joué un rôle de « lanceur d'alerte » comme elle l'a fait en ce qui concerne la très médiatisée « biodiversité », consacrant une de ses premières journées d'étude à la problématique des races domestiques menacées, un intérêt qui ne s'est jamais démenti, donnant lieu à pas moins de six « Journées » et autant de livraisons de la revue Ethnozootechnie (cf. l'article de Quéméré *et al.* dans le présent numéro).

Sans doute en corollaire de l'interdisciplinarité qu'elle a suscitée et contribué à faire vivre, l'ethnozootechnie a également concouru à un élargissement des thèmes et du champ de la zootechnie selon deux axes principaux : par la gamme des espèces et des productions prises en compte, au-delà des habituels animaux « de ferme » et en incluant notamment les animaux « de compagnie » ; par l'intérêt porté à des thèmes transversaux dépassant et enrichissant les approches par espèce ou production (par exemple, « La médecine vétérinaire populaire », « Les pratiques fromagères », « Le logement des animaux », « La transhumance », « L'élevage en agriculture biologique »... et bien évidemment « La zootechnie et son enseignement »). Dans tous les cas, l'ethnozootechnie a contribué à l'émergence d'une conception plus ouverte de la zootechnie, conception assurément souhaitable, aujourd'hui et demain, pour la formation technique agricole : recherche d'un nouveau profil de compétences de zootechnicien généraliste

ouvert aux considérations historiques, sociales et écologiques ; formation à la zootechnie générale et comparée qui, en permettant aux apprenants de saisir à la fois les points communs et les spécificités de l'utilisation par l'homme de la ressource animale selon les situations, devrait les conduire à une « culture zootechnique » ouverte aux systèmes d'élevage et à leur évolution.

De fait, l'ethnozootechnie a fortement contribué à la mise en place d'une conception systémique de la zootechnie qui, à cet égard, a manifesté quelque retard vis-à-vis de l'agronomie sensu stricto. Ainsi, dès 1977, Raymond Laurans indiquait que « le désir de considérer les liaisons entre ces trois termes [sciences humaines, zoologie et zootechnie, écologie] conduit à s'écarter de la méthode scientifique qui consiste à décomposer, à fractionner pour étudier chaque élément séparément » et qu'« il convient de donner plus d'importance à la synthèse qu'à l'analyse car les systèmes qui nous intéressent ne sont pas forcément la

somme des éléments qui les composent » (Laurans, 1977). Les travaux de l'ethnozootechnie ont donc clairement pesé dans la naissance de ce « nouveau pôle organisateur de la zootechnie : le système d'élevage », dont les lignes de force ont été évoquées plus haut.

Il apparaît ainsi indéniable que l'ethnozootechnie – même si elle ne fut pas le lieu unique de cette tendance – a contribué à infléchir la propension à l'éclatement de la discipline « zootechnie » en « sous-disciplines » dont les dynamiques internes peuvent rendre illusoire ou quasi impossible tout dialogue entre elles. À ce titre, l'ethnozootechnie a participé – et participe – à une tentative de recombinaison de la zootechnie vers, peut-être, une unité nouvelle. On le voit, la Société d'Ethnozootechnie constitue depuis les années 1970 un carrefour pluridisciplinaire exemplaire et un laboratoire d'idées qui a contribué à discuter une conception monolithique et réductrice de la zootechnie, développée particulièrement au cours des Trente Glorieuses.

Du concret dans les formations

Bien sûr, l'enseignement de la zootechnie dans les formations techniques agricoles a, peu ou prou, participé à l'aventure ; surtout, il a bénéficié des apports de l'ethnozootechnie dans un partenariat qui mérite sans doute de se voir conforté.

La coopération entre la Société d'Ethnozootechnie et l'enseignement technique agricole s'incarne d'abord dans les ressources mises à disposition du monde enseignant (cf. contribution de Louis Montméas et Coline Taine-Monod). Est ainsi animé par la Société un cadre irremplaçable de réflexion et de référence pour tous les acteurs concernés, utile aussi bien aux enseignants, non seulement de zootechnie, qu'aux (co)concepteurs des référentiels de formation que nous fûmes.

À ce titre, les lignes de force qui nous ont guidés sont parfaitement en accord avec les traits revendiqués par l'ethnozootechnie qui, comme l'écrit Laurans (1977) « a bien entendu vocation à la synthèse » : prise en compte du temps long (Jussiau *et al.*, 1999) ; conception systémique et synthétique de la zootechnie en termes de gestion de la ressource constituée par des populations animales domestiquées ; articulation des connaissances scientifiques et techniques avec les approches sociales, ce qui suppose mise en concordance des apports disciplinaires et des approches systémiques ; conception de la gestion d'un élevage comme le « projet d'un éleveur sur son troupeau » ; etc.

Parmi les nombreux exemples de déclinaison de ces attendus dans les programmes de formation, on peut citer quelques innovations, à nos yeux marquantes, quoique en leur temps bien volontiers raillés avec condescendance voire mépris, mais aujourd'hui clairement justifiées quand la référence agro-écologique devient l'alpha et l'oméga de toute réflexion sur l'activité agricole. Évoquons particulièrement :

- Mise en place, dès 1994, de deux modules de formation innovants dans le BTSA (Brevet de technicien supérieur agricole) « Productions animales » : « Activités d'élevage et société » et « Fonctionnement de l'exploitation d'élevage », à l'occasion de la première rénovation de cette formation ouverte en 1966.
- Intervention dans diverses rénovations du BTSA « ACSE (analyse et conduite de systèmes d'exploitation) », par exemple introduction d'un module « Dynamique des systèmes agraires ».
- Au sein des référentiels du baccalauréat technologique propre à l'enseignement technique agricole, mise en place d'un module de formation relatif à « L'animal dans l'agrosystème », et promotion d'activités pluridisciplinaires associant notamment zootechnie et philosophie autour de la problématique des relations homme/animal. De même, évaluation finale d'un « dossier technologique » relatif à une problématique pouvant toucher tout type d'élevage – et non plus seulement celui des « animaux de ferme » –, épreuve d'ouverture parfois mal comprise de certains examinateurs.

- Dans le baccalauréat professionnel « Conduite et gestion de l'entreprise agricole » option « Productions animales, introduction du module « Zootechnie générale et comparée » ouvert par la « présentation du contexte et de l'importance des productions animales en France en mettant en évidence les facteurs d'évolution des systèmes d'élevage ». Dans la même formation (option « Production végétale), mise en place d'un module « Place et incidence d'un élevage dans un système de production à dominante culture ».

Plus généralement, une attention forte a été portée à l'appréhension des réels de l'élevage, particulièrement au cours des séquences de formation « hors établissement », dans une approche concrète permettant à l'enseignement de la zootechnie de s'évader de l'académisme et de la théorisation à outrance, et donc de donner ainsi sens à la formation. Voilà qui nous semble tout à fait en concordance avec le domaine d'investigation de l'ethnozootechnie qui « s'étend [...] à toutes les situations où les animaux domestiques sont en rapport avec l'homme et le milieu » (Laurans, 1977).

Conclusion

Alors que la « transition écologique » anime maints débats, l'ethnozootechnie apparaît ainsi comme une science réellement « d'actualité » à l'heure de profondes remises en cause, et l'on doit rendre hommage à ses promoteurs : Raymond Laurans, président-fondateur, bientôt accompagné, entre autres fidèles, de son successeur Bernard Denis, puis aujourd'hui du président Étienne Verrier.

À l'heure de l'agro-écologie, au moment où les activités d'élevage connaissent des conditions diverses et peut-être incertaines, l'ethnozootechnie nous indique avec force l'intérêt d'approches généralistes prenant en compte la diversité des situations. Souhaitons donc que la Société d'Ethnozootechnie reste ce lieu irremplaçable – et pluridisciplinaire sans exclusive – qui contribue à faire évoluer, sans céder à « l'ayatollisme vert », la zootechnie dans le sens des lignes de force évoquées ici.

Références

- Coléou J. (1994) Horizon 2100, quel zootechnicien pour quel développement ? *Ethnozootechnie* 54, 149-152.
- Collectif (2019) De grands défis et des solutions pour l'élevage. *INRA Productions animales* 32 (2), <https://productions-animales.org/issue/view/284> (consultée le 28 juin 2022).
- Hervieu B. (2001) Agriculture et recherche agronomique, une histoire et des enjeux partagés. *INRA mensuel* 111.
- Jussiau R., Montméas L., Parot J.C. (1999) *L'élevage en France, 10 000 ans d'histoire*. Educagri éditions, Dijon, 539 p.
- Landais E., Bonnemaire J. (1994) Zootechnie et systèmes d'élevage : sur les relations entre l'enseignement supérieur et la recherche. *Ethnozootechnie* 54, 109-140.
- Laurans R. (1977) L'ethnozootechnie aux confins des sciences de l'homme, de l'écologie et des techniques de l'élevage. *Ethnozootechnie* 20, 5-12.

A propos du rôle essentiel de l'élevage dans des systèmes alimentaires circulaires et durables

Jean-Louis PEYRAUD

INRAE, Direction scientifique Agriculture, 147 rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07

Contact : jean-louis.peyraud@inrae.fr

Résumé

L'approche « linéaire » de l'agriculture qui a prévalu dans le siècle écoulé a conduit à des évolutions spectaculaires, notamment en termes de productivité, avec une forte spécialisation des exploitations agricoles et des territoires. Aujourd'hui, elle apparaît non durable, compte tenu de ses nombreux impacts environnementaux, de l'érosion de biodiversité qu'elle induit, de sa fragilité face à la fluctuation des prix des intrants et des conditions d'élevage qui sont de plus en plus questionnées. La société appelle à changer le système alimentaire et cette demande est relayée par l'agenda politique. Rechercher les synergies entre les secteurs de l'élevage et des cultures pour évoluer vers des systèmes alimentaires circulaires et durables est une voie de progrès souhaitable qui doit permettre une utilisation maximale des biomasses produites et éviter les gaspillages.

Dans cette perspective, l'élevage constitue une clé essentielle du fait de ses rôles multiples. Il s'agit notamment du recyclage dans la chaîne alimentaire des ressources non consommables par l'homme pour la production d'aliments de haute valeur nutritionnelle ; de la production d'engrais organiques qui contribuent à l'entretien de la fertilité des sols et sont des substituts intéressants aux engrais minéraux surtout à un moment où le prix de ces derniers augmente ; de la diversification des cultures avec des avantages multiples dont l'accroissement de l'autonomie protéique, la réduction de l'usage des pesticides et l'adaptation au changement climatique et enfin de la production et l'entretien des paysages et de la préservation de la biodiversité. Cette circularité contribue aussi à la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole à la fois au niveau des animaux, des cultures et des sols. Dans ces évolutions, la prairie qui est valorisée par les ruminants, qu'elle soit permanente ou temporaire et intégrée dans des rotations diversifiées, tient une place importante pour les régulations biologiques qu'elle procure et son aptitude à capter du carbone. Toutefois, pour atteindre ces objectifs, l'élevage doit évoluer en profondeur et

les enjeux concernent non seulement l'évolution des pratiques et des systèmes mais aussi la répartition spatiale et le dimensionnement global de l'activité. Si beaucoup de solutions sont connues d'un point de vue technique une difficulté majeure dans leur mise en œuvre concerne la création de nouvelles organisations territoriales et de nouvelles chaînes de valeurs entre filières. Face à la diversité des contextes territoriaux et des demandes des consommateurs, il n'y a pas de solution unique adaptable à tout contexte mais des déclinaisons locales sont à réfléchir ce qui pose des questions nouvelles à la recherche qui doit produire des connaissances génériques qui doivent aussi pouvoir se décliner dans divers contextes. La diversité génétique, celle des pratiques et celle des systèmes de production doivent aussi contribuer à la résilience du système alimentaire.

Les conclusions que se dégagent peuvent être énoncées comme suit :

- Pour chaque performance, l'élevage peut avoir des effets positifs et négatifs, tout dépend du système : « *The problem is not the animal, it is how!* ».
- La circularité dans le système agroalimentaire est la seule option pour une production alimentaire durable, conforme aux stratégies européennes.
- L'élevage est nécessaire pour une utilisation efficace et régénératrice des ressources mais pour remplir ses rôles il doit évoluer en profondeur.
- Les impacts de l'élevage peuvent être réduits et contrebalancés.
- Il y aura besoin de diversité à tous les niveaux (génétique, troupeaux, cultures, systèmes de production).
- Un important travail de recherche est nécessaire : cultures, élevage, méthodes d'évaluation.
- La crise actuelle (accroissement du coût voire raréfaction des intrants de synthèse, baisse de la production) peut/doit être considérée comme une opportunité pour repenser les filières et leur avenir au sein des régions.

Bibliographie indicative

- Barbier C., Couturier C., Pourouchottamin P., Cayla J.M., Sylvestre M., Pharabod I. (2019) L’empreinte énergétique et carbone de l’alimentation en France. *Club Ingénierie Prospective Energie et Environnement*, Paris, IDDRI, 24 p.
- De Boer J.M. (2018) Do animals have a role in future food systems? *69th EAAP annual meeting*, Dubrovnik, August 27-31, 2020.
- Dumont B. (coord), Dupraz P. (coord.), et al. (2016) Rôles, impacts et services issus des élevages en Europe. Synthèse de l’expertise scientifique collective, INRA (France), 136 p. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01595470/document>
- Mottet A., de Haan C., Falcucci A., Tempio G., Opio C., Gerber P. (2017). Livestock: on our plates or eating at our table? A new analysis of the feed/food debate. *Global Food Security*, 14, 1-18
- Peyraud J.L., McLeod M. (2020) L’avenir de l’élevage européen : comment contribuer à un secteur agricole durable ? *Rapport pour la Commission Européenne*, Synthèse en français, 17 p.



Avant l’hiver en bergerie, brebis sur un pâturage de moyenne montagne (commune de Bernex, Haute-Savoie), © Étienne Verrier (novembre 2018).

Comprendre le regard de la société peut permettre de mieux préparer l'élevage de demain

Anne-Charlotte DOCKES ⁽¹⁾, Elsa DELANOUE ⁽²⁾, Christine ROGUET ⁽³⁾

⁽¹⁾ Institut de l'Élevage, Département Métiers d'Éleveurs Transfert Impact et Société
149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12
Contact : anne-charlotte.dockes@idele.fr

⁽²⁾ Institut de l'Élevage, Ifip-Institut du Porc, Itavi, BP 85225, 35652 Le Rheu cedex

⁽³⁾ Ifip-Institut du porc, Pôle Economie, BP 35104, 35651 Le Rheu cedex

Résumé : Le regard que la société française porte sur l'élevage évolue du fait des transformations sociales et de l'évolution importante des systèmes de production. Face à ces enjeux, différents travaux d'analyse des points de vue des acteurs de l'élevage, des filières et de la société ont été conduits, sur l'élevage et les remises en cause dont il fait l'objet. Dans cet article, nous présentons les principaux éléments de la controverse autour de l'élevage. Nous analysons ensuite plus précisément les principales attentes de la société sur l'élevage, nous présentons une typologie des représentations sociales vis-à-vis de l'élevage. Cinq visions pour l'élevage de demain, portées par différents profils d'acteurs, coexistent : les abolitionnistes, les alternatifs, les progressistes, les compétiteurs et les indifférents. Pour conclure, nous évoquons les stratégies possibles des filières pour répondre à ces contestations et améliorer les relations entre la société et l'élevage dans sa globalité.

Mots-clés : *élevage, acceptabilité sociale, controverse, bien-être animal, environnement.*

Understanding social representations about livestock farming in France to prepare a better accepted production.

Abstract: The way the French society looks at livestock farming is changing because of social changes and the significant development of production systems. To meet these challenges, many analyses of the views of livestock farming actors, sectors and the society have been conducted. This paper presents the controversy on livestock farming, the society's expectations, and a typology of social conceptions about livestock farming. Five visions of the future, supported by different types of actors, coexist: abolitionists, alternatives, progressives, competitors and the unconcerned. To conclude, we present the possible strategies of the sectors in order to tackle these challenges and improve relations between the society and the livestock farming sector as a whole.

Keywords: *livestock farming, social acceptability, controversy, animal welfare, environment.*

Introduction

L'élevage a connu, au cours du siècle dernier, des évolutions structurelles et fonctionnelles importantes. Le cheptel s'est concentré dans des bassins de production, les élevages se sont agrandis et spécialisés. Les impacts sur l'environnement et la sensibilité croissante de la population à la manière dont sont traités les animaux ont conduit à une critique de plus en plus radicale de certains modes d'élevage et à des oppositions locales fortes.

Pour comprendre ce phénomène et éclairer les acteurs agricoles sur les évolutions sociales à l'œuvre, les Instituts Techniques des filières Animales réalisent depuis près de quinze ans de nombreux travaux et programmes de recherche multi-partenariaux visant à analyser les représentations de l'activité d'élevage qui

coexistent au sein de la société. Pour cela, ils ont conduit plusieurs études qualitatives et quantitatives auprès de multiples groupes d'acteurs, qu'ils soient associatifs, consommateurs, professionnels de l'élevage, ou simples citoyens.

En s'appuyant plus particulièrement sur une synthèse des travaux du GIS « Elevages Demain » (Delanoue et Roguet, 2015), du projet CASDAR « ACCEPT » (Roguet *et al.*, 2020), et de travaux conduits dans le cadre du LIT Ouesterel, cet article rappelle les éléments de la controverse, dresse l'état de la perception de l'élevage par la société, montre la diversité des attentes des citoyens et identifie quelques pistes d'action pour mieux répondre à ces attentes.

Cartographie de la controverse sur l'élevage

Qu'est-ce qu'une controverse ?

Une controverse est un type particulier de conflit qui engage trois catégories d'acteurs : les deux parties qui s'affrontent et un public qui va les départager. L'enjeu pour les adversaires va donc être de rallier le public à leur cause (Lemieux, 2007). La présence d'un public modifie largement la nature du conflit car il est attendu par ce public que les deux adversaires puissent se prévaloir d'arguments justifiant leurs points de vue et positions. Dans leurs stratégies pour rallier le public à leur cause (Traïni, 2011), les adversaires peuvent tenter de susciter l'émotion du public et chercher l'appui des médias modernes. Dans le cas de la controverse autour de l'élevage, étudiée par Delanoue (2018), le public prend trois principales formes : (i) les pouvoirs publics, qui peuvent faire évoluer les normes

réglementaires ; (ii) les distributeurs, qui peuvent changer leurs normes professionnelles (bannissement des œufs de cage par exemple) ; (iii) les citoyens, qui peuvent orienter leurs achats de produits alimentaires, leurs votes, ou encore s'exprimer sur les réseaux sociaux. Les parties sont, d'une part, le monde agricole, et d'autre part, les associations de protection de l'environnement ou du bien-être des animaux. Au sein de ces dernières, nous distinguons, d'une part, les associations abolitionnistes, ou antispécistes, qui militent pour la fin de l'exploitation des animaux par l'homme, et donc la fin de l'élevage, et d'autre part, les associations welfaristes qui cherchent à améliorer les conditions d'élevage, de transport et d'abattage des animaux.

Quatre registres de débats sur l'élevage

La controverse sur l'élevage témoigne de l'inexistence aujourd'hui de compromis partagés sur la place de l'élevage et le traitement qu'il réserve à l'animal (Van Tilbeurgh, 2017). Plus précisément, l'analyse des discours, recueillis lors de la quarantaine d'entretiens en France, conduit à classer les débats sur l'élevage en

quatre registres témoignant de désaccords, au sein de la société, concernant l'impact des activités humaines sur les milieux et la santé, la façon de traiter les animaux d'élevage et les modèles de développement (Tableau 1).

Tableau 1. Débats et remises en cause de l'élevage en France (d'après Delanoue et Roguet, 2015).

Environnement	Bien-être animal	Santé	Organisation de l'élevage
Emission de gaz à effet de serre	Définition	Utilisation d'antibiotiques	Système intensif
Pollution des eaux	Condition de vie des animaux	Risques d'épizooties et de zoonoses (maladies)	Concentration géographique des élevages
Alimentation animale et utilisation des terres	Prise en charge de la douleur		
Nuisances (odeurs, bruits,...)			

L'élevage intensif est spécifiquement visé car il cumule les désaccords éthiques sur la manière dont sont traités les animaux, l'environnement et les hommes, et économiques, dans le sens où l'éleveur doit diminuer sans cesse ses coûts de production, y compris en rétribuant mal son travail, pour offrir une viande et des produits animaux peu onéreux pour le consommateur (Van Tilbeurgh, 2017). Lors de trois *focus groups* associant citoyens et éleveurs, réalisés dans le cadre du projet ACCEPT (Delanoue *et al.*, 2018), les élevages uniquement en bâtiments ont été

très mal perçus par les citoyens qui les qualifient « de batterie » ou « d'industriel ». Les citoyens semblent particulièrement choqués par l'élimination des animaux sans valeur économique, l'absence de lumière naturelle et l'absence de sortie à l'extérieur des animaux. *A contrario*, les citoyens apprécient les animaux en plein air, ou les bâtiments ouverts vers l'extérieur, avec lumière naturelle, ainsi que les photos d'élevages « à taille humaine », avec peu d'animaux, une proximité de l'éleveur avec ses bêtes, associées dans leur esprit à l'idée d'élevage « traditionnel » et de

produits « de qualité ». Lors de ces groupes de discussion, les citoyens se sont montrés largement intéressés par le sujet de l'élevage en général. Ils étaient particulièrement sensibles aux conditions de travail et de revenu des éleveurs, à la qualité de leurs relations avec leurs animaux, mais aussi intéressés par les modes de production et les circuits de commercialisation. Leur écoute des enjeux, des

pratiques, des questionnements des éleveurs a montré leur intérêt et leur empathie. Les attentes des citoyens exprimées à la fin des ateliers comprenaient une demande de davantage de communication sur le métier et le mode de production des produits animaux, considérés comme mal connus et avec une image déformée par les médias, et l'expression d'un refus de la disparition de l'élevage.

Une bonne image générale de l'agriculture et de l'élevage, et une image qui s'améliore

D'une manière générale, les agriculteurs, et en particulier les éleveurs, jouissent d'une très bonne image dans la population. Ainsi, selon un sondage réalisé par BVA en 2021 à l'occasion du salon de l'agriculture, 71% des Français ont une très bonne image de l'agriculture, ce chiffre ayant d'ailleurs progressé de 12 points depuis 2015. Selon ce même sondage, 85% des personnes sondées estiment que c'est un métier essentiel pour la société, 70% que c'est un métier dont on peut être fier. Ils ne sont en revanche que 30% à considérer que ce métier attire les jeunes et 21% à considérer qu'il permet de gagner beaucoup d'argent. Les Français expriment en outre

majoritairement (à 55%) le sentiment d'une évolution positive de l'agriculture, alors que seuls 13% d'entre eux considèrent que l'évolution depuis 5 ans a été négative. Les principaux points d'évolution positive cités sont le développement des circuits courts, la traçabilité et la qualité des produits alimentaires, mais aussi la prise en compte de l'environnement et du bien-être animal. Malgré une évolution positive depuis 2015, une majorité des personnes interrogées dans ce même sondage estime mal connaître les modes de production végétale (à 59%) et les conditions dans lesquelles les animaux sont élevés (50%).

Priorité au plein air et à l'absence de douleur chez les animaux

Les préoccupations principales des citoyens qui ressortent des études citées précédemment, qu'elles soient qualitatives ou quantitatives, concernent les conditions de vie des animaux d'élevage : accès au plein air et à l'herbe, éclairage par la lumière naturelle, aération, confort des litières, liberté de mouvement et

faibles densités d'animaux. Ainsi, le sondage Ifop pour ACCEPT (Dockès *et al.*, 2017) montre que 60% des citoyens interrogés considèrent que l'accès au plein air est un enjeu prioritaire pour l'élevage de demain (Figure 1), loin devant les réglementations environnementales ou l'exportation.

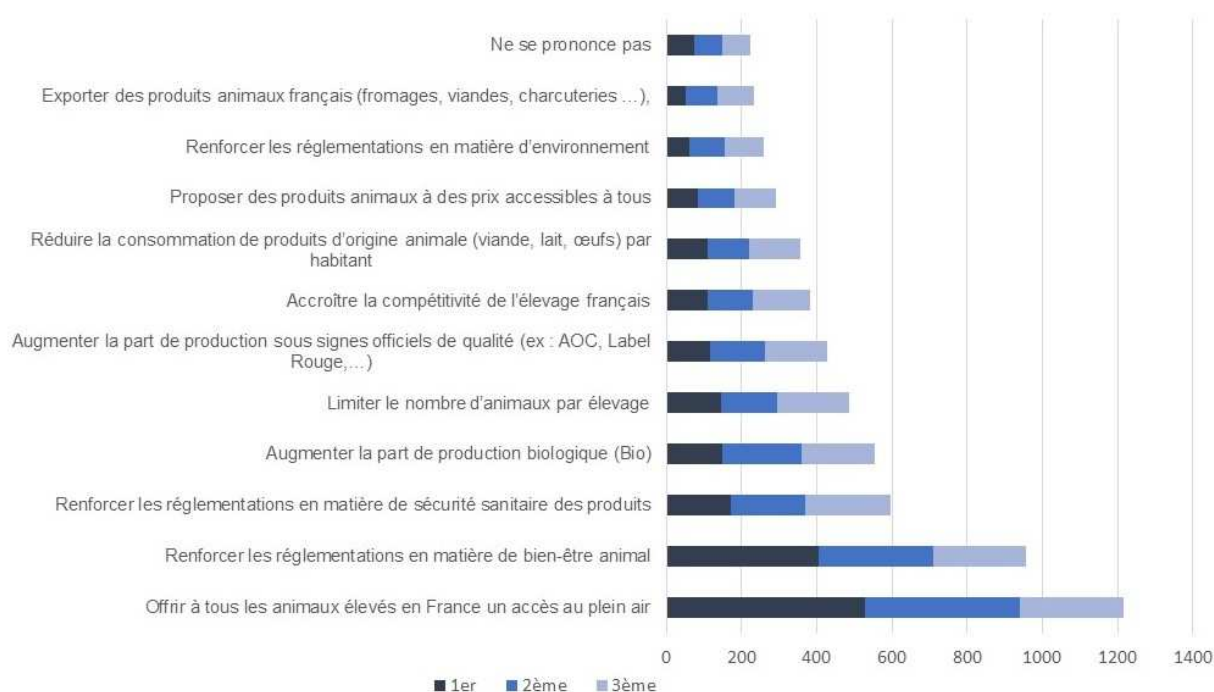


Figure 1. Evaluation des actions à mener en priorité pour l'élevage par les citoyens ($n = 1933$). Sondage Ifop pour projet ACCEPT, juin 2016, traitement Idele.

Elevage et environnement : entre méfiance et attachement

L'impact environnemental qu'ont les exploitations d'élevage est une source de préoccupations. Sont à la fois mis en avant une vision négative des nuisances qu'ils peuvent produire, et une vision positive de l'entretien des paysages qu'ils effectuent. Les nuisances ressenties au plan local sont principalement l'odeur et le bruit causés par les exploitations d'élevage. Elles sont particulièrement mises en avant au moment de débats locaux avant l'installation ou l'agrandissement d'un élevage. Les craintes sont exacerbées lorsqu'il s'agit d'exploitations porcines et dans des zones à faible densité d'élevage

(Grannec *et al.*, 2017). Elles se manifestent, parfois violemment, lors des enquêtes publiques dans le cas de créations ou d'aménagements d'élevages.

D'autres préoccupations entourent la question de la pollution de l'eau par les exploitations d'élevage et sont liées à des incertitudes concernant la gestion des rejets animaux (effluents sous forme de lisier ou de fumier) et des produits chimiques utilisés sur les cultures (épandages d'engrais azotés, produits phytosanitaires, etc.).

Un métier traditionnel, proche de la nature et viable, opposé à un « élevage industriel » décrié

Les citoyens expriment une vision relativement dichotomique de l'élevage. Ils décrivent d'un côté les élevages qu'ils refusent et qu'ils qualifient « d'industriels ». Ce terme désigne, dans leurs discours, des élevages où les animaux sont entassés en grand nombre, à l'intérieur sans accès à l'air libre, sans lumière du jour, et où on les épuise avec pour seul objectif de maximiser production et rentabilité. Ce système de production « industriel » est également associé à une déshumanisation du métier d'éleveur : maillon au sein d'une filière segmentée, l'éleveur n'y serait plus maître de son activité, ses façons de produire dictées, son savoir-faire ignoré et la relation humain/animal inexistante. Ils associent l'essor des élevages industriels à une course au profit qui aurait déshumanisé l'activité, et s'opposent à une conception du métier d'éleveur en tant que chef d'exploitation.

un attachement fort pour un modèle d'élevage qu'ils qualifient de « traditionnel » et qu'ils associent à des produits de qualité. Pour de nombreux citoyens, l'élevage est donc considéré comme une activité économique « à part » parce qu'en lien avec l'animal, la nature, la terre ou plus globalement le vivant. La rationalité économique d'entreprise industrielle entre alors en dissonance avec cette conception de la « tradition agricole ».

Les citoyens plébiscitent ce qui à leurs yeux est un élevage qui produit des animaux « heureux », nourris à partir d'une alimentation « naturelle », dans une structure de dimension « humaine », au sein un paysage entretenu et accueillant, géré par des éleveurs satisfaits de leurs conditions de vie et de revenu. Dans ces élevages, les animaux ont la possibilité de sortir et d'avoir suffisamment d'espace. La place de l'humain dans ce métier est importante à leurs yeux, et traduit

Les échanges lors de réunions participatives entre citoyens et éleveurs ont notamment posé la question de la robotisation : perçu dans un premier temps comme trop éloigné de l'image traditionnelle que les citoyens ont de l'élevage, le concept leur déplait *a priori*. Mais les explications des éleveurs, en termes d'allègement du temps de travail notamment, ont eu tendance à les convaincre de l'intérêt de tels dispositifs. Cet exemple illustre bien l'image qu'ont les citoyens du métier d'éleveur : une activité très difficile, où les congés sont rares et la rémunération trop faible eu égard au temps de travail. Les arguments des éleveurs, quand ils mettent en avant leurs efforts pour se dégager du temps libre ou du repos (et même quand ils expliquent avoir des exploitations plus grandes afin de dégager un revenu permettant l'emploi de salariés), ont ainsi été très bien reçus par les citoyens.

98% de consommateurs de produits animaux, dans une tendance légère à la baisse

L'ensemble de ces éléments de débat se traduit, de manière plus ou moins rapide ou complète, dans les attitudes des citoyens vis-à-vis des produits animaux, et en particulier de la viande (Lossouarn, 2012). Si, selon un sondage Ifop réalisé en 2018 dans le cadre du LIT Ouesterel, environ 2% des français ne mangent jamais de viande ni d'œufs, la consommation de produits animaux reste bien ancrée dans la population. Ainsi, 93% des adultes déclarent consommer des

produits laitiers au moins une fois par semaine, 79 % de la viande de volailles, 76% des œufs, 74% de la viande de porc et 67% de la viande de bœuf.

Toutefois, près d'un tiers des consommateurs déclarent qu'ils envisagent de diminuer, voire de cesser leur consommation de viande dans le futur, et la moitié de la population considère avoir entamé cette réduction au cours des 5 dernières années.

Il est à noter que même si ces déclarations d'intention ne sont que partiellement mises en œuvre, ces différents chiffres laissent penser que la baisse de la consommation de viandes rouges observée sur les

deux ou trois dernières décennies en France constitue bien une tendance, lente, mais qui ne devrait pas facilement s'inverser.

Typologie des attitudes des citoyens envers l'élevage

A partir de l'ensemble des travaux qualitatifs présentés ci-dessus, puis du sondage Ifop/ACCEPT, nous avons élaboré une typologie des attitudes et attentes des citoyens et des acteurs des filières d'élevage vis-à-vis de l'élevage et de ses filières. Les données quantitatives apportent des précisions fines sur les caractéristiques des différents profils et une

quantification de leur proportion au sein de la population (Figure 2). Toutes les analyses ont pris en compte la pondération des individus permettant de garantir des résultats représentatifs de la population française. En outre, 10 % de notre échantillon n'a pas pu être réparti dans les types n'étant suffisamment proches statistiquement d'aucun d'entre eux.

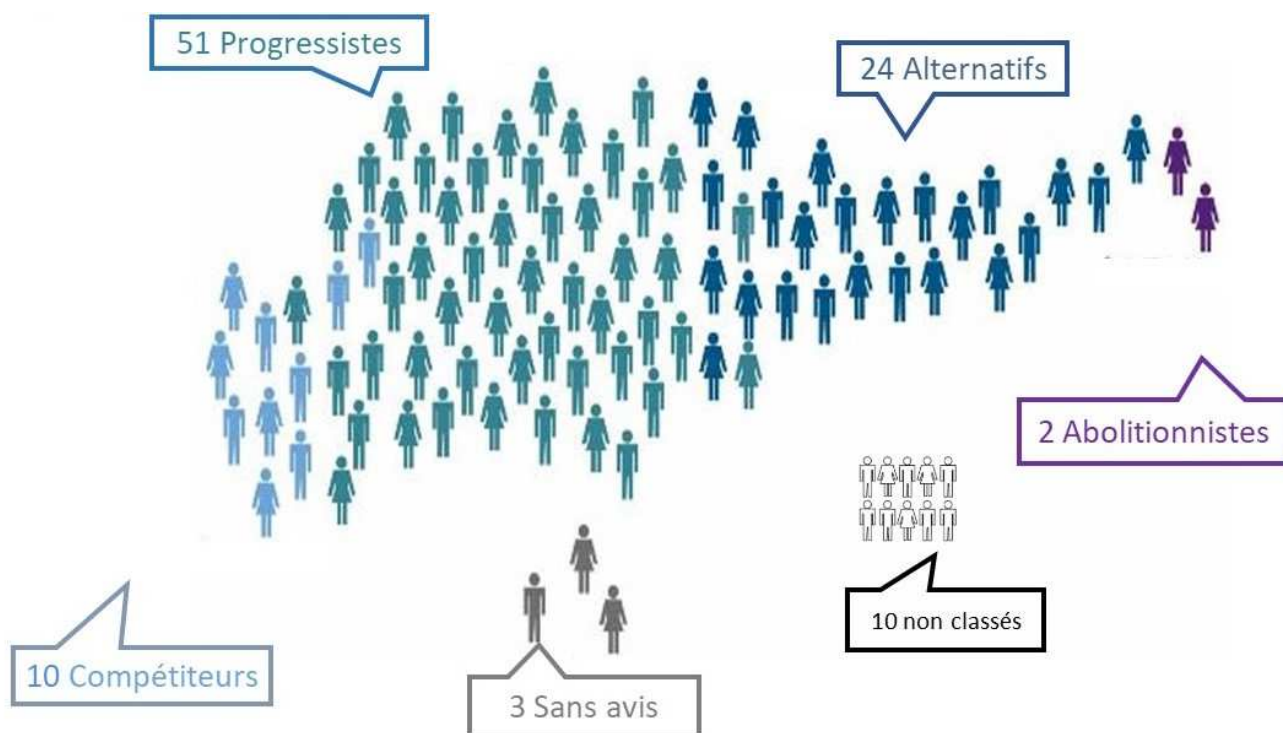


Figure 2. Typologie des attitudes des citoyens envers l'élevage (les chiffres sont donnés en pourcentage). Sondage Ifop pour ACCEPT (juin 2016), traitement Idele.

La volonté compétitrice : 10% de la population

Les « compétiteurs » sont des individus satisfaits des modes d'élevage actuels et des conditions de vie des animaux dans les exploitations françaises. Ils soutiennent le modèle intensif, dans sa configuration et ses pratiques, car il permet de produire des denrées à prix accessibles, d'être compétitif et d'exporter. Ils consomment régulièrement des produits animaux,

attentifs à leur provenance (locale ou française) et, pour la plupart d'entre eux, n'envisagent pas de modifier leurs modes de consommation. Par rapport au reste de la population, les citoyens de ce profil sont plus souvent des hommes, qui déclarent très bien ou bien connaître l'élevage et s'y intéresser.

La volonté progressiste : environ la moitié de la population

Ce type est le plus représenté au sein de la société française, avec des individus qui souhaitent une

amélioration des conditions d'élevage, notamment pour des raisons environnementales ou de sensibilité

au bien-être des animaux d'élevage (accès au plein air en particulier), sans changement radical des systèmes d'élevages français, ni de leurs pratiques de consommation. Satisfaits de la qualité sanitaire et de la traçabilité des produits animaux, ils consomment régulièrement tous types de produits animaux, achètent à la fois des produits standards et sous SIQO, en supermarché et circuits courts, avec pour premiers critères d'achats le prix des produits, leur origine et la qualité de l'alimentation des animaux (sans OGM).

Leurs points de vue sont moins radicaux, et donc moins caractéristiques, que ceux des autres profils. Une fraction importante d'entre eux est proche du type alternatif, et une légère évolution de leurs convictions pourrait facilement les faire basculer dans ce type et devenir opposés au modèle d'élevage intensif. Cette population est donc le public-clé dans la controverse, car le moins radical dans ses opinions et le plus influençable.

La volonté alternative : environ un quart de la population

Un quart de la population souhaite la fin de l'élevage intensif au profit de systèmes alternatifs, extensifs ou sous SIQO (Agriculture Biologique, Label Rouge). Ils défendent une agriculture « paysanne » : agroécologique, avec des exploitations de taille réduite (en nombre d'animaux), peu consommatrice d'intrants ou autonome. Ils sont attachés à une consommation locale et aux circuits courts. Ils se déclarent très

choqués par la privation d'un accès au plein air pour les animaux. Ils ne sont pas contre le principe de l'élevage d'animaux destinés à la consommation humaine, mais souhaitent une diminution nette de la consommation de produits animaux, et déclarent en consommer eux-mêmes assez peu. Les femmes représentent les deux tiers des personnes se rattachant à ce profil.

La volonté abolitionniste : moins de 2% de la population

A 80% des femmes, les individus de ce profil consomment peu voire très peu de produits animaux, apparaissent très choqués par la condition des animaux dans les élevages et ont un avis très négatif sur tous les aspects de l'élevage. Une petite part d'entre eux suit un régime végétarien (sans aucun produit d'origine animale dans leur alimentation et, plus largement, leur mode de vie). Leur comportement répond à leur engagement

militant (ils font généralement partie d'une association) et ils partagent le plus souvent une philosophie antispéciste rejetant la catégorisation hiérarchique du vivant et toute forme d'exploitation animale par les humains. Ils œuvrent à une abolition de l'élevage et sont d'ailleurs convaincus que la consommation de produit animaux disparaîtra d'ici 100 ans.

3% de la population n'exprime ni avis ni attentes vis-à-vis de l'élevage

Ces personnes ont déclaré la plupart du temps connaître très mal la façon dont les animaux sont élevés (52,4% d'entre eux, contre 6,8% pour l'ensemble des personnes interrogées) et, à 98,6%, ne sont pas intéressés par les émissions de télévision et les

articles de presse sur l'élevage. Ils ont très souvent choisi de ne pas exprimer d'opinion dans les autres questions du sondage (case « Ne se prononce pas »), ne se sentant pas concernés par l'enquête.

Voies d'évolution et réponses des filières

Dialoguer et comprendre tous les points de vue, davantage communiquer

Les travaux sur la confiance ont montré que l'ignorance et l'incertitude engendrent plutôt la défiance. La confiance peut être rétablie si les différentes raisons de se méfier réussissent à être invalidées, par exemple, lorsque l'éleveur informe son voisinage, organise des journées portes ouvertes,

participe à divers événements à l'échelle locale, ou même s'exprime dans la presse ou sur les réseaux sociaux. Les filières elles aussi peuvent davantage expliquer leurs façons de faire de manière transparente et fiable.

Faire évoluer les pratiques et les normes professionnelles

Si la communication est la première réponse des acteurs des filières animales à la controverse, la

montée en puissance de cette dernière montre que la simple transparence sur les pratiques ne suffit pas. Des

évolutions de pratiques et modes d'élevage sont attendues et différentes démarches de segmentation peuvent accompagner ces évolution (Roguet *et al.*, 2018).

La France a dès le début du XXe siècle différencié les produits selon leur mode de production et leur qualité, avec comme mots-clés l'ancrage territorial, le revenu agricole et la qualité organoleptique. Spécifiquement français, le Label Rouge est né en 1960 de la volonté d'aviculteurs de proposer un mode d'élevage différent conciliant tradition, rendement et produits de qualité supérieure. Pourtant, malgré les garanties offertes et les efforts de sensibilisation, les productions animales sous signe officiel de qualité restent peu développées, sauf en volaille de chair (LR) et œufs (AB et LR). Entre la production conventionnelle et sous signe de qualité, se développent de multiples démarches privées. Nous distinguons ainsi trois types de démarches.

Les démarches de rassurance ont pour objectif de communiquer auprès des autres maillons de la filière ou directement des consommateurs, pour les rassurer sur les normes réglementaires, l'origine du produit, sa qualité gustative (race, alimentation...). La plupart du temps, ces démarches sont collectives, interprofessionnelles, pour couvrir tous les maillons de la filière. Elles mettent en avant les bonnes pratiques existantes, ou leur généralisation mais ne conduisent pas à de réelles modifications des systèmes ou pratiques d'élevage.

Les démarches de progrès se caractérisent par l'objectif de faire progresser les éleveurs dans le respect des réglementations et de les inciter à mettre en œuvre des pratiques allant au-delà. Les unes sont collectives, gérées par les interprofessions, comme les chartes de bonnes pratiques d'élevage, les autres sont privées, propriété d'entreprises ou coopératives d'amont ou d'aval. Les chartes sont surtout utilisées dans la relation entre partenaires commerciaux, pour codifier les pratiques, s'assurer de leur respect et disposer d'arguments en cas de besoin. Les démarches privées s'adressent au consommateur par un étiquetage des produits. Les porteurs de la démarche peuvent décider de faire progresser tous les éleveurs, vers un standard amélioré, ou seulement certains dans un objectif de différenciation et de segmentation. Les cahiers des charges portent en général sur plusieurs dimensions : santé et bien-être des animaux, impacts environnementaux, rémunération des producteurs.

Les démarches de rupture visent à proposer une alternative au système d'élevage conventionnel, avec des modes de production significativement différents, par des cahiers des charges fixant des exigences nettement au-dessus de la réglementation. Enfin, d'autres démarches comme « C'est qui le patron ? » ou « Les éleveurs vous disent Merci ! » se démarquent par une co-construction des cahiers des charges avec les consommateurs, autour du revenu des producteurs, de l'environnement (circuits courts), de la qualité gustative et de la santé.

Conclusion et perspectives

Selon les thématiques et les périodes, l'intensité des controverses sur l'élevage est plus ou moins vive ; néanmoins, un certain nombre d'évolutions de fond sont à l'œuvre dans la société. Si l'environnement est longtemps apparu comme la préoccupation centrale de nos concitoyens, les questions de bien-être animal, et plus globalement d'éthique sont aujourd'hui au cœur des débats. Au-delà des controverses thématiques, les débats sur la légitimité même de l'élevage ou sur la consommation de produits animaux nous semblent intégrer les différents sujets, et être en lien avec des questions de société plus larges (modèles de consommation et de croissance, mondialisation, etc.), ce qui rendra la résolution du débat plus complexe, plus incertaine et très certainement plus longue, et c'est pourquoi nous considérons que nous avons en fait affaire à une controverse globale sur l'élevage. Plus globalement, une transition alimentaire semble s'être engagée dans la population, et si la quasi-totalité de la population reste omnivore et consommatrice de produits animaux, l'idée d'une diminution progressive de la consommation, et de manger « moins de viande »

mais une viande « meilleure à penser », prend de l'ampleur et est en passe de constituer une norme sociale dominante.

Les points clés de cette controverse aujourd'hui, au-delà de la légitimité pour l'être humain d'exploiter des animaux, se jouent autour d'un certain nombre de mots et de pratiques-clés : l'accès au plein air pour les animaux, l'accès à la lumière du jour ou à l'air libre, la place de l'herbe dans les systèmes ruminants, le nombre d'animaux par élevage, leur densité, la durée de vie des animaux, etc. Les éleveurs et les filières sont directement impactés par cette situation : les remises en cause de l'élevage ou des modèles intensifs d'élevage influent à la fois sur les choix des systèmes mis en œuvre par les éleveurs et sur l'attractivité même du métier d'éleveurs, comme des métiers des filières d'élevage.

Si certains acteurs semblent paralysés par la controverse et ne parviennent pas à entendre des points de vue différents des leurs, une majorité des acteurs

des filières utilisent un certain nombre d'axes d'adaptation qui constituent autant de marges de manœuvre. Ils cherchent en premier lieu à communiquer sur leurs métiers et à mieux faire connaître leurs pratiques, pour montrer que dans une large mesure ils répondent déjà aux attentes de leurs concitoyens. Ils adaptent ensuite leurs pratiques et leurs façons de produire pour mieux prendre en compte les attentes. Ainsi, les démarches de bonnes pratiques et les démarcations privées ou collectives, prenant en compte tout ou partie des enjeux, se multiplient, qu'il s'agisse d'initiatives individuelles, de petits groupes ou de démarches portées par des filières organisées.

Malgré le contexte extrêmement difficile de ces dernières années, en raison de la conjonction des crises sanitaire (pandémie de Covid, épizooties), climatique, géopolitique (guerre en Ukraine) et économique (pénuries, inflation), les attentes des citoyens

concernant une meilleure protection de l'environnement, de la santé, du climat et des animaux resteront probablement une tendance lourde. Ceci justifie de poursuivre les recherches de solutions techniques, économiques et financières pour faire progresser les conditions d'élevage. Pour cela, un enjeu-clé est de co-construire, en impliquant toutes les parties prenantes, des systèmes d'élevage et des filières pour demain, rentables et vivables pour leurs acteurs, et répondant aux attentes d'une majorité des citoyens. Même si les Français ont certainement actuellement d'autres préoccupations et priorités, développer le dialogue entre parties prenantes permet d'améliorer la connaissance et la reconnaissance mutuelles pour d'un côté légitimer les éleveurs dans leurs rôles, montrer les services qu'ils rendent à la société, et d'autre part rassurer les consommateurs vis-à-vis de ce qu'ils mangent et les associations sur la volonté réelle des acteurs de la filière de prendre en compte leurs attentes.

Remerciements

Les auteurs remercient vivement l'ensemble des personnes qui ont accepté d'être interrogées dans le cadre des enquêtes menées sur les relations entre élevage et société. Ces travaux ont bénéficié du soutien financier du Ministère en charge de l'agriculture (fonds CASDAR).

Références

- Delanoue E. (2018) Débats et mobilisations autour de l'élevage : analyse d'une controverse. Thèse de doctorat en Sociologie, Université Rennes 2, 426 p., <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01902653/document>
- Delanoue E., Roguet C. (2015) Acceptabilité sociale de l'élevage en France : remises en cause et controverses sur l'élevage, regards croisés de différents acteurs de la société. *INRA Productions Animales* 28, 39-50.
- Delanoue E., Dockès A.C., Chouteau A., Roguet C., Philibert A. (2018) Regards croisés entre éleveurs et citoyens français : vision des citoyens sur l'élevage et point de vue des éleveurs sur leur perception par la société. *INRA Productions Animales* 31, 51-68.
- Dockès A.C., Delanoue E., Chouteau A., Philibert A., Magdelaine P., Roguet C. (2017) Points de vue et attentes des consommateurs et citoyens vis-à-vis de l'élevage. Une étude quantitative auprès de 2 000 personnes en France. *Actes des Journées de la Recherche Avicole et Palmipèdes à Foie Gras*, Tours, 5-6/04/17, 225-229.
- Grannec M.L., Dezat E., Fiant A., Le Chenadec H., Boudes P., Van Tilbeurgh V., Delanoue E., Neumeister D., Christophe S. (2017) Perception sociale des élevages porcins par différents acteurs du territoire en Bretagne, Auvergne et Région Centre Val De Loire : comparaison avec d'autres filières. *Journée de la Recherche Porcine* 49, 301-306.
- Lemieux C. (2007) À quoi sert l'analyse des controverses ? *Revue d'histoire intellectuelle* 25, 191-212.
- Lossouarn J. (2012) Les viandes, miroir des contradictions et des interrogations du monde. *Déméter*, 169-194.
- Roguet C., Marion C., Magdelaine P., Dockès A.C. (2018) Les démarches mises en œuvre par les filières animales en France en réponse aux attentes sociétales en termes de bien-être animal : typologie et perspective. *NESE* 44, 7-35.
- Roguet C., Delanoue E., Dockès A.C., Magdelaine P., Van Tilbeurgh V., Grannec M.L. (2020) Acceptabilité des élevages par la société en France. *Innovations Agronomiques* 79, 315-329.
- Traïni C., 2011. Les émotions de la cause animale : histoires affectives et travail militant. *Politix*, 93, 1, 69-92.
- Van Tilbeurgh V. (2017) Enjeux sociétaux et adaptation des filières aux controverses sur l'élevage. *Douzièmes Journées de la Recherche Avicole et Palmipèdes à Foie Gras*, Tours, 05 et 06 avril 2017, fihal-01580518f.

Contribution de la Société d’Ethnozootecnie à un demi-siècle de sauvegarde et de relance des races en péril

Pierre QUÉMÉRÉ ⁽¹⁾, Bernard DENIS ⁽²⁾, Anne LAUVIE ⁽³⁾, Étienne VERRIER ⁽⁴⁾

(1) Kermorvan, 29170 Saint-Evarzec. Contact : famille.quemere@wanadoo.fr

(2) 5 avenue Foch, 54200 Toul

(3) Inrae, Cirad, Montpellier SupAgro, UMR SELMET, 2 place Viala, 34060 Montpellier cedex 01

(4) Université Paris-Saclay, AgroParisTech, Inrae, UMR GABI, 22 place de l’Agronomie, 91120 Palaiseau

Résumé : La Société d’Ethnozootecnie (SEZ) a été le premier organisme en France, au milieu des années 1970, à s’alarmer publiquement du risque de disparition d’un grand nombre de races domestiques en conséquence de la forte spécialisation des systèmes d’élevage et des types génétiques mobilisés. Cet article dresse un bilan des six journées d’étude que la SEZ a organisées sur le thème des « races en péril ». L’analyse du contenu de ces journées met en lumière l’évolution des attentes des éleveurs concernés et de leurs organisations. Parallèlement, les éleveurs ont évolué d’une posture défensive face à un environnement où ces races étaient considérées comme « dépassées » à une posture pro-active dans un contexte plus favorable à la diversification. Au final, toutes ces races qui auraient pu disparaître sont aujourd’hui dans une dynamique de relance et attirent de jeunes éleveurs en cours d’installation.

Mots-clés : Races menacées, éleveurs, conservation, gestion génétique, valorisation.

Contribution of the Société d’Ethnozootecnie to half a century of rare breeds preservation and revival. Abstract: The *Société d’Ethnozootecnie* (SEZ) was the first organization in France, in the mid-1970s, to publicly put attention to the risk of the disappearance of a large number of domestic breeds as a result of the strong specialization of farming systems and genetic types used. This paper draws up an assessment of the six meetings that SEZ organized on the topic “endangered breeds”. The analysis of the content of these meetings highlights the evolution of the needs of farmers and organizations. At the same time, breeders have evolved from a defensive posture in an environment where these breeds were considered “outdated” to a proactive posture in a context much more favorable to diversification. Finally, all these breeds that could have disappeared are now in a positive trend and some young farmers choose them to develop their farm.

Mots-clés : Rare breeds, breeders, preservation, breeding plan, valuation.

Introduction

La Société d’Ethnozootecnie (SEZ), fondée en 1971, s’est d’emblée préoccupée de la sauvegarde des races « en péril ». Les « Trente Glorieuses » (1950-1980) se sont caractérisées, entre autres, par une spécialisation et une intensification de l’agriculture, qui a favorisé le développement des races animales les plus productives au détriment d’un grand nombre de races locales dont beaucoup auraient pu disparaître. Dans la même période, la loi sur l’élevage de 1966 a eu une influence considérable sur la structuration de la sélection animale en France, secteur peu organisé et modérément efficace jusqu’alors. Depuis sa création, la SEZ a organisé six journées d’étude sur les races « en péril » (Tableau 1), au point que ce thème est devenu identitaire (bien que notre Société s’intéresse à une gamme très variée de sujets impliquant les humains, leurs animaux domestiques et les milieux dans lesquels ils cohabitent). L’objet de la présente communication est de dégager, à travers une analyse chronologique de ces journées, les lignes fortes de l’action de la SEZ :

- Caractériser l’évolution de la structure raciale des cheptels français, en analyser les causes et les conséquences.
- Répondre aux questions suivantes : Pourquoi conserver ? Que conserver ? Comment conserver ?
- Comprendre comment la relance des races « à petits effectifs » a été un espace d’innovations et de prise en compte précoce d’enjeux aujourd’hui affirmés et largement reconnus mais aussi comment elle a intégré des outils de modernité, au même titre que les « grandes » races, et comment on est passé des races « en péril » aux races « en devenir ».

Nous nous intéressons aux évolutions des concepts, des techniques, des organisations, des systèmes... avec, par endroits, quelques considérations qui actualisent certains points de vue abordés. Ces évolutions prennent place dans un mouvement plus large d’évolution de la sélection animale et de la gestion des ressources génétiques animales, récapitulé au Tableau 2.

Tableau 1. Organisation et contenu des six journées d'étude de la SEZ consacrées au thème des « Races domestiques en péril ». Cette expression a strictement constitué le titre des quatre premières journées ; le titre de la cinquième journée comprenait en plus « 30 ans de sauvegarde, bilan et perspectives » ; dans le titre de la sixième journée, « en péril » a été remplacé par « en ~~péril~~ devenir ».

Date	Lieu Organisateurs	N° de la revue <i>Ethnozootechnie</i>	Principaux thèmes des communications	Conclusions synthétiques
21/11/1974	ENV Alfort SEZ	1975-1	Causes et conséquences de la disparition des races locales. Inventaire des races françaises en péril : Bovins, 24 ; Ovins, 39 ; Porcins, 10 ; Volailles, 36 ; Lapins, 27.	Prise de conscience de l'ampleur du phénomène et de l'urgence d'une sauvegarde.
18/05/1978	MNE Paris SEZ, INRA, UNLG	22	Actions de sauvegarde entreprises en France : Bovins, 8 races ; Ovins, 12 ; Caprins, 3 ; Porcins, 1 ; Chevaux, 2. Au plan mondial : FAO, PNUE.	Peu de races disparues depuis 1970. Les éleveurs commencent à retrouver une légitimité. Implication indispensable des structures publiques (Ministères, INRA...), professionnelles (Instituts Techniques) et politiques (Régions...) Évolution encourageante mais fragilité des programmes. Importance des paysans « leaders ».
04/12/1983	INA P-G Paris SEZ, UNLG	33	Inventaire des races menacées. Programmes de conservation : Bovins, 20 ; Ovins, 25 ; Caprins, 9 ; Porcins, 5 ; Poules, 27 ; Dindes, 4 ; Canards, 3 ; Oies, 6 ; Lapins, 13. Pourquoi conserver ? Que conserver ? Comment conserver ?	Les programmes initiés en 1978 se développent. D'autres ont vu le jour. Lourd investissement de l'ITP pour sauvegarder cinq races porcines locales en situation très critique. Mise en place de conservatoires régionaux. Un nombre croissant d'organismes s'impliquent : Ministères, INRA, Établissements d'Enseignement Supérieur, Parcs Naturels nationaux et régionaux, Régions et départements, Instituts Techniques, Coopératives d'I.A., Chambres d'Agriculture, EDE, Associations de races et UPRA, ...

Tableau 1. (suite).

Date	Lieu Organisateurs	N° de la revue <i>Ethnozootecnie</i>	Principaux thèmes des communications	Conclusions synthétiques
02/12/1993	INA P-G Paris SEZ, INA P-G	52	Thème central : Peut-il y avoir conservation sans valorisation ? Valorisation économique : atout et source potentielle de conflits. Les clés du succès : identifier, inventorier, préserver, gérer, connaître, évaluer, valoriser.	La valorisation économique peut favoriser la sauvegarde d'une race et conforter sa relance. Un programme de sauvegarde peut être le support d'un programme de R et D sous l'égide d'une démarche SIQO (labels, AOC...) Les races locales peuvent devenir un atout de développement local (liens races, produits, milieux, systèmes et savoir-faire paysans) sur un territoire.
07/04/2005	ISA Beauvais SEZ, ISAB	76	Bilan rétrospectif français et européen Valorisation en filière courte ou sous SIQO : Nord-Picardie (CRRG) ; races locales porcines du Sud de la France. Outils et méthodes pour la caractérisation, le suivi et la gestion de la variabilité génétique ; complémentarité <i>in situ</i> et <i>ex situ</i> . La conservation vue du terrain, témoignages. Regards sur la dynamique de la Biodiversité	Des races menacées aux ressources génétiques. Les races en péril ont leur place dans les représentations futures de l'élevage. Le mouvement est sorti de la marginalité. Enrichies par le recours à des nouvelles technologies, les conditions sont devenues favorables à la promotion des races locales. Elles sont devenues des voies nouvelles de modernité.
21/11/2017	AgroParisTech Paris SEZ, AgroParisTech, INRA, IDELE	103	Comment les diverses formes de valorisation interagissent avec leur conservation ? En quoi la valorisation alimentaire en une gamme très large et évolutive de produits favorise la valeur ajoutée (ex. : BPN). De la diversité des fonctionnalités des races locales (ex. : écopâturage).	Les formes de valorisation se sont diversifiées ! Promotion de l'agro-biodiversité comme ressource pour l'agriculture durable et l'agro-écologie. Réponses aux demandes sociétales (relation producteurs-consom'acteurs, typicité et naturalité des produits, défense patrimoniale...), professionnelles (recherche d'un système plus extensif, économe et autonome...), et environnementales (biodiversité, réduction des intrants...) Souhait de produire autre chose autrement.

Tableau 2. Chronologie des événements ayant marqué le secteur de la sélection animale et de la gestion des ressources génétiques animales en France et, dans une moindre mesure en Europe, à partir des années 1960. N.B. L'échelle de temps n'est pas linéaire.

Année	Événement
1963	Création du département de génétique animale de l'INRA
1966	Loi sur l'élevage avec un très important volet consacré à l'organisation de la sélection animale
1968	Création du Rare Breeds Survival Trust au Royaume Uni
1969	Premier programme de conservation d'une race animale en France, la race ovine Solognote
1971	Création de la Société d'Ethozootechnie (SEZ)
1974	Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)
1975	Le Ministère chargé de l'Agriculture décide d'attribuer 0,5 % de son budget de soutien à la sélection animale au financement d'actions collectives de conservation
1977	Création d'un poste ciblé « conservation » à l'Institut Technique de l'Élevage Bovin (ITEB)
1978	Création d'un Conservatoire National des Races d'animaux de basse-cour
1981	Création d'un poste ciblé « conservation » à l'Institut Technique du Porc (ITP)
1983	Création du Bureau des Ressources Génétiques (BRG)
1985	Création du Centre Régional de Ressources Génétiques Nord-Pas-de-Calais (le premier du genre)
1986	Création, en Italie, de <i>Slow Food</i>
1989	Premier colloque national sur les ressources génétiques animales organisé par le BRG
1992	Convention sur la biodiversité biologique de Rio
1994	Règlement européen sur les ressources génétiques en agriculture
1996	Création du LIGERAL (Livre généalogique ces races porcines locales)
1999	Création de la Cryobanque Nationale
2006	Loi d'Orientation Agricole, création de France Génétique Élevage
2009	Création de l'Organisme de Sélection des races bovines en conservation
2015	Établissement d'une liste des races menacées d'abandon pour l'agriculture pour 10 espèces d'élevage (cheval, âne, bovin, mouton, chèvre, porc, poule, dinde, canard commun, oie)
2018	Mise en œuvre du Règlement Zootechnique Européen

Les premiers lanceurs d'alerte

La prise de conscience des inconvénients de la réduction de la variabilité génétique intraspécifique est ancienne. Les premières alertes sont antérieures à la création de la Société d'Ethnozootechnie :

- Dès 1929, dans une communication sur les races ovines de France lors d'un congrès sur le mouton, Jannin écrivait « Même si une race locale pure ne paraît pas satisfaire aux indications économiques du moment, il est du devoir des Pouvoirs Publics d'assurer la conservation d'un nombre suffisant d'individus de cette race pour reconstituer celle-ci dès que les circonstances viendront à se modifier. Il s'agit là de la sauvegarde d'un héritage dont chaque génération est comptable à l'égard de celle qui lui succède ».
- En 1962, dans le Bulletin Technique d'Information des Services Agricoles, Darpoux esquisse ce que pourrait être un programme de conservation.
- En 1972 et 1973, Bertrand Vissac (INRA) publie une série d'articles alertant l'opinion publique (Science et Avenir) et le monde professionnel de l'élevage (revue l'Élevage) du danger représenté par la disparition des races locales.
- En 1975, Bibé et Vissac font paraître dans une revue professionnelle (l'Élevage Bovin) un article au titre évocateur, sinon provocateur : « Gènes en péril : d'importants risques pour notre économie ».

Quelques Parcs régionaux ont entrepris, en 1969-1970, quelques modestes actions conservatoires et muséales (Parc d'Armorique, Parc des Landes de Gascogne, Parc de Camargue). La Société centrale d'Aviculture et la Société Centrale Canine contribuent largement à

conserver et multiplier les nombreuses races rares via leurs éleveurs amateurs conservateurs. La race ovine Solognote est mise en réserve génétique en 1969. Elle bénéficie alors d'aides spécifiques du Ministère de l'Agriculture. Hormis ces quelques actions anecdotiques, tout reste à faire.

Dès la création de la SEZ, sous la présidence de Raymond Laurans, un certain nombre d'adhérents se préoccupent de la conservation de notre patrimoine génétique sérieusement malmené. Un groupe de travail est constitué sur ce thème, avec Marcel Théret (ENV Alfort), Jean-Jacques Colleau (INRA), Louis Ollivier (INRA), Luc Gilbert (ITOVIC) et Laurent Avon (ITEB). Ses réflexions aboutissent à l'organisation de la première journée d'étude sur les « races en péril » le 21 novembre 1974, tenue à l'ÉNV d'Alfort. Lors de cette journée, les intervenants sont essentiellement des enseignants, des chercheurs, des fonctionnaires, etc. Les éleveurs de ces races n'y sont que très peu présents, tellement ils sont marginalisés dans leur milieu professionnel. Dès cette première journée, des pistes d'actions sont envisagées. Elles ont trait pour l'essentiel à la communication sur ces races et à l'encouragement aux scientifiques à intégrer cette problématique.

Cette prise de conscience de l'ampleur et de l'urgence de la sauvegarde est confortée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), piloté par la FAO et dont l'objectif principal est d'établir une liste des races menacées d'extinction et les mesures à prendre pour les sauvegarder.

Les modifications rapides de la structure raciale des cheptels français et leurs causes

Pour prendre un exemple caractéristique des tendances de l'époque, l'élevage bovin, après la seconde guerre mondiale, on assiste au développement des races laitières déjà identifiées comme les plus productives et conservant plus ou moins de mixité (la vache à deux fins) : Frisonne, Normande, Montbéliarde. Les effectifs des principales races allaitantes restent à peu près stables (Charolaise, Limousine, Blonde d'Aquitaine) ou diminuent légèrement (Maine-Anjou). De plus, ces races à viande, notamment la Charolaise, sont très utilisées en croisement de première génération avec des vaches laitières ou rustiques. Les effectifs des autres races locorégionales, dans les deux orientations (lait et viande), se réduisent rapidement : en 1932, elles représentent 42 % des effectifs nationaux mais, en 1972, elles n'en représentent plus que 17 %.

Progressivement après 1960, l'évolution de l'élevage va être marquée par l'intensification, la spécialisation, l'agrandissement des troupeaux et la concentration géographique de certaines productions, notamment l'aviculture et la production porcine. La concurrence entre races dans un contexte d'excédents (quotas laitiers de 1984) se fera au profit des plus productives. En élevage bovin, la « vache à deux fins » (VDF dans le jargon des zootechniciens) va être remplacée par la « vache hautement productive » (VHP), à un point tel que certains augureront une « holsteinisation » massive et inéluctable du cheptel laitier comme une « charolisation » du cheptel allaitant.

Ces modifications rapides de la structure raciale des cheptels français ont des causes multiples et enchevêtrées. Certaines races mixtes sont victimes de

l'abandon de la traction animale, remplacée par le tracteur. L'exode rural en zones difficiles handicape le maintien de races qui y sont adaptées. La généralisation de l'insémination artificielle en élevage bovin laitier favorise les croisements d'absorption. La mondialisation permet des échanges de reproducteurs et de semences ou d'embryons congelés entre pays.

Dans leur grande majorité, les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) promeuvent une politique de développement fondée sur l'intensification, le productivisme et le rendement, et sont peu enclines à s'intéresser aux systèmes alternatifs qui ne sont pas dans le sens du « progrès ». Les effets de mode peuvent être puissants. Ainsi, les éleveurs de la race bovine Flamande, déjà victimes de deux conflits mondiaux, de la politique sanitaire d'éradication des épizooties (tuberculose, fièvre aphteuse, brucellose) se voient proposer, assidûment et massivement, par les négociants en bestiaux, des génisses amouillantes de renouvellement « sélectionnées » en provenance directe de Frise (foires de Leeuwarden). Difficile d'avancer une justification à cette substitution : en 1950-1960, les

résultats de contrôle laitier de la Flamande la placent systématiquement en tête des races laitières françaises.

Dans le même ordre d'idées, en 1976, la Société des Éleveurs de Bretonne Pie Noir (BPN) dépose une demande de subvention auprès du Conseil Général du Finistère pour financer l'animation du programme de sauvegarde. En réaction, une association de Jeunes Agriculteurs, éleveurs de Holstein, écrit au président du Conseil Général pour demander que la subvention qui pourrait être versée à la BPN leur soit rétrocédée au motif qu'elle représente l'avenir de l'élevage finistérien et que la race BPN et Holstein sont apparentées. La preuve de ce cousinage : elles sont toutes les deux « *gwenn ha du* » (blanches et noires en breton, comme le drapeau régional). Condescendants, ils avancent que la petite BPN n'est qu'une variété d'une même population Pie Noir originelle, alors même que les scientifiques ont démontré l'éloignement génétique des deux races. Bien avant, même, la BPN (Figure 1) et la Hollandaise, ancêtre de la Holstein, présentaient des différences sensibles. Les éleveurs de BPN se feront traiter « d'écolos-folklo-passéistes » !

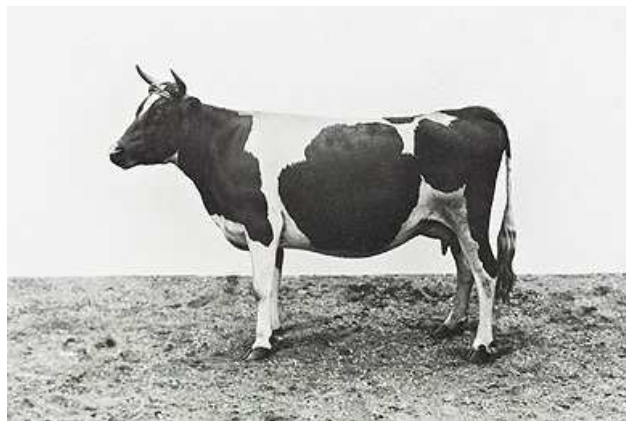


Figure 1. Vache Bretonne Pie Noir présentée au concours de Paris en 1900. Photo Charles Bodmer, Musée de Bretagne, Rennes, collections en ligne libres de droits.

Les conséquences de ces modifications

À la première journée d'étude, Bougler (1975) s'interroge sur les conséquences de la perte irréversible de matériel génétique lorsqu'une race disparaît. Évoquant l'histoire passée de nos races (Shorthorn, Mérinos...), il souligne que « nous avons eu la chance jusqu'ici, à chaque changement important de conjoncture entraînant une modification de nos objectifs de sélection de trouver des races qui, ayant été sélectionnées en des sens différents de ce que l'on faisait jusqu'alors, répondaient à notre demande ». Il cite l'exemple du Charolais pour les races de

boucherie anglo-saxonnes, la Holstein-Friesian pour les races laitières mixtes de l'Europe, le Finnois, et le Romanov pour l'amélioration de la prolificité de nos races ovines. Il ajoute que « cette perte de gènes est aussi possible sans qu'il y ait disparition de races », prenant pour exemple la souche Frisonne en désuétude dans la race Holstein... et, plus loin, s'interroge sur les répercussions d'une sélection unidirectionnelle sur le lait (quantité et taux) ou sur la viande (croissance et conformation) au détriment « des caractères d'élevage, de reproduction et d'adaptation ». Il s'interroge aussi

sur « la disparition des productions régionales typiques, du rôle du bovin et de l'ovin dans la tonte des alpages [...] de la protection contre les avalanches ». Il conclut à « un appauvrissement de notre civilisation », jusqu'à oser se positionner du point de vue de l'ethnolinguiste : « qu'évoque aujourd'hui à nos petits-enfants être sur le reculoir, tenir la bride, mettre le pied à l'étrier, ployer sous le joug [...] » ?

Dès la première journée de la SEZ, une démarche écosystémique est enclenchée. Elle sera reprise par Vissac (1978) dès l'introduction de la deuxième journée qui évoquera « la recherche d'une agriculture plus économe et autonome [...] l'exploitation de zones marginalisées [...] l'inquiétude des consommateurs face à la disparition de certains produits [...] les éleveurs partisans de formes d'élevages moins intensifiés [...] le développement du tourisme [...] le développement anarchique de la végétation dans les zones forestières [...] la promotion de produits associés à une technologie régionale spécifique [...]

part intégrante de la culture régionale [...] la diversité de notre patrimoine ».

Dans toutes les journées ultérieures ces préoccupations écosystémiques et les démarches illustrant la multifonctionnalité des systèmes d'élevage liées aux races locales seront omniprésentes. Et Bertrand Vissac de conclure sur l'intérêt de « rassembler des chercheurs des sciences biologiques et humaines autour des relations entre la société et son milieu ». Nous sommes en plein cœur de l'ethnozootecnie, définie dans la revue comme étant l'étude des « relations Homme-Animal-Milieu dans les sociétés anciennes et actuelles, et leurs transformations déterminées par l'évolution de l'élevage. Elle réunit ces éléments de comparaison, de réflexion et des informations utiles à ceux qui s'intéressent à l'histoire et à l'avenir de l'élevage des animaux domestiques ». Cette définition figure, en dernière page, dans tous les numéros de la revue : l'Ethnozootecnie est bien une discipline au cœur de la Zootecnie.

Pourquoi conserver ?

Mis à part l'espèce ovine, encore majoritairement représentée par des races locales, le « paysage » racial de l'élevage français s'est singulièrement simplifié durant les Trente Glorieuses et les décennies qui ont suivi. En aviculture, la notion de race a même perdu de son sens opératoire car l'essentiel de la production est assuré par des animaux issus de plans de croisement entre les souches hautement spécialisées détenues par un petit nombre de firmes privées. Les races avicoles locales, dites « anciennes », ne se sont maintenues que chez des éleveurs se qualifiant eux-mêmes d'amateurs ou dans le cadre de filières de niche, comme le poulet de Bresse AOP.

Or, dans une conjoncture particulièrement mouvante, il est progressivement apparu que la structure raciale des cheptels pouvait être appelée à évoluer et que de nouvelles ressources génétiques pouvaient être mobilisées. L'histoire zootechnique est à ce propos particulièrement éloquent :

- Considérée au XIXe siècle comme le prototype de la race « améliorée » et « amélioratrice », la race bovine Shorthorn (Durham) est aujourd'hui menacée dans son pays d'origine.
- Au début du XIXe siècle, l'administration napoléonienne a promu l'utilisation de béliers Mérinos de Rambouillet (originaires d'Espagne, comme chacun sait) afin de pourvoir les besoins en laine de sa « grande » armée.
- Quand, au milieu du même siècle, les cours de la laine se sont effondrés du fait de la concurrence des pays de l'hémisphère Sud, le recours à certaines

anglaises (Kent, Dishley, Southdown) a permis une reconversion bouchère du cheptel continental.

- Dans les années 1960, le souhait d'accroître la productivité numérique du cheptel ovine a suscité la vogue des croisements avec des béliers de races hyperprolifériques (Romanov, Finnois).
- A partir des années 1980, et dans des proportions encore plus larges, le même souci de productivité numérique a conduit à développer des lignées de truies « synthétiques » comportant une certaine proportion de gènes issus de races chinoises, la Meishan notamment.
- Alors que l'élevage bovin laitier a longtemps connu le règne de la « race pure », un nombre croissant d'éleveurs entretiennent un troupeau de vaches croisées en suivant des plans rotatifs impliquant deux ou trois races, dont la Holstein, la Jersiaise, la Montbéliarde ou la Rouge Suédoise. Ce phénomène concerne quelques pourcents des vaches laitières en France, 45% en Nouvelle-Zélande !

Jusqu'à maintenant, les éleveurs ont pu trouver quelque part en Europe ou dans le reste du monde des ressources génétiques qui ont permis de réorienter les efforts de sélection dans un sens jugé plus intéressant sur le plan économique. Par suite de l'uniformisation des types génétiques exploités dans les zones tempérées, en serait-il de même demain ? De plus en plus il apparaît que la réponse à la question est négative. D'où la nécessité de préserver intra-population et inter-population la variabilité génétique, composante essentielle de la biodiversité.

Lors de la mise en place des premiers programmes de sauvegarde, on se préoccupait d'abord de conserver des gènes, des combinaisons géniques que l'on présupposait originales en vue de besoins futurs inconnus. On se posait aussi des questions en référence à la notion de plateau de sélection. On appliquait le principe de précaution, conscient que la disparition d'une race locale était une perte génétique irrémédiable et irréversible.

De plus en plus, les races locales sont aujourd'hui convoquées pour le développement durable en référence aux besoins des générations futures. On les mobilise pour le développement local, le respect de l'environnement (maintien de la biodiversité), la sauvegarde patrimoniale de produits alimentaires sous signe de qualité, l'équité sociale (pour quels éleveurs et quels consommateurs ?), la réponse à la demande sociétale (circuits courts, bien-être animal...). Les handicaps de ces races durant les « Trente Glorieuses » peuvent devenir des atouts. La quatrième journée d'étude de la SEZ qui avait pour thème central la

réponse à la question : « Peut-il y avoir conservation sans valorisation ? » et la cinquième journée qui traçait « un bilan de 30 ans de sauvegarde » (Tableau 1), en illustraient la perspective. Divers aspects de cette question y sont abordés : les préalables à cette valorisation, les formes qu'elle peut prendre (produits), l'intérêt des Signes d'Identification de Qualité et d'Origine (SIQO), l'appui aux éleveurs à titre individuel ou à leur collectif. Dans un bilan rétrospectif, il est noté que « le pari est gagné [...] Les détenteurs de cheptels ne sont plus catalogués de « passésistes », d' « archaïques », de marginaux [...] Les initiatives se multiplient [...] Des conservatoires régionaux se mettent en place, le Bureau des Ressources Génétiques (BRG) voit le jour » (Maurice Molénat).

Progressivement, les associations d'éleveurs, les responsables des programmes de conservation et les instances qui les soutiennent prennent conscience que, la sauvegarde génétique assurée, il devient possible de relancer beaucoup de races.

Que conserver ?

L'inventaire des races à conserver est détaillé lors de la première (1974) et de la troisième journée d'étude (1983). La France étant un pays de diversité, y compris en matière d'élevage, le nombre de races concernées est élevé, notamment dans les espèces bovines, ovines et avicoles. Lors de la mise en place des premiers programmes de conservation, se pose la question des choix de ce qu'il convient de sauvegarder. Face notamment aux limites de moyens, des choix paraissent nécessaires. Cet avis est partagé par les experts français et européens (Laurent Avon) et à la FAO (programme PNUE). Des méthodes pour caractériser l'originalité des races, les unes par rapport aux autres, sont proposées. Elles sont fondées sur des indices synthétiques de distance génétique entre races. L'objectif serait de mettre en valeur des races à variabilité génétique importante et/ou suffisamment originales par rapport aux autres, et qu'il conviendrait de sauvegarder en priorité. Face à ces propositions méthodologiques qui se fondent sur une valeur de diversité et d'originalité génétique des races, d'autres propositions soulignent que les valeurs des races sont multiples et relatives, et qu'il est nécessaire « de tout conserver (ce qu'on peut) car il n'est pas possible

d'évaluer la valeur réelle d'une race qui est de toute façon relative à l'époque considérée et qui dépend aussi beaucoup des paramètres que l'on désire étudier à un moment donné » (Laurent Avon).

Une autre question se pose aux autorités (régionales, nationales, européenne), c'est de savoir quelles races peuvent ou doivent bénéficier d'un soutien financier et/ou d'un appui technique (animateur d'associations de race, par exemple). Les divers conservatoires régionaux ont répondu à cette question en mettant en avant une dimension patrimoniale des ressources génétiques. Depuis 1977, le Ministère chargé de l'Agriculture apporte un soutien financier à des programmes collectifs de conservation en ferme et, depuis 1999, à une cryobanque nationale. Dans le cadre des mesures agri-environnementales de la PAC, l'Union Européenne, de façon conjointe avec les Etats volontaires, attribue des subventions aux éleveurs détenant des reproducteurs de races « menacées d'abandon pour l'agriculture ». Pour la France, cette notion est définie par une série de critères de nature démographique, génétique ou économique et sociale (Verrier *et al.*, 2015).

Comment conserver ?

L'organisation des mesures de sauvegarde est abordée de façon sommaire lors de la deuxième journée d'étude (1978). Elle nécessite d'emblée une structure support animatrice intégrant des éleveurs motivés, solidaires,

avec un ou des leaders. Ce peut être une association d'éleveurs (Livre Généalogique, UPRA, aujourd'hui Organisme de Sélection...). Un minimum d'enregistrement est nécessaire (identification,

filiation) pour établir un plan d'accouplement raisonné dont l'objet est de limiter la dérive génétique et l'accroissement de consanguinité, et de maintenir la variabilité génétique. C'est un préalable indispensable à tout programme de conservation ou, a fortiori, de relance d'une race.

Les premiers plans d'accouplements raisonnés (Solognote, 1975 ; Poitevine, 1975 ; BPN, 1976) ont été fondés sur la répartition des animaux en famille de mâles et de femelles à forte parenté moyenne intra-groupe mais peu apparentées entre elles. Les familles de femelles sont placées sur un cercle de façon inverse à leur parenté. Deux familles proches génétiquement sont sur un diamètre du cercle. De la même manière, on dispose les familles de mâles sur un cercle concentrique extérieur. Le cercle des femelles restant fixe, le cercle des mâles tourne autour de celui des femelles selon des modalités variables pour procréer les descendants des reproducteurs à renouveler. Ce plan de rotation doit être adapté à l'espèce, aux pratiques d'élevage (par exemple, l'I.A. est généralisé chez les bovins laitiers, elle est peu développée dans les races ovines), aux contraintes des éleveurs (par exemple, la lutte des brebis avec plusieurs béliers par groupe ne permet pas la connaissance des paternités). Reste ensuite à établir les modalités de gestion des reproducteurs issus de ces accouplements. Trois principes sont appliqués (Rochambeau *et al.*, 1979) :

- La division de la population en familles ou groupes de reproduction. Les mâles d'un groupe saillissent les femelles d'un groupe de reproduction toujours différents de celui dont ils sont issus.
- Le nombre de reproducteurs mâles doit être aussi élevé que possible.
- Les tailles de descendance des mâles doivent être aussi homogènes que possible. Le renouvellement des mâles est donc stratégique : (i) l'idéal serait que chaque mâle soit renouvelé par un de ses fils et un seul ; (ii) il est recommandé de renouveler rapidement les mâles afin d'éviter une diffusion excessive des gènes de quelques-uns en particulier.

Avec le développement des capacités informatiques et le progrès des connaissances, ces programmes rotatifs vont évoluer vers des accouplements raisonnés à parenté minimale. On cherche à minimiser la parenté moyenne entre les animaux ainsi que leur consanguinité propre et à maximiser le nombre d'allèles fondateurs. Ces objectifs impactent les modalités du choix des mères à taureaux et accroissent le nombre de taureaux d'I.A. chez les bovins (Jean-Jacques Colleau).

Ces méthodes de gestion de la variabilité génétique sont exposées au cours de notre cinquième journée d'étude de la SEZ par E. Verrier *et al.* (2005). Elles

montrent que si l'on peut diviser et gérer la population en groupes de reproduction, l'augmentation de consanguinité est minimale si on accouple les individus les moins apparentés. Sinon il faut encourager les échanges de reproducteurs mâles, d'où l'intérêt de créer pour eux des centres d'élevage, d'échanger les reproducteurs entre élevages, etc., notamment chez les ovins en absence de paternité connue, comme c'est souvent le cas dans cette espèce.

Les méthodes utilisées ici pour les races à petits effectifs le sont aussi dans les grandes races pour lesquelles il a été démontré, chez les bovins laitiers en particulier, que même si elles avaient des effectifs importants, leur variabilité génétique était restreinte et constituée de contributions d'un petit nombre d'ancêtres plus ou moins apparentés entre eux du fait de la sélection. Les grandes races sont sur le plan génétique des petites populations (Etienne Verrier). Ainsi, vers 2005, le nombre d'ancêtres contribuant à 50 % du patrimoine génétique était pratiquement du même niveau en race Prim'Holstein ($n = 8$) qu'en race BPN ($n = 6$) avec, respectivement, 2,5 millions et 1000 vaches. En race Maraîchine (1000 vaches) il était deux fois plus important ($n = 13$).

En conclusion de la première journée d'étude, Raymond Laurans (1975) esquisse un programme général de préservation de nos ressources génétiques. Pour les races encore susceptibles d'avoir « un emploi normal », capable de rémunérer correctement l'éleveur, il propose « un plan d'encouragement » (subventions). Pour « les races sans emploi économique », Il pense qu'il faut envisager la création de véritables « réserves génétiques » (banques de sperme, troupeaux pépinières, parcs régionaux, villages musées... tenues par des « institutions présentant des garanties de durée » et financées par la collectivité (bien public).

Dans les faits, dans la mise en place des premiers programmes de sauvegarde pour le maintien, voire la relance d'une race, priorité est donnée aux élevages in situ. Rapidement un consensus général sur l'intérêt, la complémentarité et la synergie des deux méthodes (in situ et ex situ) est établi. C'est ainsi qu'est créé, en 1983, le Bureau des Ressources Génétiques, structure légère dont le rôle est de coordonner, encourager et élargir les travaux menés en France sur les ressources génétiques. Le BRG fusionnera, en 2008, avec la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB) sur la proposition du Grenelle de l'Environnement (2007). En 1999 est créée la Cryobanque nationale, sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) qui par cryoconservation de semences et d'embryons contribue à la sauvegarde des ressources génétiques dans les espèces d'animaux d'élevage.

L'intégration de nouveaux outils et nouvelles démarches dans l'approche de la relance des races à petits effectifs

Sont évoqués ici quelques points illustrant l'utilisation d'outils ou de démarches pouvant faciliter la relance d'une race : l'intégration d'une stratégie de recherche et développement (porc Gascon), la valorisation sous

signe de qualité (porc Gascon et porc Basque, Figure 2), la réponse à des appels d'offres français ou européens (BPN), l'utilisation d'outils collectifs originaux (projet VARAPE).



Figure 2. Verrat Gascon (à gauche, © IFIP-Institut du Porc) et porcs Basques (à droite, © Alain Ducos).

À la quatrième journée d'étude, Molénat *et al.* (1993), rapporte les résultats d'une expérimentation INRA comparant diverses races porcines, dont le Gascon, pour la qualité des jambons secs. L'utilisation de la race Gasconne dans les produits de croisements conduit à des « produits plus tendres, moins secs et plus fondants ». En 1993, le Ministère de la Recherche lance un appel d'offre sur le thème : « Agriculture Demain ». L'INRA, associé à la Chambre d'Agriculture de la Haute-Vienne et à un cabinet d'études, dépose un projet dont l'objectif est l'étude de l'intérêt du porc Gascon et du porc Limousin en croisement avec d'autres races. Le financement est assuré par le Ministère de l'Agriculture. L'ITP est désigné comme maître d'œuvre du projet.

Ce thème est repris lors de la cinquième journée d'étude par Audiot *et al.* (2005) à propos du porc Gascon et du porc Basque. Le Gascon, sauvé *in extremis* de l'extinction à partir de 2 verrats et 30 truies, bénéficie, en 1981, d'un programme de conservation mis en place par l'ITP. En 1989, le Conservatoire du Patrimoine Biologique Régional de Midi-Pyrénées (CPBR) apporte son soutien financier au programme. En 1996, l'Association des Livres Généalogiques collectifs des races locales de porcs (LIGERAL) obtient la reconnaissance officielle de la race. Entre 1995 et 2004, le nombre de truies quadruple, de 200 à 800. L'Association des Éleveurs de porcs Gascon des Hautes-Pyrénées devient le support d'une charcuterie haut de gamme dont le jambon sec « Noir de Bigorre », promu par l'entreprise « Salaisons Pyrénéennes », qui devient le produit phare, bénéficiant d'une

Certification de Conformité de Produit (CCP). En 2001, un dossier de demande de reconnaissance en AOC est présenté à l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO). L'AOC, suivie de l'AOP (Appellation d'Origine Protégée) décernée par l'Union européenne, est obtenue en 2015. Elle porte sur deux produits labellisés : le « Jambon Noir de Bigorre » et le « Porc Noir de Bigorre », et concerne 65 éleveurs produisant 8500 porcs par an.

Le porc Basque suit une voie parallèle et presque synchrone du porc Gascon, mais l'initiative vient là d'un salaisonier de la vallée des Aldudes. Cette initiative ayant entraîné l'adhésion d'un nombre croissant d'éleveurs, elle a été prolongée par une démarche collective et par l'obtention de l'AOC puis de l'AOP « Kintoa ». Par ailleurs, les deux races sont certifiées « Sentinelle du Goût » par *Slow-Food*, mouvement international dont l'objectif est de sensibiliser les citoyens à l'écogastronomie et à l'alterconsommation.

Dans les régions d'origine de ces deux races, à forte identité gastronomique et culturelle, traditionnellement productrices de jambons secs, des pionniers ont fait le choix de démarquer leurs produits sur le segment de la haute gastronomie, compensant les coûts de production élevés, résultant de performances de reproduction moyennes et d'une croissance lente, par une plus-value associant au produit une image de terroir, de proximité et de qualité. A noter que lors de la quatrième journée d'étude, Verrier et Bouffartigue (1993) avaient proposé une

analyse du rôle des AOC dans les dynamiques de maintien des races régionales, en s'appuyant sur l'exemple des Alpes du Nord, et que les différentes journées d'étude ont été l'occasion de rendre compte de ces dynamiques, mais aussi de la diversification des modalités de valorisation des races locales, qui ne se tournent pas vers les seuls AOC/AOP. Parmi les démarches collectives ayant soutenu les dynamiques de valorisation des races locales, il faut aussi citer le projet VARAPE (VALorisation des Races À Petits Effectifs), animé par l'Institut de l'Élevage (2012-2014), dont certaines productions sont rapportées lors de la journée d'étude de 2017. Les objectifs du projet étaient de proposer des outils d'accompagnement des projets collectifs de valorisation des races locales en circuits courts. Des méthodes combinant notamment enquêtes et analyses réflexives des démarches existantes, et séances de réflexion collective ont permis la construction d'une diversité d'outils aujourd'hui à disposition de collectifs ayant des projets.

Dans un tout autre domaine, sous l'égide de la Fédération des races de Bretagne, l'Union Bretonne Pie Noir, organisme de sélection (OS) de la race, coordonne, à partir de 2017, un projet européen sur le développement du Gwell®, produit laitier fermenté à partir d'un levain fermier et pour lequel, en 1993, il avait déjà été obtenu une marque auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI). Suite à un projet lancé par l'Union Européenne (DG *Agriculture and Rural Development*), intitulé « Action conservatoire sur les ressources génétiques animales et végétales » pour l'agriculture, quatre projets européens ont été retenus dont celui de l'Union BPN.

La Fédération des races de Bretagne a répondu à un autre appel d'offre de la région Bretagne pour « Une Agriculture Écologiquement Performante » (AEP), lancé annuellement de 2014 à 2018 à destination de groupes d'agriculteurs. L'objectif du projet présenté par la Fédération consistait à répondre à la question suivante : « Quels itinéraires techniques permettraient

d'optimiser la production de nos races locales ? ». De façon complémentaire à ce travail, un projet de recherche action financé par la fondation Carasso sous l'égide de la fondation de France a été conçu.

Différents groupes de travail réunissant des éleveurs, des chercheurs, des étudiants, et des experts se sont penchés sur des sujets divers selon des méthodologies de recherche-action inspirées de méthodes propres aux sciences sociales.

Au cours de l'ensemble de ces projets, ont par exemple été abordés :

- La constitution d'une bibliothèque participative *via* le web.
- Le repérage d'un ensemble de pratiques et de valeurs qui rapprochent les éleveurs de races locales mais qui les distinguent de leurs pairs en agriculture conventionnelle.
- La caractérisation des laits de vaches et de chèvres des races locales bretonnes sur un ensemble de critères analytiques pour bien comprendre les spécificités de chaque race et les comparer à celles des races dominantes.
- Même type de démarche sur les qualités gustatives de la viande.
- La gestion du pâturage en zone fermée ou sur des espaces naturels,
- La gestion des coûts de production et l'empreinte environnementale.

Pour l'ensemble de ces travaux, la Fédération des races de Bretagne a été lauréate du premier prix européen pour l'Innovation Rurale au travers de ses actions techniques réalisées depuis 2016 et notamment son projet AEP (Agriculture Écologiquement Performante). En conséquence, elle a été promue « Ambassadeur Européen de l'Innovation rurale » par le concours européen EURIC (*European Rural Innovation Contest*). Le projet de la Fédération a été sélectionné parmi 15 ambassadeurs sur plus de 200 projets présentés.

Des races en péril aux races en devenir

De la première journée d'étude (1974) à la dernière (2017), le changement de perspectives est frappant (Tableau 3). D'un souci marginal, ancré dans une posture de résistance, les races menacées, voire en danger d'extinction, sont devenues des supports de nouvelles logiques de développement.

Dès la fin des années 1960, des résistances se sont manifestées face au projet général de « modernisation » par la spécialisation, l'homogénéisation, et

l'intensification. À côté des éleveurs traditionnels, très minoritaires, en butte « aux sarcasmes » des éleveurs majoritaires et des organismes de vulgarisation, se dégage progressivement une minorité d'éleveurs militants, assez souvent jeunes, néo-ruraux, qui s'engagent dans le « sauvetage », en appui des éleveurs traditionnels souvent en situation passive mais qui ont eu le mérite d'avoir assuré la maintenance et la reproduction de la ressource.

Tableau 3. Évolution conjointe, au cours des six journées d'étude de la SEZ consacrées au « races en péril », de la sémantique, de la posture des éleveurs et des porteurs de projet et du contexte de la conservation de ces races. N.B. L'échelle de temps n'est pas linéaire.

Numéro de journée	1	2	3	4	5	6
Année	1974	1978	1983	1993	2003	2017
Qualificatifs attribués aux races à faibles effectifs	En péril	En péril	En péril	En péril	En péril	En devenir
	En voie d'extinction		En sauvegarde		Sauvées	
Posture des éleveurs et porteurs de projet	Résistance		Valorisation		Nouvelles opportunités	
	Soutien public					
	Légitimité acquise pour les éleveurs					
Contexte de la conservation	Appui des collectivités territoriales					
	Reconnaissance nationale et internationale					
	Conditions sociales et politiques favorables					

Trente ans après, lors de la cinquième journée d'étude, Flamant (2005) évoque « la restauration de « ruines génétiques » que constituaient des races décimées au bord de l'extinction définitive ». Il note en parallèle : « l'investissement important réalisé par la recherche publique ayant pour objet ces « petites races », au même titre que les grandes, à savoir : outils informatiques, programmes d'optimisation des accouplements, recherche de gènes rares, congélation de la semence, cryoconservation d'embryons, constitution d'une cryobanque nationale... ». Il y voit le signal d'une sortie de leur marginalité du point de vue technique et scientifique. Il pointe que « nombre de races menacées sont maintenant sauvées et certaines d'entre elles sont même en pleine expansion ». Plus loin, il « défend qu'il n'y a plus d'une part des exploitations « évoluées » et d'autre part des exploitations « en retard » ou « rétrogrades » : toutes méritent le qualificatif « moderne » [...] ne se référant plus à un modèle unique ». Cette évolution est également validée par le consommateur qui se réapproprie l'acte de consommation en faisant usage de son pouvoir d'achat pour protéger les valeurs et les causes qu'il défend. Il montre de l'intérêt pour les produits spécifiques de proximité (vente directe, en circuit court), achetés à des « éleveurs innovants qui, au-delà des considérations purement économiques, explorent des voies nouvelles pour l'exercice de leur métier et pour leur place dans la société ».

Le thème de la quatrième journée : « Valoriser pour conserver » s'est trouvé tout à fait pertinent et fructueux comme démontré lors de la cinquième journée. Elle a entraîné une métamorphose du mouvement et de l'image que l'on se faisait jusqu'alors des « races en péril », justifiant l'intitulé de la sixième journée : « Les races en péril devenir », qui a traité de la multifonctionnalité des races (Figure 3), des enjeux, possiblement synergiques mais aussi possiblement sources de tensions, entre les enjeux de la conservation des ressources génétiques et les enjeux liés à la valorisation de la biodiversité domestique.

Le changement de titre de la sixième journée d'étude souligne la réussite de la sauvegarde en France depuis un demi-siècle. Les effectifs de races locales ont doublé entre 1974 et 2005, même si elles restent minoritaires. Des facteurs encourageants sont à noter :

- Depuis les années 1970, quasiment aucune race n'a disparu (les derniers spécimens de la race bovine Meuzenc se sont éteints en 1975 et il semble que la race bovine Bleue de Bazougers ne subsiste qu'en cryobanque).
- Le groupe de races bovines à petits effectifs ($n = 15$) est le seul dont les races ont vu leurs effectifs progresser en 15 ans. Ces races représentaient 0,6 % de l'effectif total en 2010, contre 0,3 % en 2004.
- Certaines races ont connu un développement exemplaire, souvent conforté par un label.

L'implication technique et financière des collectivités territoriales (les Régions notamment) s'est amplifiée.



Figure 3. Un exemple de multifonctionnalité des races locales : brebis en écopâturage dans les vignes du domaine viticole Loimer, Langenlois (Autriche), © Francesco Palombi (décembre 2021).

Il subsiste néanmoins des difficultés et des points de fragilité :

- La disparité d'implication d'une Région à l'autre.
 - L'absence d'une politique nationale coordonnée.
- Mais est-ce un handicap ? Elle peut être vue comme

un atout favorisant les initiatives loco-régionales, comme illustré dans le projet VARAPE.

- Le turn-over des techniciens locaux impliqués.
- Les difficultés relationnelles entre l'échelon local et les instances nationales.

Conclusion

Force est de constater que la SEZ est très liée au mouvement en faveur des races à petits effectifs. Nombre de ses adhérents sont très impliqués dans cette dynamique et ont contribué aux communications des six journées d'étude rapportées ici, comme certains ont pu contribuer aux nombreuses actions de terrain. Elle a sensibilisé et fédéré des éleveurs, des chercheurs, des cadres de l'administration ou d'organismes techniques, et constitué un lieu culturel propice au partage d'expérience. Elle a accompagné un mouvement qu'elle a contribué à initier.

Bernard Denis, président pendant 23 ans de notre Société, introduisait la dernière journée d'étude (2017) par ces mots : « Quelle récompense, quelle fierté pour ceux qui sont encore là pour admirer le résultat ! Le fondateur de notre Société, M. Laurans, serait très fier

de voir comment son « enfant » a grandi et s'est épanoui ». Le bilan de 50 ans de sauvegarde et de relance de ces races aboutit à une réussite, au-delà des espérances de 1974. Les raisons de cette réussite tiennent, pour une bonne part, à la motivation d'éleveurs innovants de seconde génération, à l'appui administratif, technique et financier d'organismes publics et professionnels, des opportunités nouvelles saisies dans un contexte sociétal, économique et politique devenu porteur.

Alors, quel pourrait être le titre de la prochaine journée d'étude ? On peut espérer ou postuler qu'il sera encore plus encourageant. Dans son mot de conclusion de la journée de 2017, Etienne Verrier, Président depuis 2019, évoquait les « races qui gagnent ! ».

Références

- Audiot A., Bougler J., Danchin-Burge C., Lauvie A. (2005) Races domestiques en péril, 30 ans de sauvegarde : bilan rétrospectif français. *Ethnozootechnie* 76, 21-38.
- Bibé B., Vissac B. (1975) Gènes en péril : d'importants risques pour notre économie. *L'élevage bovin* (1975) 46-51.
- Bougler J. (1975) Conséquences générales de la disparition des races. *Ethnozootechnie* 1975-1, 33-38.
- Flament J.C. (2005) Regards sur les dynamiques de la biodiversité. *Ethnozootechnie* 76, 135-144.
- Molénat M., Luquet M., Giffard C. (1993) Une stratégie de recherche-développement pour le Porc Gascon. *Ethnozootechnie* 52, 43-54.
- Rochambeau H. (de), Chevalet C., Malafosse A. (1979) Le contrôle de la consanguinité dans les petites populations. *Bulletin Technique du Département de Génétique Animale de l'INRA*, 31.
- Verrier E., Rognon X., Rochambeau H. de, Laloë D. (2005) Les outils et méthodes de la génétique pour la caractérisation, le suivi et la gestion de la variabilité des populations animales. *Ethnozootechnie* 76, 67-82.
- Verrier E., Bouffartigue B. (1993) Les AOC, éléments de maintien des races régionales ? L'exemple des Alpes du Nord et réflexions sur d'autres situations. *Ethnozootechnie* 76, 33-42.
- Verrier E., Audiot A., Bertrand C., Chapuis H., Charvolin E., Danchin-Burge C., Danvy S., Gourdine J.L., Gaultier P., Guémené D., Laloë D., Lenoir H., Leroy G., Naves M., Patin S., Sabbagh M. (2015) Assessing the risk status of livestock breeds: a multi-indicator method applied to 178 French local breeds belonging to 10 species. *Animal Genetic Resources* 57, 105-118.
- Vissac B. (1978) Introduction à la deuxième journée d'étude sur les races en péril. *Ethnozootechnie* 22, 1-3.



Coq et poules de race Gasconne, © Éric Rousseaux (mai 2018). Les races « anciennes » de poule, qualifiées ainsi car existant déjà à l'époque où l'organisation pyramidale de la sélection avicole a été mise en place (au milieu du XXe siècle), ont été préservées par des éleveurs « amateurs », qui se qualifient eux-mêmes ainsi. Plusieurs de ces races, comme la Gasconne, font aujourd'hui l'objet de démarches de valorisation économique *via* leurs produits, avec ou sans signe officiel de qualité ou d'origine.

L'œuvre et l'héritage de Laurent Avon

Pierre-Louis GASTINEL ⁽¹⁾, Coralie DANCHIN-BURGE ⁽²⁾,
Bernard DENIS ⁽³⁾, Étienne VERRIER ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ 9 square Paul Cézanne, 49070 Beaucouze. Contact : pierre-louis.gastinel@laposte.net

⁽²⁾ Institut de l'Élevage, 149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12

⁽³⁾ 5 avenue Foch, 54200 Toul

⁽⁴⁾ Université Paris-Saclay, AgroParisTech, Inrae, UMR GABI, 22 place de l'Agronomie, 91120 Palaiseau

Résumé : Cet article retrace l'itinéraire personnel de Laurent Avon (1950-2022), sa carrière professionnelle au service de la préservation des races bovines à faibles effectifs ainsi que son activité au sein de la Société d'Ethnozootéchnie. Il met en relief quelques traits originaux de cette personnalité atypique et attachante à la fois.

Mots-clés : *racés menacées, préservation, organisation.*

The work and legacy of Laurent Avon. Summary: This paper describes the personal itinerary of Laurent Avon (1950-2022), his professional career devoted to the preservation of endangered cattle breeds and his activity within the *Société d'Ethnozootéchnie*. It highlights some original features of this atypical and endearing personality.

Keywords: *endangered breeds, preservation, organization.*

Introduction

Pour longtemps encore, le nom de Laurent Avon (1950-2022) (Figure 1) restera attaché à la préservation de la biodiversité animale domestique. Personnalité atypique, qui a su tisser de multiples liens dans le monde de l'élevage, Laurent Avon a consacré l'essentiel de sa carrière professionnelle (au sein de l'ITEB devenu Institut de l'Élevage) à la sauvegarde des races bovines à faibles effectifs. Il y a déployé une énergie hors du commun et a fait preuve en toute circonstance d'une conviction de nature à « déplacer les montagnes », ce qui était assurément nécessaire à l'époque où il s'est engagé dans ce « combat ». Cet article vise tout d'abord à rendre hommage à l'œuvre de Laurent Avon (le mot n'est pas trop fort), qui lui est aujourd'hui largement reconnue. Nous souhaitons également rendre compte de l'action de Laurent au sein de la Société d'Ethnozootéchnie, dont il était membre de longue date, où il se sentait bien et aux activités de laquelle il a contribué. Nous commencerons par présenter quelques éléments de son parcours personnel, dans lesquels on pourra déceler quelques racines de la passion pour l'élevage et les races locales qui a animé son action et ses nombreux engagements. Quelques témoignages rédigés pour la circonstance sont inclus au sein de cet article.



Figure 1. Laurent Avon lors d'une visite d'élevage en août 2009 (auteur inconnu).

Un parcours original

Le Vercors et le Valais à la naissance d'une vocation

Le texte de cette sous-section comprend plusieurs extraits, placés entre guillemets, de la plaquette que les frères et sœurs de Laurent ont publiée à l'occasion de ses obsèques, le 21 mai 2022, à Tournon-sur-Rhône (Ardèche), ainsi que d'autres témoignages de leur part.

Deuxième enfant d'une famille de six, originaire de l'Ardèche, Laurent est né et a passé une partie de son enfance dans la région de Dunkerque. « A 7-8 ans, Laurent qui ne supporte pas bien le climat du Nord va en Maison d'enfants à Autrans, dans le Vercors. On est en 1957. La Maison d'enfants se fournit en lait frais à la ferme d'à côté. Les vaches dans l'étable sont toutes de la même couleur : unie, « marron clair ». Une dizaine d'années après, Laurent retourne à Autrans. Rien n'a changé sauf les vaches ! Elles ne sont plus les mêmes. Il réalise que les belles vaches du Vercors qu'il a connues sont en train de disparaître. Personne ne s'en aperçoit alors. Lui en prend conscience. Il trouve ça inacceptable ! »

Après le baccalauréat, Laurent entreprend des études, à Aix-en-Provence, simultanément à la Faculté de droit et à l'Institut de Sciences Politiques, et il obtient ses deux licences. Durant cette période, « il avait déjà en tête de se faire embaucher dans un alpage en Suisse et voulait apprendre à traire correctement les vaches. Laurent se présente alors à une ferme voisine de la Faculté et, pendant plusieurs mois, il va traire les vaches plusieurs fois par semaine. »

Son intérêt pour l'élevage le conduit à préparer par correspondance, en parallèle de sa troisième année de Fac, un Brevet de Technicien Agricole (BTA) afin de pouvoir intégrer le CEZ de Rambouillet et y préparer un BTS Productions animales. La place qu'il voulait trouver à la sauvegarde des races minoritaires dans cet enseignement provoque, à cette époque, des conflits avec le corps enseignant qui n'accepte pas de valider son mémoire sur la conservation de la race bovine Vosgienne. Ce n'était sans doute pas assez sérieux... Il ne valide donc pas son BTS. L'année suivante, il obtient sa Maîtrise de Droit à Paris II.

Après avoir fait les foins en été, dans une ferme entre Chamonix et Martigny, il découvre le Val de Bagnes, dans le canton du Valais, en Suisse (Figure 2). « Pendant 13 ans, il se fait embaucher les quatre mois d'été comme berger d'alpage. Il finira maître berger. L'alpage le plus haut, tout au fond de la vallée, monte à plus de 2 000 m d'altitude sous le Grand Combin. Les trois bergers se lèvent à 3 h du matin pour traire 20 vaches chacun dehors à la main. Ils déménagent avec une mule de cabane en cabane. Le fromage est fait sur place ».

« Pour se payer un voyage en Amérique, il travaille tout un hiver dans un restaurant d'altitude à la station de Verbier (Valais, Suisse). Il part en routard, sac à dos, plusieurs mois, du Pérou au Canada. »

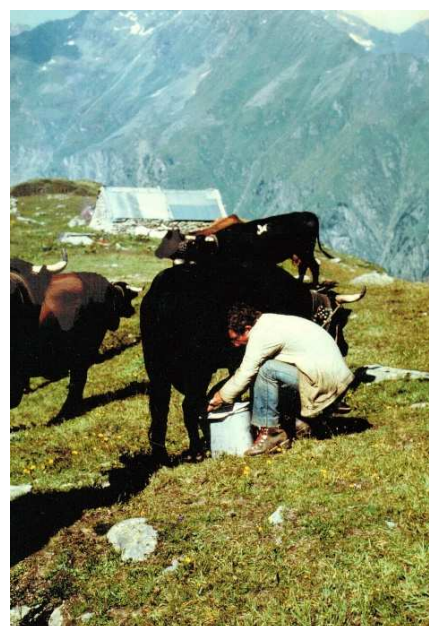


Figure 2. Aspects de la vie en alpage dans le Val de Bagnes (canton du Valais, Suisse). À gauche, Laurent Avon se tenant debout devant la porte du chalet d'alpage de Mille (été 1976). À droite, Laurent Avon trayant une vache Hérens à l'alpage de Sery (été 1983 ou 1984). Collection Laurent Avon, auteurs inconnus.

Une rencontre décisive

C'est en 1976 que sa rencontre avec Jean-Maurice Duplan, enseignant-chercheur à l'INA Paris-Grignon et chef de la section amélioration génétique de l'ITEB, va lui ouvrir de nouveaux champs d'action. Jean-Maurice Duplan nous a raconté : « Un jour Philippe Lherminier qui organisait nos tournées de prises de sang pour la vérification des parentés bovines me dit : « j'ai découvert un type curieux : il s'appelle Laurent Avon ; il est passionné de zootechnie et surtout par les races menacées de disparition ». Alors j'ai rencontré le personnage, une sorte de hippie en jean. « Je vous préviens tout de suite – me dit-il –, l'été, je fais du gardiennage d'alpages en Suisse, avec des vaches d'Hérens ». Ah bon, ça vous prend combien de temps ? 3-4 mois. Et le reste du temps ? Je suis disponible ». Le Ministère, sur proposition de Jean-Maurice Duplan, venait justement de décider de réserver 0,5% des crédits génétiques à la conservation. C'est ainsi que Laurent Avon signe un premier contrat de quelques mois à l'ITEB pour commencer un

recensement des dernières vaches Villard-de-Lans qui existeraient encore.

Pendant plusieurs années, Laurent Avon a donc été un « saisonnier », travaillant l'hiver à l'ITEB et l'été dans les alpages suisses. C'est en 1985 qu'il est embauché à plein temps à l'ITEB pour ce travail de sauvegarde des races menacées de disparition. Il consacrera une énergie considérable à cette tâche, sans jamais compter son temps, à tel point que certains ont pu évoquer « une passion exclusive ». Ceux qui connaissaient bien Laurent savaient néanmoins qu'il avait des centres d'intérêt beaucoup plus diversifiés. S'il en est besoin, son frère Christophe nous détrompe : « L'histoire, la géographie, l'économie et la philosophie l'intéressent aussi. Il a lu tout le Seigneur des Anneaux mais aussi Nietzsche, Spinoza, de Tocqueville... Sur ses derniers jours, malgré les difficultés de lecture liées à son AVC depuis 2012, il s'était lancé dans la lecture d'un livre de 800 pages sur Talleyrand. »

La conservation des races bovines à très petits effectifs

Un champ d'action vaste mais bien délimité

Au début des années 1970, la spécialisation de l'élevage est en marche et de nombreuses races locales voient leurs effectifs décliner (voir par exemple l'article de Quéméré *et al.* dans le présent numéro).

Parmi les races bovines à petits effectifs, c'est-à-dire en dessous de 10 000 vaches reproductrices, on peut distinguer quatre cas de figure :

- Des races souvent très localisées, qui n'ont jamais eu de très forts effectifs. C'est le cas de la Villard-de-Lans, la Froment du Léon, la Casta, la Lourdaise et la Bleue du Nord. Ces races n'avaient pas l'accès à l'insémination artificielle, puisqu'elles n'étaient pas reconnues. Plus tard, s'est ajoutée la Saosnoise, qui a été reconnue en 2000.
- Des races reconnues, gérées par des associations d'éleveurs, et dont un noyau était soumis au contrôle des performances (laitier ou croissance), qui n'ont cependant pas été assez compétitives. C'est le cas de la Flamande, la Parthenaise et la Bretonne Pie Noir (BPN).
- Des races à effectifs assez importants dans les années 1940, mais qui ont vu leur cheptel diminuer rapidement. A la différence du groupe précédent, ces races ont peu utilisé les outils des contrôles. C'est le cas essentiellement de la Ferrandaise, l'Armoricaine, la Vosgienne, la Bazadaise, et les deux rameaux de la race Gasconne (à muqueuses noires, d'une part, et

aréolée, d'autre part, appelée Mirandaise aujourd'hui).

- Enfin, des rameaux à aptitudes mixtes de races qui se sont spécialisées. La spécialisation a en effet permis à ces races de conserver des effectifs importants, voire de les augmenter, mais cela a été au prix d'une perte du type originel. On trouve dans ce cas : la Maraîchine et la Nantaise, rameaux de la Parthenaise (ou d'un groupe Poitevin plus large) ; la Béarnaise, ancienne Blonde des Pyrénées dont une partie s'est délayée dans la Blonde d'Aquitaine ; les rameaux laitiers de la Maine-Anjou, la Salers et l'Aubrac.

Le travail de Laurent Avon va se focaliser sur les races dites « en conservation » à l'époque, ou à très petits effectifs (TPE), c'est-à-dire inférieur à 1 000 vaches (Figure 3). Ces races sont l'Armoricaine, la Froment du Léon, la Maraîchine, la Nantaise, l'Aure-et-Saint-Girons (devenue Casta), la Béarnaise, la Lourdaise, la Gasconne aréolée (devenue la Mirandaise), la Villard-de-Lans et la Ferrandaise, puis la Saosnoise et la Canadienne. Pour la BPN et la Flamande, bien que TPE dans les années 1970, des structures spécifiques s'occuperont de leur gestion, avec des échanges – parfois conflictuels – avec Laurent (voir la section suivante).



Figure 3. Reproducteurs de quelques races bovines dont Laurent Avon a organisé le programme de conservation. a) En haut à gauche, Ondine, vache Villard-de-Lans. b) En haut à droite, Odile, vache Béarnaise. c) En bas à gauche, Fric, taureau Casta. d) En bas à droite, Mouchette, vache Ferrandaise achetée par Laurent, et son fils Ubu, futur taureau d'IA, dans un pré de la maison familiale. a), b) et c) : photos non datées (fin des années 1970 ou début des années 1980 ?) prises par Laurent Avon. d) Photo prise en 1983 par André Avon, père de Laurent.

Quelques principes simples à la base de l'action

Du point de vue de Laurent, la question des choix de conservation était d'emblée résolue : « Toute race à faibles effectifs, à partir du moment où elle existe, est considérée comme étant une race à conserver ». Dès le départ, il s'est refusé à évaluer les races pour vérifier si chacune est bien originale, et ce pour plusieurs raisons :

- Face à l'urgence de la situation, toute action qui retarderait la mise en application immédiate de la procédure de conservation était non fondée.
- La caractérisation rapide des populations n'aurait pu se faire que sur des points connus, donc similaires à ceux des « grandes » races. Mais cette comparaison est finalement de peu d'intérêt : la disparition de certaines races a bien eu lieu parce qu'elles sont justement inférieures sur ces points-là.
- La caractérisation biométrique et génétique des points originaux des races à TPE ne peut donner que des résultats partiels justement parce que leurs effectifs sont trop limités.
- Cette caractérisation est très coûteuse et en temps de travail et financièrement. Or elle devrait se faire pour des races qui sont peu rentables, et ont peu de chance de le devenir à court terme. La collectivité ou des

entreprises privées pouvaient difficilement justifier de tels frais.

- Enfin les critères de choix d'une race comme étant "intéressante" ou non ont toutes les chances d'être très subjectifs.

Lorsque Laurent démarre son travail, les races à TPE partageaient certaines caractéristiques, à commencer par la rareté des mâles reproducteurs (le cas extrême est celui de la race Lourdaise où un seul taureau a été retrouvé). Ces races n'avaient généralement pas eu droit d'accéder à l'insémination, et les éleveurs n'entretenaient plus de taureaux de race pure, ou bien pour des périodes excédant rarement deux ans. En conséquence, les troupeaux comportaient une proportion importante d'animaux croisés, la pratique du croisement étant parfois continue depuis plus de 20 ans. On pouvait également retrouver, dans des élevages reculés parfois en dehors du berceau, des vaches extrêmement âgées, très typées et généralement de généalogie incomplète.

Ainsi, l'objectif originel des programmes de conservation était de sauvegarder toute la « génétique relique » de toutes ces races à TPE. La notion de race

a été parfois élargie, et des animaux croisés ont pu être inventoriés, en particulier pour les races présentant le plus grand état de danger. La conservation des races était conçue uniquement chez des éleveurs, c'est-à-dire *in situ*. L'insémination artificielle, très bien maîtrisée dans l'espèce bovine, était alors le moyen le plus efficace d'assurer la reproduction en race pure

tout en tentant de minimiser l'élévation de la consanguinité (inévitabile au sein d'une population à faibles effectifs). Ainsi, Laurent a prôné immédiatement la collecte et la congélation de la semence pour une utilisation à court et à long terme, mais il voyait toujours l'insémination dans un usage dynamique, à l'appui de la gestion de terrain.

Le contact sur le terrain avec les éleveurs : le garant de la pérennité des programmes

Concrètement, pour chaque race, Laurent Avon conduisait en parallèle un programme « femelle » et un programme « mâle ». Le programme « femelle » consistait en un inventaire annuel de tous les animaux de la race et un établissement d'une généalogie aussi précise que possible, au moins pour les animaux nés dans l'année. Dans certaines situations d'urgence, Laurent a acheté lui-même des vaches promises à l'abattoir, qu'il plaçait ensuite chez des éleveurs pour leur faire encore avoir un voir plusieurs veaux (Figure 3.d). L'inventaire paraissait sous la forme d'un compte rendu annuel distribué à tous les éleveurs.

volet « femelle » avait moins d'impact que le volet « mâle » (voir plus loin), ce travail de terrain était fondamental pour la durabilité de la race et du collectif d'éleveurs impliqués. Seule cette présence sur le terrain et les échanges à intervalles réguliers avec les éleveurs pouvaient leur montrer qu'ils étaient pris en considération et que leur travail quotidien avait une valeur inestimable au-delà de leur propre élevage.

Ce travail essentiel pour la gestion raciale s'appuyait sur un travail de terrain, qui occupait la majeure partie du temps de Laurent. Si, sur le strict plan génétique, ce

Pour ne citer qu'un exemple, l'hommage rendu lors des obsèques de Laurent par les éleveurs de la race Ferrandaise, au travers d'un texte lu lors de la cérémonie (Encadré 1) et par l'accompagnement du convoi au son des cloches de vaches, constitue un émouvant témoignage de la reconnaissance que les éleveurs ont de son action.

Encadré 1. Hommage de l'Association La Ferrandaise. Texte lu lors des obsèques de Laurent Avon par son amie Véronique Blot et publié sur le site de l'association (<http://www.associationlaferrandaise.com>).

Nous venons d'apprendre le décès, il y a quelques jours, de Laurent Avon, et c'est le cœur lourd mais rempli de gratitude que nous souhaitons lui rendre hommage. Ancien technicien à l'Institut de l'Élevage, et alors qu'une formation initiale en droit ne le laissait pas présager, Laurent a œuvré et passé sa vie au service des races bovines locales qui ont bien failli disparaître. Du Vercors à la Bretagne, des Pyrénées à la Lorraine en passant bien sûr par l'Auvergne, il a tout fait pour que ces races ne soient pas seulement dans des livres d'histoire, mais bien dans nos campagnes, au service d'une agriculture paysanne.

dans leur ensemble ne devait être associée qu'à un seul nom, c'est bien à celui de Laurent.

Sa passion et son engagement l'ont parfois conduit, pour sauver un troupeau, à acheter lui-même des animaux, en attendant de trouver des éleveurs pour les reprendre. Et sa disparition elle-même est intervenue alors qu'il était en chemin pour rendre visite à un éleveur de vaches Villard-de-Lans.

Tous, éleveurs comme animaux de ces races, nous lui devons beaucoup. Mais au-delà, c'est bien l'ensemble du monde de l'élevage, qui même s'il n'en a pas toujours conscience, lui est et sera redevable. Que ce soit pour des questions de biodiversité domestique, que ce soit pour permettre une meilleure autonomie des systèmes d'élevage grâce à la rusticité des animaux, c'est bien ce travail de sauvegarde, mené par Laurent avec les éleveurs qui le permet ou le permettra.

Si la race Ferrandaise compte aujourd'hui près de 3 600 femelles, ce n'est pas le fruit du hasard, c'est bien grâce au travail de passionnés, qui n'ont rien lâché et qui se sont serrés les coudes pour la faire renaître. Pour chacune de nos races, quelques figures d'éleveurs dominent dans l'histoire de leur sauvegarde, mais si la sauvegarde des races locales

Avec son décès, le vieil adage africain disant « qu'avec la disparition d'un ancien, c'est toute une bibliothèque qui brûle » prend par ailleurs tout son sens. Laurent était en effet un puits de connaissance, sur nos races, leurs histoires respectives, et jusqu'aux lignées des animaux, mais au-delà, également sur les races bovines de toute l'Europe.

Au revoir Laurent. Te dire merci semble bien dérisoire. Nous ne t'oublierons pas. Et nous ferons en sorte que les nouveaux éleveurs apprennent qui tu étais, et ce que nous te devons tous.

La gestion des taureaux d'insémination au cœur de la gestion génétique des races

La constitution d'un stock de semence de race pure, et le développement de l'usage de l'insémination dans les élevages étaient à la base du programme « mâle ». Laurent a, dès le début, souhaité contrôler complètement la gestion des taureaux d'insémination car l'accroissement de la consanguinité dépend principalement du sexe qui est en plus petit nombre, soit les mâles pour les races à TPE.

Lors du lancement des programmes, il a été décidé que tous les taureaux encore présents dans les élevages étaient susceptibles d'être récoltés, même ceux qui étaient relativement apparentés entre eux. Ces taureaux allaient être les fondateurs des lignées mâles. Au cours du programme, si un taureau était retrouvé avec des lignées inédites, il était aussi collecté. Un premier aspect pratique de cette récolte était de permettre aux éleveurs d'accéder enfin facilement à la reproduction en race pure. Le second impact était la réalisation d'accouplements raisonnés avec des mères à taureaux repérés dans les élevages et dont les fils pourraient être récoltés et à leur tour et utilisés par les éleveurs.

Le choix des mères à taureaux par Laurent était guidé par quatre critères : (i) la « pureté » raciale, (ii) l'originalité génétique, (iii) la conformité au type traditionnel et (iv) les aptitudes de reproduction. Les vaches choisies étaient généralement de vieilles vaches car, aux yeux de Laurent, elles étaient les plus susceptibles de réunir toutes ces conditions.

Laurent essayait systématiquement de faire prélever au moins 3 000 doses par taureau. Ce chiffre élevé par rapport au « marché » des races à TPE a été retenu pour trois principales raisons :

- Des raisons liées à la vision génétique qu'avait Laurent : il voulait allonger artificiellement l'intervalle entre générations, afin de ralentir l'accroissement annuel de la consanguinité – cette vision est encore débattue aujourd'hui entre scientifiques ;

- Pour des raisons pratiques : en renouvelant lentement les taureaux, on peut attendre d'avoir de bonnes mères, les petits effectifs limitant la possibilité d'avoir beaucoup d'animaux d'exception à un instant donné. Ensuite le prélèvement d'un taureau étant coûteux (environ 3 000 €), il était nécessaire d'amortir les coûts par un stock minimal.

- Pour des raisons de sécurité : Laurent se basait sur la démonstration « classique » qui montre qu'avec environ 25 taureaux représentant au moins 8 lignées, et un nombre supérieur à 2000 doses par taureau, il était possible de reconstituer un cheptel relativement peu consanguin.

Au départ les taureaux obtenus par les premiers accouplements étaient mis en « réserve génétique », et supposés remplacer leur père au bout d'un laps de temps assez long (cf. intervalles de générations longs...). Laurent considérait que les nouveaux taureaux avaient des origines plus sûres et plus variées que leur père, et comme leur mère avait été choisie, étaient probablement meilleurs. Puis, la pratique a évolué et on a utilisé ces taureaux immédiatement, tout en laissant leur père en service. Les taureaux que l'on retrouve actuellement « en réserve » sont généralement des fondateurs, dont le stock de semence est limité. Les paillettes restantes étaient parfois utilisées pour de très bonnes mères à taureaux.

Grâce à Laurent, l'ensemble des races locales à TPE suivies par l'ITEB à l'époque bénéficient maintenant d'un stock important et diversifié de doses, conservées par les coopératives d'insémination, à leur frais. En revanche très peu de stocks ont été transférés dans la Cryobanque nationale, Laurent s'étant toujours opposé à ce dispositif, dont il désapprouvait de la gouvernance collective.

Une fois les taureaux disposant d'un stock de semence, Laurent s'est toujours refusé à formuler des règles collectives d'accouplements pour le renouvellement des vaches au sein des élevages, comme en il en existe par exemple pour la gestion de la race BPN. Il considérait que la liberté laissée aux éleveurs permettait de conserver une grande souplesse aux programmes : à partir du moment où les éleveurs détenaient des vaches et les faisaient se reproduire en race pure, via l'insémination, l'essentiel était fait. L'envoi annuel d'un inventaire aux éleveurs, avec une codification de l'ascendance mâle pour chaque animal, permettait d'éviter d'utiliser les mêmes lignées mâles sur les mêmes lignées femelles. À court terme, on évitait une consanguinité rapprochée, et à long terme, Laurent espérait une utilisation raisonnée de toutes les lignées mâles. En effet si par effet de mode (« ce taureau donne de meilleurs veaux que les autres »), un taureau était surutilisé par les éleveurs, la fréquence de ses descendants obligeait les éleveurs à diversifier leurs origines et donc à utiliser les autres taureaux. Néanmoins, la tournée annuelle dans les élevages lui permettait aussi de conseiller les éleveurs pour un accouplement, s'ils le souhaitaient.

La vision de Laurent a été une vision de conservation uniquement. Il envisageait de ne plus collecter de taureaux si toute la génétique relique existe chez les taureaux d'IA et si les stocks de semence étaient suffisamment importants. Pour lui remplacer un taureau signifiait aussi perdre la moitié de la génétique.

Enfin il considérait qu'avec la faiblesse des effectifs présents, il était impossible de tester les taureaux sur descendance de façon fiable. Les critères de sélection choisis n'étaient pas forcément les plus intéressants : cela aurait été pour des critères facilement hérissables, donc ne présentant pas un grand intérêt dans sa vision du programme qui visait à sauvegarder tous les

caractères d'une race. Ensuite il rappelait qu'une particularité commune à beaucoup de ces races était leur multiplicité d'utilisation : on trouve fréquemment des troupeaux uniquement allaitants et uniquement laitiers au sein d'une même race. Les objectifs de sélection sont donc très différents suivant les éleveurs d'une même race.

Les réseaux de Laurent Avon et ses relations avec les institutions

Les relations avec les organismes d'élevage et les réseaux en France

Dans les années 1970-1980, le domaine dans lequel Laurent Avon s'est investi était quasi vierge. Dans l'espèce bovine, seule la race Bretonne Pie Noir avait initié un inventaire et un plan de relance sous la houlette de Pierre Quéméré et autour d'un groupe d'éleveurs motivés.

Ailleurs, Laurent Avon apparaît souvent comme le premier technicien (venant de Paris, qui plus est !) qui s'intéresse à ces « derniers des Mohicans ». Il a créé des liens étroits avec ces éleveurs souvent isolés. Il a également découvert peu à peu des oreilles attentives, ici auprès d'un agent de Chambre d'Agriculture ou

d'un directeur d'EDE (Encadré 2), là d'un chef de centre de collecte de semence de taureaux, ailleurs de l'agent d'un Parc régional. Il a ainsi constitué un réseau de bonnes volontés qui l'ont appuyé dans son action, lui ont apporté des informations, ont accepté de réaliser la collecte de quelques centaines de doses de semences, même s'il n'y a pas de financement spécifique pour cela. Ces relations interpersonnelles qu'il a établies grâce à sa force de conviction sont la clé du démarrage de beaucoup des programmes de sauvegarde de ces races.

Encadré 2. Hommage de René Issele, ancien Directeur de l'Établissement Départemental de l'Élevage du Haut Rhin et de l'Organisme de Sélection de la Race Vosgienne.

Je garde de Laurent le souvenir d'un homme engagé au service des éleveurs de races à petits effectifs avec une foi chevillée au corps. Toujours de bon conseil pour nous aider à bâtir le plan de sauvegarde de la race

vosgienne qui, au fil des années, connaît une magnifique réussite. Merci Laurent pour les services rendus ! Paix à ton âme.



Vache Vosgienne sur les chaumes du Col du Petit Ballon (Haut-Rhin), © Étienne Verrier (septembre 2022).

Avec les organisations ou les institutions, les relations n'ont pas toutes été faciles. À l'évidence, c'est avec les organismes gestionnaires des races Gasconne et Rouge Flamande que les controverses ont été les plus vives ! La race Gasconne possédait deux sections gérées dans le même livre, une pour les animaux à muqueuses noires (actuelle Gasconne) et une pour les animaux aréolés, aux effectifs en forte régression. Afin d'éviter l'absorption du rameau aréolé par celui à muqueuses noires, Laurent a milité avec constance pour la séparation des deux livres, avec l'appui du Lycée agricole de Mirande, et il a finalement obtenu du Ministère de l'Agriculture, après un avis favorable de la CNAG, la création d'un code race spécifique pour la Gasconne aréolée, qui sera dénommée Mirandaise ultérieurement et sera alors gérée au sein du livre des races locales à très petit effectif. Les dirigeants de l'Organisme de Sélection de la race Gasconne qualifient encore aujourd'hui cette histoire « d'épisode peu glorieux ». La race Rouge Flamande, quant à elle, en forte régression depuis la seconde guerre mondiale avait « bénéficié » d'infusion de la race Rouge Danoise, pour accroître son potentiel laitier. Laurent a déployé d'immenses efforts pour identifier, individualiser et sauvegarder un noyau de Flamandes originelles, sans infusion de gènes Danois. Ces efforts furent très mal perçus par les dirigeants de l'association de race qui ne souhaitaient pas segmenter la population de leur livre, ni diviser le noyau des éleveurs adhérents en deux sous-groupes, et Laurent perdit même dans cette controverse l'appui du Centre Régional des Ressources Génétiques (CRRG) Nord-Pas de Calais.

La sauvegarde des races à faibles effectifs par Laurent Avon n'a donc pas toujours été un long fleuve tranquille. Il est parfois arrivé que sa hiérarchie à l'Institut de l'Élevage ait dû tempérer quelques courriers incendiaires adressés à certains organismes ou autorités de tutelle... Mais les témoignages reçus

après sa disparition illustrent la complexité du personnage, ainsi que le lien très spécifique qu'il avait su créer avec les éleveurs de ces races.

Au fil des années, la conscience de la nécessité d'une sauvegarde de races s'est répandue dans l'administration (Ministère de l'Agriculture), dans les organismes de recherche (INRA) ou de pilotage de la recherche (BRG), et dans les organisations professionnelles, chacun de ces acteurs ayant son angle de vue et ses priorités. Alors que la globalité de la diversité génétique de ces races n'était pas encore sauvegardée (urgence de collecter un certain nombre de taureaux peu apparentés), Laurent Avon considérait qu'il n'était pas justifié de se disperser sur de multiples projets. Ainsi le projet de Cryobanque Nationale, porté par l'INRA, le BRG, le Ministère de l'Agriculture et les structures nationales de l'élevage n'obtint pas son soutien : les relations de confiance qu'il a établies avec diverses coopératives d'insémination suffisaient, pour lui, à mettre ces stocks de semence à l'abri. « Mais pour combien de temps ? » diront les porteurs du projet. Plus de 20 ans après sa création, la Cryobanque Nationale a trouvé et prouvé toute sa légitimité, mais, au-delà de l'opposition que Laurent Avon a pu manifester au début de ce projet, il faut admettre que la collection actuelle de semences bovines dans la cryobanque doit beaucoup au travail en amont qu'il avait réalisé depuis les années 1970.

Les missions de Laurent à l'Institut de l'Élevage concernaient l'espèce bovine, ce qui ne l'a pas empêché de s'intéresser à la biodiversité domestique animale dans une gamme variée d'espèces et d'initier les actions de conservation de certaines races caprines (Encadré 3). D'une manière plus générale, il était curieux de tout ce qui touche à l'élevage et aux liens singuliers entre les éleveurs et leurs animaux. À ce titre, il fut de longue date un adhérent de la Société d'Ethnozootechnie (voir plus loin).

Encadré 3. Hommage de Jean-Luc Maillard, Conservateur en chef et Directeur de l'Ecomusée de la Bintinais (Ille-et-Vilaine) jusqu'en 2022.

Un message ému et infiniment reconnaissant pour le chemin parcouru grâce à toi, Laurent... Une somme de moments riches et sensibles qui ont orienté profondément la création du parc agropastoral de l'Ecomusée de La Bintinais. Avec lui le patrimoine a pris une dimension insoupçonnée dans ce début des années 1990, avec cet ancrage profond dans l'histoire des races et des élevages de nos territoires.

Bien plus qu'un technicien, Laurent fut l'inspirateur de conseils, puis d'actions, de programmes qui font date dans notre réalisation institutionnelle. Au détour de

réunions improvisées dans une « réserve » du Salon, ou encore de visites dans l'étable, les projets ont pris corps. Avec lui, le monde de la domestication s'est révélé sous sa forme vivante, sensible et aussi savante...

Il y eut bien sûr les bovins mais le livre des connaissances et intuitions s'est aussi ouvert à la chèvre des Fossés, aux ovins et aux volailles... Un bestiaire bien réel que tes envois de photos et de textes historiques sont venus enrichir si souvent.

Encadré 3 (suite)

Difficile de tourner cette page pour moi, tant ces années 1990 et 2000 furent fondatrices, riches et luxuriantes de vies animales et humaines. Alors, un énorme merci à toi Laurent pour ce travail colossal à l'échelle nationale et ce que l'on te doit aux quatre coins de l'hexagone, au gré des collines, des montagnes et des bocages... Nous allons ouvrir en fin

d'année une grande exposition consacrée aux races de Bretagne et à leur histoire. Elle te sera dédiée avec le respect et l'amitié qui se doivent, promis !

Merci à toi Laurent pour ce long et beau chemin... Avec toute notre reconnaissance et notre amitié indéfectible.

Les réseaux internationaux

Les réseaux de Laurent Avon ne se sont pas limités aux régions françaises d'élevage et il était bien connu de divers organismes impliqués dans la conservation des races dans de nombreux pays européens, tel que le *Centro de Recursos Zootenéticos de Galicia*, en Espagne. Son expérience en alpage avec la race d'Hérens lui a permis d'établir des liens en Suisse et en Italie. Il a participé à la création et aux différents congrès et colloques des organisations telles que SAVE (*Safeguard for Agricultural Varieties in Europe*) dont le siège est en Suisse, et de *Pro specie rara* également en Suisse. Il a été en contact régulier avec la GEH (société allemande pour la protection des races domestiques anciennes et menacées).

Il fut un membre actif de *SlowFood* (Italie), *Rare Breeds Survival Trust* (Royaume Uni) et *Rare Breeds International* (RBI) dont il fera partie du comité scientifique jusqu'à son décès. En 1989, avec le quatrième auteur de cet article, il a constitué la « délégation » française au premier colloque de RBI, à Coventry, durant lequel nous avons eu le privilège d'écouter un discours du Prince de Galles en personne, connu aujourd'hui sous le nom de Charles III. Le Professeur Marcel Matiuti, de l'Université de Timisoara (Roumanie) l'a toujours considéré comme « un très proche collaborateur » de l'association *Transilvanian Rare Breeds* (Encadré 4).

Encadré 4. Hommage du Dr. Matiuti Marcel et du Prof. Matiuti Carmen, Université de Timisoara (Roumanie) et *Association Transilvanian Rare Breeds*.

La disparition inattendue de notre ami et collaborateur, l'ingénieur Laurent Avon, nous a apporté beaucoup de tristesse et les mots ne peuvent exprimer la douleur dans nos âmes. Nous avons rencontré Laurent en 2009 à Ghent, en Belgique, à la Conférence Annuelle de la *Save Foundation*. Il a participé à la Conférence Annuelle de l'Association DAGENE en 2010 à Brazi (Râul cu Mori) Roumanie, à l'occasion de laquelle nous avons appris beaucoup d'informations spécialisées pour nos étudiants et nos travaux. Il a été un proche collaborateur de l'Association *Transilvanian Rare Breeds* (Timisoara), faisant partie du comité scientifique des revues *Journal d'Ethnozootehnie de Roumanie* et *Animal Biodiversity from the Carpatho-Danubian space* qui sont publiées à Timisoara (Roumanie). Dans ces deux publications appartenant à l'association, il a publié de nombreux articles spécialisés. Il a également collaboré à des articles scientifiques publiés dans les annales des facultés vétérinaires de Roumanie. Il faut mentionner que dans l'Atlas des races d'animaux domestiques paru à Timisoara (le seul en Roumanie), il existe de nombreuses données et photos appartenant à cet éminent spécialiste en zootechnie. Au revoir, cher ami ! Dieu ait ton âme !



Marcel Matiuti (à gauche) et Laurent Avon (à droite) lors d'un colloque international en Roumanie, en août 2009. Auteur inconnu.

Laurent Avon longuement collaboré avec la FAO. C'est indéniablement au Québec que Laurent aura tissé les liens les plus forts en dehors des frontières de l'Europe. Il s'est pris de passion pour la race

Canadienne, a collaboré avec les éleveurs qui œuvraient sur place à sa préservation (Encadré 5) et c'est lui qui a obtenu du Ministère de l'Agriculture sa reconnaissance officielle en France.

Encadré 5. Hommage de Mario Duchesne, coordonnateur de l'Association de mise en valeur de la race bovine Canadienne.

Le monde de la race bovine canadienne perd un ardent défenseur. Nous avons été mis en contact par Fabienne Thibault (*) et, dès le début, nous avons connecté sur nos passions communes de la protection et de la valorisation du patrimoine vivant. Je n'étais qu'à mes premiers pas dans le monde de la Canadienne et l'inouïe chance que j'ai eu de faire la connaissance de Laurent. Il avait la passion, la rigueur, l'intégrité et l'expérience nécessaire pour nous aider à confronter les grands défis qui se présentaient à nous pour valoriser et ainsi sauvegarder la race Canadienne.

C'est en 2008 que nous nous sommes rencontrés pour la première fois lorsqu'il est venu nous visiter dans Charlevoix. Sa vision de conservation, son expérience de nombreuses années et sa passion m'ont énormément inspiré et ce, encore aujourd'hui.

Il revient au Québec en 2010, nous allons visiter le troupeau de la ferme Pointe-Basse aux Îles de la Madeleine (plus près de St-Pierre et Miquelon que de Québec) et le troupeau de la ferme Hengil dans Charlevoix. Nous avons parcouru quelques autres régions pour rencontrer des éleveurs et des intervenants. Nous avons eu des échanges tellement constructifs.

En avril 2011, c'est Laurent qui organise un voyage en Europe et nous (groupe de 8 personnes) fait visiter plusieurs régions de montagnes de France, de Suisse et d'Italie pour voir et s'inspirer de ce qui se fait pour la

conservation et la valorisation de quelques races bovines laitières. Ce fut un voyage mémorable rempli d'apprentissage et de plaisir.

En 2012, il revient au Québec pour participer comme personne-ressource et expert dans le développement et la conservation des races bovines à petits effectifs au colloque sur la planification stratégique de la race bovine canadienne. Encore une fois, il contribua de manière magistrale. Je me souviens comment les participants écoutaient avec attention lorsque Laurent parlait. Il avait une connaissance de l'histoire de la Canadienne comme personne d'autre.

C'était la dernière fois que nous nous étions vu mais nous avons gardé contact et cela jusqu'à tout récemment.

Laurent, je suis tellement reconnaissant de toutes les connaissances que tu m'as transmises d'une générosité incroyable. Mon expertise et mes connaissances ne seraient pas rendus où ils sont si je ne t'avais pas connu. Merci d'avoir été un collègue de l'élevage des races à petits effectifs mais surtout merci de ton amitié sincère. Je te ne t'oublierai jamais et tout le monde de la Canadienne te donne toute sa gratitude. Adieu Laurent.

(*) La célèbre auteure-compositrice-interprète québécoise (NDLR)



Laurent Avon aux Îles de la Madeleine, Province de Québec, © Mario Duschene (septembre 2010). À gauche, au milieu d'un troupeau de vaches Canadiennes ; à droite, avec Dominique Arseneau et Yves Charpentier (ferme de Basse-pointe).

Laurent Avon et la Société d'Ethnozootecnie

C'est la journée de novembre 1974 sur les races en péril qui a véritablement « lancé » la Société d'Ethnozootecnie (SEZ) mais sa création officielle remonte à 1971. Plusieurs réunions informelles s'étaient tenues préalablement, dont les comptes rendus nous rappellent que Laurent Avon est devenu adhérent dès 1972 et qu'il a participé à plusieurs de ces réunions initiales. Amicalement appelé au départ « le petit jeune » par M. Laurans (Président de l'époque), il s'est toujours senti « chez lui » à la Société d'Ethnozootecnie. Ayant connu quelques déboires lorsque, inscrit au BTS Productions animales à Rambouillet, il se vit refuser la rédaction d'un mémoire sur la race bovine Vosgienne (cf. plus haut), il trouvait au sein de la SEZ écoute, compréhension et encouragements. De même, dans les premières années de ses fonctions à l'ITEB et de son action pour les races à faibles effectifs, il avait l'impression, comme nous le rapporte son frère Christophe, de « prêcher dans le désert », alors qu'il s'est toujours senti soutenu à la SEZ. Son emploi du temps ne lui permit pas d'intégrer le conseil d'administration avant 1998 mais il suivit beaucoup de journées d'étude, participa à certaines d'entre elles, rédigea quelques articles en plus de ses communications et organisa deux voyages d'étude.

Sa première intervention, à la réunion du 17 mars 1973, consista en un « Tour d'horizon » de la situation des races domestiques considérées comme en péril. Il la commença par ces mots : « Il ne nous paraît pas prématuré de passer en revue les races domestiques dont on n'a pas l'habitude d'entendre parler ». Une dizaine de communications suivront, faites à l'une ou l'autre des journées de la série « Races en péril » (voir l'article de Quéméré *et al.* dans le présent numéro). Son handicap l'empêcha de participer activement à la dernière journée sur les « Races en devenir », en novembre 2017, mais il tint à être présent et il fut applaudi lors de son entrée dans l'amphithéâtre Tisserand à « l'Agro de Paris ».

Les publications de Laurent Avon ont concerné la situation des races à faibles effectifs, en France, en Europe, et même au-delà (Île Maurice notamment). Il s'exprima également sur les lacunes de la politique de conservation et proposa quelques aménagements. La dernière race française sur laquelle il publia fut la race bovine Corse. On note aussi, dans la liste, une communication sur « Les combats de vaches dans le canton du Valais et dans la région autonome du Val d'Aoste », ce qui nous sert de transition pour évoquer les deux voyages d'étude qu'il a organisés.

Le premier voyage organisé par Laurent se tint en 1987 dans le canton du Valais. Le programme fut éclectique,

conformément aux traditions des voyages de la SEZ. Outre les animaux, il est souhaité de s'intéresser, entre autres, à l'architecture rurale traditionnelle, aux musées dotés d'une partie agricole et, si possible, que l'on visite une cave viticole. Ce fut bien le cas et l'occasion d'apprendre que la présence de nombreuses terrasses nécessitait 1 500 heures de travail par hectare de vigne dans le Valais, contre 600 en Beaujolais, où la mécanisation est possible. L'accent fut mis pendant ce voyage sur les races bovines de montagne, au premier chef la race Hérens, avec une visite sur l'un des alpages où Laurent travaillait dans les périodes où il était vacher (voir la première section). Il remit aux participants trois volumineux tirés à part ou photocopies, le premier sur les combats de vaches, le deuxième sur les races bovines de montagne en Europe, le troisième, écrit par un responsable local, sur la race Hérens, « une race à maintenir ».

En 1999, le second voyage emmena les participants dans le Val d'Aoste (région italienne autonome, frontalière de la France et du Valais, et dont le français est la langue officielle). L'accueil fut chaleureux, de la part de responsables locaux qui se réjouissaient de s'adresser à des Français et, surtout, à un auditoire ouvert à leurs efforts de s'adapter prioritairement aux contraintes locales. A l'époque, dans le Val d'Aoste, le modèle productiviste était appelé « modèle breton » ! Le ministre régional de l'Agriculture participa aux échanges. Plusieurs alpages, une station de sélection de la race Valdôtaine (dont le rameau « châtaigne » est très proche de la race d'Hérens), une fromagerie spécialisée dans la Fontina (fromage à pâte cuite bénéficiant d'une appellation d'origine protégée) furent visités. On trouvera dans le numéro 65 d'*Ethnozootecnie* un long compte rendu de ce voyage, rédigé par Maurice Molénat.

C'est en raison de ces deux voyages d'étude en montagne, appréciés de tous les participants, que Laurent est qualifié de « génie des alpages » dans l'hymne « Le coeur à l'EZ » (voir l'article de Del Porto et Monod dans le présent numéro).

Malgré les difficultés à se déplacer qui ont marqué la dernière partie de sa vie, Laurent Avon a participé à plusieurs voyages d'étude organisés par la SEZ (Figure 4). Il se réjouissait que le voyage de septembre 2022 se tienne en Basse Provence, dans la région d'Arles, où il habitait, et il s'était inscrit pour y être présent. Son frère Christophe, qui aidait Laurent dans sa correspondance toutes ces dernières années, tint à le représenter, en participant au voyage et en faisant profiter l'auditoire de sa connaissance de la région (Figure 5).



Figure 4. Laurent Avon lors de la fête de la vache Nantaise, à l'occasion du voyage d'étude en Pays Nantais. À gauche, avec une chemise bleue, on reconnaît Annick Audiou, auteure en 1995 de l'ouvrage *Races d'hier pour l'élevage de demain*. En arrière-plan, un éleveur (Guy Chautard) conduisant une vache Ferrandaise. Photo © Pierre Del Porto (septembre 2018).



Figure 5. Moment de recueillement devant la maison où vécut Laurent Avon dans les dernières années de sa vie, en Arles. Au fond, faisant face à l'objectif, Christophe Avon, frère de Laurent. Photo prise par Pierre Del Porto à l'occasion du voyage d'étude au Pays d'Arles, en septembre 2022.

Ajoutons que Laurent Avon a partagé sa grande connaissance des races avec divers auteurs d'ouvrages dans ce domaine (Encadré 6), quand il ne contribuait pas lui-même à leur rédaction (avec Bernard Denis, notamment). Il disposait d'une importante bibliothèque, historique et moderne, à forte composante ethnozootechnique. Il était soucieux qu'elle puisse, après lui, être mise à la disposition de

lecteurs potentiels, et sa famille cherchait une solution. Grâce à l'entremise de la Société d'Ethnozootechnie et, plus particulièrement, à l'intervention de Dominique Poulain, une partie de sa collection va se retrouver à la bibliothèque d'Agrocampus Ouest, à Rennes. En remerciement pour ce don, il est prévu qu'une salle de lecture porte le nom de « Laurent Avon ».

Encadré 6. Hommage de Philippe J. Dubois, ingénieur écologue et auteur de *A nos vaches* et *Toutes les vaches de France*.

Septembre 2007. Alors que je parcours la campagne non loin de Landeda, Finistère, je tombe sur un troupeau de vaches qui m'a tout l'air d'appartenir à la race Armoricaïne. A cette époque, j'ai l'idée d'écrire un livre sur les races bovines menacées ou disparues dont on ne sait pas grand-chose. Dans le pré où se trouvent les animaux, deux hommes sont en grande discussion. L'un d'eux est à l'évidence l'éleveur, l'autre semble être un technicien, un vétérinaire ou un simplement un maquignon. Je m'approche d'eux et demande si les vaches sont bien des Armoricaines. Ils ont l'air surpris qu'un promeneur connaisse cette race. Nous engageons plus avant la conversation. Comme la personne qui n'est pas l'éleveur me parle de races à petits effectifs avec beaucoup de connaissance, je lui demande s'il connaît Laurent Avon, dont j'ai entendu parler. Il me répond que c'est lui ! Son appareil photo n'ayant plus de batterie, je lui propose de prendre les photos qu'il désire et de les lui envoyer. Ainsi débute une relation qui durera jusqu'à sa mort.

De formation scientifique et médicale, je ne suis pas un professionnel du monde agricole et zootechnique. Mais j'ai la passion des vaches chevillée au corps depuis mon enfance. Et ce désir d'écrire un livre sur les races menacées et disparues prend alors un relief particulier, auprès l'expert du sujet. Ainsi, pendant de longs mois nous échangeons et sa connaissance du sujet me sidère. Grâce à Laurent Avon, mon livre va prendre une dimension tout autre. Et c'est ainsi que je me lance dans une recherche bibliographique poussée, aiguillonné par Laurent. Ensuite, nous avons ensemble le projet de racheter une vache de race Flamande, quasiment pure. Nous lançons une cagnotte auprès de nos connaissances pour nous permettre cet achat. Hélas, l'éleveur qui prendra en charge l'animal n'est guère sérieux et les animaux décèderont, mais la vache achetée aura donné par ailleurs une belle descendance.

Laurent n'était pas toujours d'un abord facile. Il fallait savoir le prendre, ne pas le braquer. Savoir aussi l'écouter. Alors il se racontait, racontait ses expériences auprès du monde agricole et son rôle sans équivalent pour sauver des races bovines en perdition. Je l'ai beaucoup sollicité et toujours il me répondait dans le détail aux questions souvent pointues, que je lui posais. Certaines, qui me semblaient sans réponse, en avaient toujours une avec Laurent Avon qui était, de ce point de vue, à la fois une mémoire et une encyclopédie. J'ai passé quelques jours avec lui, à l'été

2010, dans la petite maison qu'il possédait en face de son appartement, à Arles. Il venait dîner avec nous, s'ouvrant alors sur sa vie et les blessures qu'il avait pu endurer.

Comme directeur d'une maison d'édition scientifique, je lui avais proposé de faire un ouvrage sur les races bovines d'Europe, mais l'entreprise lui semblait trop grande, notamment au regard de ses exigences concernant les informations qu'il pourrait délivrer. Après son accident vasculaire, il était certes diminué, mais j'admirais sa volonté de continuer à aller à la rencontre des vaches pour lesquelles il avait donné sa vie. Je le rencontrais au salon international de l'agriculture, mais aussi chez lui, en février 2015. Nous avons évoqué le fait de mettre de l'ordre dans ses archives, car il m'avait justement beaucoup aidé à constituer la base iconographique de près de 15 000 photos que je possède, en m'aguillant sur des endroits où consulter les archives anciennes ou encore en m'envoyant des photos qu'il possédait lui-même. Je pensais l'aider, à présent que j'avais plus de temps libre, mais il est parti...

Certains pouvaient être mal à l'aise avec une certaine forme de « rudesse » qu'avait Laurent Avon. Mais il fallait, à coup sûr, transcender cette première approche, laisser de côté son comportement qui pouvait parfois froisser, pour ne retenir de l'homme que ce qui faisait sa force : cette connaissance incroyable des races bovines, françaises mais pas seulement, et surtout le travail titanesque qu'il avait entrepris pour la conversation d'un grand nombre d'entre elles et dont on mesure aujourd'hui les résultats tangibles. Ce qui ne l'empêchait pas de regretter de ne pas avoir fait davantage encore pour des races ou populations aujourd'hui disparues comme la Fribourgeoise (en Suisse) ou la Bazougers. Au cours du demi-siècle passé, Laurent Avon n'aura eu de cesse de mener un combat essentiel pour la sauvegarde de la biodiversité domestique. C'est la chose la plus importante qu'il faut garder en mémoire. C'est un exemple d'opiniâtreté qui aura permis à ce que certaines races de vaches ne soient pas aujourd'hui disparues. Ferrandaise, Béarnaise, Flamande, Casta ou Froment du Léon, parmi d'autres, sont encore présentes en grande partie grâce à lui. Le plus bel hommage que l'on puisse rendre à Laurent Avon c'est de maintenir en vie toutes ces races patrimoniales.

Conclusion

Laurent Avon aura profondément marqué le monde de l'élevage et de la préservation de la biodiversité animale domestique. Cela a déjà été dit et écrit, il convient de le répéter : c'est à sa détermination et à l'insurmontable énergie qu'il a consacrée à la sauvegarde des races bovines à faibles effectifs que celles-ci doivent de ne pas avoir été sacrifiées sur l'autel de la « modernité ». Comme nous l'a confié Jean-Maurice Duplan, qui l'a recruté à l'ITEB, « il fallait quelqu'un de cette trempe-là pour accomplir cette tâche immense dans un contexte qui n'était guère favorable ». Son œuvre a très vite été reconnue par tous ceux qui se préoccupent, de près ou de loin, de la diversité de notre cheptel. Le nombre impressionnant de témoignages reçus par la famille illustre à quel point les éleveurs lui en savent gré ! C'est évidemment au titre de son action pour la biodiversité, qu'en 2008, le Mérite Agricole lui a été décerné (Encadré 7).

Laissons le mot de la fin à Olivier Simon, l'éleveur de vaches Villard-de-Lans chez qui Laurent avait voulu se rendre ce jour de mai 2022, tout seul, à pied, et chez qui il n'est jamais arrivé : « Bientôt c'est moi qui vais entamer le long chemin qui mène à toi. J'ai eu l'immense privilège, rare, d'avoir échappé à la mécanisation et de pouvoir travailler toute ma vie avec les vaches. Je te propose que tu nous trouves là-haut un alpage que nous pourrions labourer avec une belle paire de vaches afin d'ouvrir tous les quatre un sillon si long qu'au milieu nous ne pourrions en percevoir ni le début ni la fin de façon à partager avec toi l'ivresse du labour avec les vaches. Ne t'inquiète pas, j'amène dans mes bagages un joug, un bout de timon spécial qu'on appelle un trieu et une paire de cordées neuves ; on ne sait jamais ! ».

Encadré 7. Extrait de l'allocution de Bernard Denis (Président à l'époque de la Société d'Ethnozootechnie) lors de la remise des insignes de Chevalier du Mérite Agricole à Laurent Avon, le 29 février 2008, dans le cadre du Salon International de l'Agriculture de Paris.

Cher Laurent Avon,

Vous êtes entouré d'amis, les vaches que vous avez contribué à sauver ne sont pas loin (les races bretonnes sont particulièrement fières de représenter toutes les autres et elles se réjouissent de cette fête), nous sommes en un lieu très représentatif de la modernité : France Génétique Élevage. Nous savons aujourd'hui que le thème de l'agrobiodiversité est éminemment moderne : il suffit de parcourir les allées de ce salon pour réaliser qu'il est décliné partout.

(...)

Arrivons en maintenant au Mérite Agricole. Le nombre de paysans ne cesse de diminuer mais la France demeure profondément attachée à la ruralité, et le Mérite Agricole demeure une décoration recherchée, à commencer par les citoyens. Est-ce un moyen pour eux de se rassurer, voire de s'excuser de ne pas avoir su rester à la campagne et de s'être éloignés des valeurs dont elle est porteuse ? Un de mes amis, intéressés par l'élevage et la biodiversité mais n'ayant pas fait une carrière au service de l'agriculture, me disait récemment qu'il avait reçu des décorations « plus importantes » mais qu'aucune ne lui avait fait autant plaisir que le Mérite Agricole.

En ce qui vous concerne, le Mérite Agricole prend toute sa signification :

- Vous avez été et continuez d'être totalement au service de l'élevage. Et vous l'êtes – l'expression sera jugée positivement par tous ici – « au cul des vaches ». Vous vous êtes en quelque sorte « fondu » dans ce service car je ne crois pas que vous ayez ménagé beaucoup d'espaces de « digression » dans votre vie.
- De plus, ce sont des éleveurs qui ont pris l'initiative de cette décoration. J'aurais souhaité que l'un d'entre eux parle à ma place mais ils n'ont pas voulu le faire, dans un souci de discrétion, afin qu'il n'y en ait pas un en particulier, et la race qu'il élève, qui soient mis en avant. Je suis sincèrement honoré de m'exprimer ici en leur nom, pour vous dire qu'ils vous considèrent comme l'un des leurs et vous témoignent de leur reconnaissance.

Puisqu'il est d'usage, lors de la remise d'une décoration, de se référer à l'Instance suprême de notre pays, je dirai que ces mêmes éleveurs ont informé le Président de la République que vous faire Chevalier du Mérite Agricole serait une bonne œuvre. Voilà qui est fait !

Remerciements

Les auteurs remercient très chaleureusement les frères et sœurs de Laurent Avon, Emmanuel, Isabelle, Christophe et Bénédicte, pour les témoignages et les photos qu'ils nous ont transmis et autorisé à reproduire, ainsi que pour leur relecture du manuscrit de cet article.



Laurent Avon conduisant des vaches Hérens, Alpage de Charmontanaz (canton du Valais, Suisse), avec en arrière-plan le Grand Combin (4313 m). Été 1978, auteur inconnu.

Comptes-rendus, notes et analyses



Jument Mérens et son poulain, © Éric Rousseaux (mai 2022).

Le cheval de Mérens – Renaissance du noir frontalier d'Espagne 1970-1999

Olivier Courthiade (2022) Le Pas D'oiseau, 152 pages (25 €).

Il n'est pas de sujets mineurs à condition de les approfondir. On finit toujours par aborder des thèmes universels. C'est ce qui se passe ici. A l'occasion de l'histoire d'une race locale de chevaux, on aborde ici parmi d'autres le thème de l'hérédité et celui de la difficulté de l'organisation politique des sociétés humaines. On ne s'étonnera donc pas, la génétique des équidés étant ma spécialité, que je sois plus critique que la moyenne sur les parties qui la concernent. Je recommande néanmoins la lecture de ce beau livre, abondamment illustré de documents d'époque. Je le recommande non seulement aux "afficionados" de l'Ariège et des chevaux, mais aussi comme cas d'école à un lectorat plus général. Voyons donc l'ouvrage...

Il était une fois dans la ville de Foix ... un comte, veneur splendide, qui portait d'or à trois pals de gueule. C'est l'inspiration de la couverture du dernier livre d'Olivier Courthiade, consacré au cheval de Mérens, une spécialité ariégeoise. On annonce d'entrée la couleur : la tête du cheval porte un frontal rouge et des boucles d'or à son bridon. Cette belle couverture fait écho à la tête de mule qui préside à l'ouvrage précédent du même auteur « Histoires de mules ». On délivre ainsi dans les deux cas un message subliminal, un clin d'oeil. Le livre nous raconte, du milieu du vingtième siècle à nos jours, l'histoire du cheval de Mérens, qualifié jadis de « noir frontalier d'Espagne ». L'auteur fût étroitement associé à cette histoire et fût initié très tôt à cette passion du terroir ariégeois par M. Lafont de Sentenac, officier des haras de tradition, ayant de l'œil et de l'expérience. Olivier garde de cette formation un côté conservateur en élevage qui a déterminé sa trajectoire de mainteneur de la tradition de son pays. Cette option fondamentale ne l'empêche pas d'être attentif aux innovations et de faire preuve d'une grande ouverture d'esprit, comme en atteste ce livre.

On traite d'abord des conditions ancestrales de production de ce cheval issu et façonné par l'agriculture de montagne. C'est en effet de connivence avec M. Herisson-Laparra, président de bon nombre de syndicats agricoles départementaux, que M. de Sentenac, directeur du Haras de Tarbes, obtint du Ministère de l'Agriculture la reconnaissance de la race et l'ouverture d'un stud-book dès 1947. A partir de ce moment, le cheval de Mérens passe de la tradition orale à l'histoire écrite. C'est à ce moment que notre auteur apparaît. Disposant de relevés, on peut établir des généalogies et à l'instar de races prestigieuses comme le Pur Sang Anglais, on peut établir des lignées mâles soit d'étalon père en étalon fils. En somme c'est comme la transmission du nom de famille. On peut faire la même chose, de mère en mère, pour les

poulinières. Cela donne un statut noble à la race. On va parfois jusqu'à identifier un ou des ancêtres fondateurs. Beaucoup d'éleveurs se passionnent pour ce type d'exercice. Remarquons toutefois que si aux premières générations on rend bien compte par ce moyen de la parenté, on s'aperçoit vite qu'à mesure que l'on s'éloigne en profondeur dans le pedigree, cela devient de plus en plus fantaisiste. Le fait de ne retenir pour un cheval qu'un seul lignage paternel et un seul maternel fait négliger tous les autres qui deviennent bien vite majoritaires. En effet, à la génération n , nous avons $2n$ ancêtres et pas seulement deux. La façon actuelle de procéder est plus complexe. On calcule en fonction des pedigrees pour tous les chevaux d'une promotion le tableau carré de leurs coefficients de parenté deux à deux. Il faut bien sûr un ordinateur ! Et puisque on dispose d'un ordinateur, on calcule des composantes principales par diagonalisation de ce tableau. C'est du calcul matriciel ! Le résultat permet de dégager des groupes familiaux qui tiennent compte de toute la parenté enregistrée. Ces groupes ou familles sont opérationnels alors que les lignées traditionnelles qui oublient trop d'ancêtres ne le sont pas. Sur cette question le paysage va très probablement changer du tout au tout. Le séquençage de l'ADN devenant accessible en routine à peu de frais, on se passera du pedigree en le remplaçant par le degré d'identité au niveau de l'ADN. Mais cela est une autre affaire...

Mais revenons à nos chevaux. De façon très ancienne, on opposait en élevage la sélection dans l'indigénat et le croisement. Chez certains animaux comme le cheval, on doit aussi tenir compte de l'effet maternel : le poulain se développe durant 11 mois de gestation et 6 mois d'allaitement, sous la dépendance exclusive de sa mère. 17 mois sur environ 47 c'est beaucoup, surtout que la croissance étant un processus exponentiel, les premiers mois sont les plus importants. Il en résulte en particulier que le format de l'animal est plus dépendant de la mère que du père. Du format de la mère dépend le développement fœtal du poulain et de sa production laitière, la croissance précoce du produit. C'est ainsi qu'une dépendance accrue du côté maternel apparaît pour les caractères liés au format. Il n'en est rien pour d'autres, par exemple la robe également déterminée par l'héritage paternel et maternel. En effet cette dépendance maternelle accrue pour certains caractères n'est pas d'origine génétique. C'est ce que l'on nomme un effet maternel qui agit comme un effet de milieu. En conclure comme le font la plupart des éleveurs que Gregor Mendel s'est trompé est une erreur d'interprétation. L'étalon et la poulinière contribuent chacun pour moitié à la génétique du poulain. La mère

y ajoute un effet de milieu lié à son aptitude maternelle. Il ne faut pas en conclure à une contribution génétique différente (p.40) des deux voies paternelles et maternelles. Malheureusement il faut inlassablement répéter les mêmes choses !... Mais pardonnons à l'auteur ce péché véniel commun à presque toutes les races chevalines. Il ne l'aurait pas fait, on lui en aurait voulu. Le Mérens a maintenant ses lignées mâles et ses lignées dites basses car on suivait les lignées de poulinières en descendant sur le certificat d'origine. On ne remonte pas pour le Mérens à un ancêtre Arabe illustre, mais quand même toutes ces lignées cela pose le petit montagnard en bonne société avec le Pur Sang, les races de trotteurs, le Lipizzan et le concurrent Haflinger...

Revenons aux méthodes d'amélioration génétique pour délivrer quelques commentaires. La « sanguinité » comme disent les vieux éleveurs (p.27) mise en perspective avec la sélection dans l'indigénat et l'usage du croisement, en dehors de leurs efficacités pratiques respectives, rejoignent un substrat culturel profond. La sélection en « race pure » est limitée par l'effectif de la population. En ne retenant pour la reproduction que les meilleurs animaux pour un objectif de sélection stable, on se heurte assez vite à une limitation des origines retenues et par conséquent à la consanguinité. Le croisement devient alors nécessaire pour restaurer une variabilité génétique. On peut rapprocher ce phénomène d'une vision plus actuelle : la sélection en éliminant des configurations génétiques non adaptées abaisse le niveau d'entropie de la population. Elle s'homogénéise sur un type défini d'animaux. Le croisement fait remonter cette entropie en accroissant la diversité. De l'équilibre entre ces deux tendances opposées résulte la diversité de la population observée.

La sélection fait progresser la population vers un type déterminé. À terme, elle devient incapable de changer de direction, voire de continuer de progresser. Le croisement restaure une variabilité sur laquelle la sélection peut à nouveau s'exercer, que ce soit dans la même direction qu'auparavant, ou dans une autre si cela s'avère nécessaire. Historiquement la culture équestre française prônait le croisement d'une jumenterie locale avec des étalons exogènes nobles et dits « améliorateurs ». C'est ce qui a fondé au XVIII^e siècle l'administration des Haras. Cette façon de voir résulte du dogme créationniste de l'époque. Un cheval parfait fût créé par le seigneur dont les chevaux observés ne résultent que par dégénérescence sous l'influence du climat et des lieux. Cette première idée « d'évolution » qualifiée de « dégénérescence » était nécessaire à la compréhension de la variabilité observée. Les chevaux réels imparfaits ne pouvaient

dériver du type parfait de la création que par dégénérescence. D'autres pays de théorisation plus tardive optaient résolument pour la "sélection dans l'indigénat" par le moyen du contrôle des performances. Le Darwinisme était passé par là. Au rang de ceux là on comptait les pays anglo-saxons et germaniques. Ce fût le XIX^e siècle des stud-books et des Herd-books. On contrôlait la généalogie pour mieux comprendre la transmission des caractères. La notion d'hérédité était sous-jacente. Les éleveurs français sont longtemps restés rebelles à cette nouvelle façon de voir. Le Mérens illustre encore tardivement cette résistance, jusque dans les années 1945-46 : « Avec vos papiers vous allez tout détruire » (p.11).

La symbiose qui s'opère entre l'homme et le cheval entraîne des confusions entre ce que l'on préconise pour son élevage et les conceptions sociologiques de l'époque. Ainsi sous Louis XIV on ne concevait pas que des populations locales, forcément dégénérées, puissent évoluer par elles mêmes. Il fallait donc des étalons royaux, nobles, pour les régénérer. Le Roi, de droit divin par l'intermédiaire de ses étalons, régénérait son peuple. Cela a laissé des traces qu'Olivier Courthiade résume avec la verve qu'on lui connaît par : « le jugement au bout de la longe ... s'apparente à de la pifométrie de droit divin » (p.71). Quel éleveur n'a pas eu ce sentiment ? Et encore, à l'origine, ce jugement servait à annexer d'autorité des poulinières aux étalons royaux. Ce temps est désormais révolu, mais se pencher sur l'histoire du Mérens entre-autres révèle l'étroite dépendance qu'il y a pour une race entre la population animale, ses conditions de production et son environnement humain marqué par ses dogmes. L'encadrement est en effet essentiel et dépend de peu de personnes passionnées et dévouées à la tâche ingrate qu'est la cause commune. Leur nombre est souvent inférieur au nombre des doigts des deux mains. Leur succès et leur autorité dépendent de leurs options techniques certes, mais aussi de leur sens politique dans l'acception noble du terme.

Ainsi le cheval de Mérens produit pour et par l'agriculture de montagne a dû se reconvertir, comme toutes les populations européennes de même type, vers l'utilisation pour les loisirs. Cette demande nouvelle oriente ces populations vers la production de poneys pour les enfants ou de petits chevaux de service pour les besoins du tourisme. Le Mérens a choisi cette seconde voie. Le marketing est dans ce domaine essentiel. Il faut raconter une histoire qui fasse envie. Le livre d'Olivier Courthiade sur la renaissance du noir frontalier d'Espagne permettra sans nul doute de constituer la base de ce « story telling ». Qu'il en soit vivement remercié.

Bertrand Langlois

Réflexions éthiques sur la dignité et le bien-être des chevaux et autres équidés – Pistes pour une meilleure protection

P.A. Poncet, I. Bachmann, R. Burkhardt, et al. (2022) Conseil et observatoire suisse de la filière du cheval, Avenches, 333 p.

https://www.cofichev.ch/Htdocs/Files/v/6129.pdf/Publications-cofichev/COFiCHEV_Ethique_F_2022_DEF_202205030.pdf

Voilà un document très complet et fouillé, remarquablement documenté par le dépouillement d'une bibliographie quasiment exhaustive, sur les questions éthiques posées par l'élevage et l'utilisation des équidés, principalement des chevaux, dans le monde occidental contemporain. Tous les aspects de l'élevage et de l'utilisation des chevaux dans tous les domaines (agriculture, équitation de loisir, tourisme, sports équestres, courses, etc.) sont systématiquement passés au crible, en mettant en exergue les points les plus sensibles : la garde et l'hébergement des équidés, leur utilisation sportive (notamment dans les épreuves de haut niveau), les soins exagérés ou inadéquats, les moyens de contention, le transport, le dopage et la médicalisation des chevaux de sport, la fin de vie, la production de viande équine, la formation et la sélection des jeunes chevaux, le sevrage. Sont particulièrement visés certaines des pratiques d'élevage (monte en main assimilée à un viol !), les concours complets, les épreuves d'endurance et les courses, le sur-harnachement des chevaux de dressage et de course au trot, etc.

En conclusion, les auteurs insistent sur la nécessité d'une recherche scientifique appliquée aux équidés et d'une formation précoce et approfondie de toutes les personnes ayant à élever et/ou à utiliser ces animaux. Ils insistent sur la nécessité de « ne pas laisser le devoir de vigilance aux seuls mouvements de protection des animaux ou aux autorités chargées de l'application de la législation. » Les auteurs considèrent également qu'« une commission indépendante et permanente de

réflexion sur l'éthique dans la branche équine (*think tank*) devrait être mise sur pied et financée par les structures concernées. »

Pour ma part, je déplore une rédaction par endroits amphigourique – cf. les « sciences de l'équitation » (*passim*) – et l'emploi de concepts non exempts d'une certaine tendance à l'anthropomorphisme : on sait tout le mal que je pense de la notion floue et piègeuse de « bien-être animal » ; mais on trouve encore pire ici, avec l'utilisation galvaudée de la notion de « dignité », appliquée notamment aux chevaux mâles et à laquelle la castration porterait atteinte (p. 95), ou de celle d'« avilissement » par la caudectomie, la tonte de la crinière, etc. On ne peut que souscrire, en revanche, aux réserves exprimées quant aux périls, pour les chevaux, de la tendance actuelle à en faire des animaux de compagnie (p. 42) ou de leur mise à la retraite dans des conditions souvent douteuses (p. 203). On ne peut également qu'approuver l'invitation à toujours « considérer les animaux pour ce qu'ils sont » (*passim*) comme condition première d'un traitement et d'une utilisation adéquats de ces animaux.

Il s'agit donc, au total et malgré les quelques réserves qui viennent d'être exprimées, d'un travail exhaustif, bien documenté et solidement argumenté, sans autre équivalent à ce jour, base désormais incontournable de toute réflexion de fond sur les problèmes éthiques posés par l'élevage et l'utilisation des équidés.

Jean-Pierre Digard



Fresque de 1928 sur le mur de l'Institut d'Art et d'Archéologie, Paris 14e. Photo © Étienne Verrier (juin 2021).

La Nature pour modèle – Enseigner le vivant en trois dimensions

Marine Coadic (dir.) (2021), Écomusée de la Bintinais, Locus Solus Éditions, 128 p. (19 €).

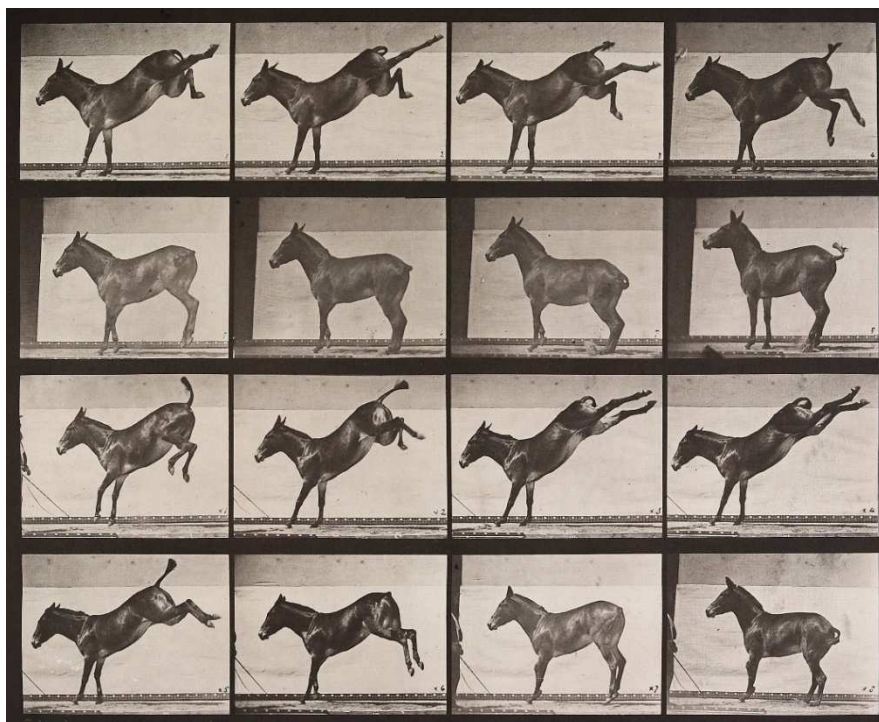
Cet ouvrage constitue le catalogue de l'exposition « La nature pour modèle » qui s'est tenue du 04 décembre 2021 au 04 septembre 2022 à l'Écomusée de la Bintinais (Ille-et-Vilaine). Marine Coadic a tenu le rôle de commissaire en cheffe de l'exposition et de directrice de cet ouvrage. Celui-ci rassemble des objets qui reproduisent en trois dimensions des êtres vivants ou des pièces anatomiques. Créés pour la plupart entre le XVIII^e et le XX^e siècles, ces objets ont été utilisés jusqu'à la fin du XX^e siècle à l'appui de l'enseignement de la biologie dans l'enseignement secondaire, l'enseignement technique agricole et l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire.

Outre un avant-propos et une introduction, cet ouvrage comprend quatre chapitres : 1) L'anatomie en trois dimensions ; 2) En classe ! La nature à portée de main ; 3) Dans l'atelier ; 4) Les collections pédagogiques à Rennes. Les deux premiers chapitres donnent à voir une grande diversité d'objets concernant les animaux (*Homo sapiens* compris), les plantes ou les champignons, ainsi que leur utilisation par des élèves de différents âges dans différents établissements. La plupart des ces objets permettaient de donner une vision d'ensemble des êtres vivants et

pouvaient ensuite être « épluchés » pour donner accès aux organes internes et au squelette pour les vertébrés. On est frappé par l'ingéniosité de tous ces dispositifs ! Le troisième chapitre dévoile les « secrets » de fabrication à partir de matières relativement simples comme la cire, le papier mâché ou, plus récemment, le plastique. Ce chapitre constitue un vibrant hommage à l'inventivité des concepteurs de ces « maquettes » et à la méticulosité des ouvriers qui les façonnaient et les peignaient à la main. Le dernier chapitre est relativement court et de portée moins générale que les précédents.

Cet ouvrage est richement illustré et l'iconographie est très belle ! Les textes sont agréables à lire et instructifs à la fois. Bien sûr, cela fait des décennies que de tels objets n'ont plus d'usage (ou presque) pour l'enseignement de la biologie... Aujourd'hui, les enseignants comme les élèves ont accès à d'autres ressources, notamment numériques, qui possèdent elles aussi de nombreuses vertus pédagogiques. Cet ouvrage a le mérite de nous rappeler que l'ingéniosité et le talent dans la transmission ne se résument pas à des questions d'outil et d'époque.

Étienne Verrier



Mule ruant, *Eadweard Muybridge Publisher* (1887), *Minneapolis Institute of Art* (<https://new.artsmia.org>), domaine public. En deux dimensions seulement, de tels clichés, pris à courts intervalles de temps, ont constitué une aide appréciable à l'étude des mouvements.

Les animaux historicisés – Pourquoi situer leurs comportements dans le temps et dans l'espace ?

Éric Baratay (dir.) (2022) Éditions de la Sorbonne, 341 p. (25 €).

Cet ouvrage collectif fait suite à un précédent ouvrage, paru en 2021 sous la houlette du même coordonnateur (voir la note de lecture qui lui avait été consacrée dans le n°110 de notre revue). Il réunit 23 auteurs, principalement historiens, éthologues ou écologues. Comme dans le précédent ouvrage, certains chapitres ont été confiés à des doctorant(e)s, ce qu'il convient de souligner avec satisfaction.

Aux yeux des auteurs, cet ouvrage est motivé par l'insuffisance, sinon l'absence, de prise en compte des variations de comportement des animaux d'une même espèce dans l'espace et encore plus dans le temps. En d'autres mots, les animaux peuvent modifier leur comportement de façon plus ou moins durable selon les circonstances, or celles-ci sont éminemment variables dans l'espace et dans le temps. La vision fixiste des espèces a longtemps constitué un obstacle majeur à la possibilité d'envisager des variations comportementales. Même dans le cadre de la vision évolutionniste qui prévaut aujourd'hui, les auteurs considèrent que l'accent est beaucoup moins mis sur les variations intra-espèce que sur les variations entre espèces à un moment donné ou sur le lent passage d'une espèce à l'autre sous l'effet de diverses forces évolutives. Ils se proposent donc de « s'emparer du passé » et, par une approche pluri- ou trans-

disciplinaire, « penser ensemble les comportements dans le temps et dans l'espace, [ce qui] doit permettre de montrer davantage toute la complexité et toute la richesse de la vie animale ».

Outre une introduction et une conclusion générales, ainsi qu'une bibliographie indicative et un index détaillé, l'ouvrage est constitué de quatre parties : 1) La flexibilité comportementale : de l'acceptation spatiale à l'intérêt temporel ; 2) La flexibilité temporelle à plusieurs échelles : variations entre générations ; 3) Adaptations de groupes d'une époque ; 4) Modifications des individus face à la vie. Ces parties comprennent de trois à cinq chapitres et démarrent par une introduction qui en présente brièvement l'objectif et le contenu. Une majorité de chapitres traitent d'une espèce ou d'un groupe délimité d'espèces, en un lieu précis et à une époque déterminée, tandis que d'autres envisagent une plus large gamme d'animaux dans une société donnée. Le bestiaire est diversifié : chiens, renards, ours, castors, singes, rats, bovins, chevaux, dauphins, pigeons, tourterelles, perroquets, abeilles, etc. ; on navigue d'un continent à l'autre, parfois au sens propre, et on s'arrête dans quelques îles au nom évocateur (Crète, Malte, Barbabe,...) ; on va de l'antiquité grecque à l'époque contemporaine.



Récipient à verser en forme de porc, céramique d'époque romaine, Musée archéologique d'Aléria (Haute-Corse), Photo © Étienne Verrier (octobre 2022).

Les chapitres, agréablement illustrés pour la plupart, sont d'une lecture aisée. Sans vouloir y réduire l'ensemble de son contenu, trois mots-clés, qui ne sont pas sans lien entre eux, peuvent être retenus comme fils conducteurs de cet ouvrage collectif : flexibilité comportementale, plasticité, adaptation. L'éthologie et l'histoire sont convoquées à tour de rôle pour analyser les modifications comportementales au sein d'une espèce donnée en fonction des changements de contexte, le plus souvent induits par l'homme : morcellement de l'habitat, urbanisation, colonisation, déplacements sur de longues distances, pression de chasse, apprivoisement, domestication, marronnage, etc. Sans minimiser les biais potentiels que représentent les sources anciennes (évolution du langage et du vocabulaire, conventions de représentation dans les œuvres d'art, focalisation sur des situations marquantes, etc.), les historiens montrent en quoi, en recoupant ces sources et en les confrontant aux connaissances actuelles en éthologie,

elles donnent à voir des comportements animaux à des époques plus ou moins éloignées.

La transmission des comportements entre individus fait l'objet de nombreuses discussions, en considérant des pas de temps plus ou moins longs : d'une génération à l'autre ; à l'échelle de l'histoire ; à l'échelle de l'évolution. Le phénomène d'imitation et l'apprentissage des jeunes auprès de leur mère, des deux parents ou des autres adultes, sont traités en diverses occasions. La génétique et l'épigénétique sont également évoquées, ouvrant sur une tentative de rapprochement des visions lamarckienne et darwinienne de l'évolution.

Par la volonté affichée de ses auteurs d'intégrer la dimension temporelle, et par la diversité des approches mobilisées et des cas étudiés, cet ouvrage est susceptible d'intéresser les passionnés de biologie animale comme ceux qui s'occupent de relations entre les humains et les animaux.

Étienne Verrier



Deux pigeons dans la rue entre les feuilles d'automne qui tombent, Akiyama Buemon (fin XIXe-début XXe), *Rijksmuseum*, Amsterdam, licence CC0.

Le statut juridique des animaux en France : Quelles évolutions ? Quelles répercussions sur l'élevage de rente ?

Séance publique de l'Académie d'Agriculture de France (AAF), Paris, le 16 novembre 2022, co-organisée par Alain Boissy et Marie-Françoise Chevalier-Le Guyader.

Cette journée résultait d'un travail pluridisciplinaire conduit au sein de l'AAF depuis 2020, visant à (i) explorer les démarches juridiques en cours, (ii) en examiner les conséquences pour l'élevage et (iii) élaborer des propositions dans ce domaine. Après une introduction générale (Alain Boissy), la séance a compris trois exposés complémentaires l'un de l'autre.

Le premier exposé (Michel Rieu) a interrogé la légitimité de l'élevage des animaux. Celle-ci revêt plusieurs dimensions : nutrition des humains et... de leurs animaux de compagnie ; valorisation de la biomasse végétale inutilisable par l'homme (prairies, co-produits) ; bouclage des cycles du carbone et de l'azote ; entretien de la fertilité des sols ; entretien de la biodiversité et des paysages ; vie des territoires ; aspects sociaux et culturels. Pour que cette légitimité soit largement partagée, l'élevage doit s'inscrire dans un cercle vertueux impliquant notamment la bien-traitance des animaux, une répartition géographique harmonieuse de l'agriculture et de l'élevage et la limitation de ses impacts environnementaux.

Le deuxième exposé (Carole Hernandez-Zakine) a investigué la construction du droit qui s'applique aux animaux. Selon le droit actuel, les animaux domestiques comme les animaux sauvages détenus en captivité sont très clairement des « biens » car ils ont un propriétaire qui en est responsable. Ce sont des biens meubles (au sens où ils peuvent se déplacer) et à la fois des êtres sensibles. En dehors des animaux de compagnie, le statut de domesticité est défini de façon relativement floue et ressort de listes régulièrement

actualisées dans des arrêtés ministériels. Reconnaître un statut juridique aux animaux nécessiterait d'établir leurs droits et leurs devoirs, ce qui soulève la question de qui serait légitime pour représenter les animaux...

Le troisième exposé (Gérard Maisse) a permis d'explorer huit scénarios d'évolution du droit. Les conséquences en élevage dépendent principalement du maintien des animaux dans leur statut actuel d'objet de droit ou de leur passage à un statut de sujet de droit (comme l'homme). En d'autres mots, faut-il considérer des droits pour animaux ou des devoirs des humains envers les animaux ? La question du statut juridique des animaux peut même être étendue à l'ensemble du monde vivant, avec des conséquences évidemment beaucoup plus larges pour les activités humaines.

Dans sa conclusion générale, Bertrand Hervieu a mis en lumière cinq points : (i) le sujet abordé ici bouscule notre vision du monde ; (ii) si l'élevage est légitime, toute forme d'élevage n'est pas légitime ; (iii) il faudrait aller plus loin dans la synthèse des différents codes ; (iv) toute législation relative aux animaux domestiques doit prendre à bras le corps la question de leur mort ; (v) il est nécessaire d'approfondir les attendus d'une éventuelle évolution législative.

Au final, une séance très riche, avec des interventions de qualité, à retrouver sur la chaîne de l'AAF : <https://www.youtube.com/channel/UCxERz8wtBBH9VXfgJOfVODA/streams>

Étienne Verrier



Brebis avec berger, couvercle en marbre de sarcophage (fin du IV^e siècle), Musée Arles Antique, Photo © Étienne Verrier (décembre 2021).



Chèvres alpines en éco-pâturage en sous-bois, © Alain Ducos (octobre 2021).

Prévention des incendies de forêt – Lettre adressée par notre confrère Jean-Pierre Digard à Emmanuel Macron, Président de la République Française, le 24 juillet 2022, reproduite avec l'aimable autorisation de son auteur. Cette lettre n'a fait l'objet d'aucune réponse, ni même d'un accusé de réception.

Monsieur le Président,

Lors de votre récent déplacement dans la région d'Arcachon durement éprouvée par les récents incendies de forêt, vous avez annoncé qu'un grand chantier national allait être lancé sans délai pour rebâtir, replanter et faire repousser, mais, avez-vous précisé, avec des règles différentes et des mesures de prévention.

Vous avez ainsi opportunément évoqué la prévention car, à coup sûr, replanter serait vain si rien n'était tenté en amont pour empêcher les départs de feu. Or le point de démarrage de la plupart des incendies de forêt se situe, non au niveau des arbres, mais à celui des sous-bois qui, faute d'entretien, sont souvent encombrés de branches mortes et de broussailles qui, en situation de stress hydrique, sont promptes à s'enflammer à la moindre étincelle.

Mais il y a plus ou autre chose : cette végétation, qui est potentiellement dangereuse, représente également une ressource inexploitée. En effet, dans le contexte actuel de diminution de la surface agricole utile — du fait notamment de l'artificialisation des sols, la France perd tous les dix ans l'équivalent de la surface d'un département de terres agricoles —, la végétation des sous-bois pourrait être utilisée pour le pacage des herbivores domestiques. La France ne manque d'ailleurs pas d'expérience dans ce domaine : l'élevage des chevaux en forêt était courant jusqu'au début du XXe siècle et celui des moutons dans les Landes était réputé il n'y a pas si longtemps encore.

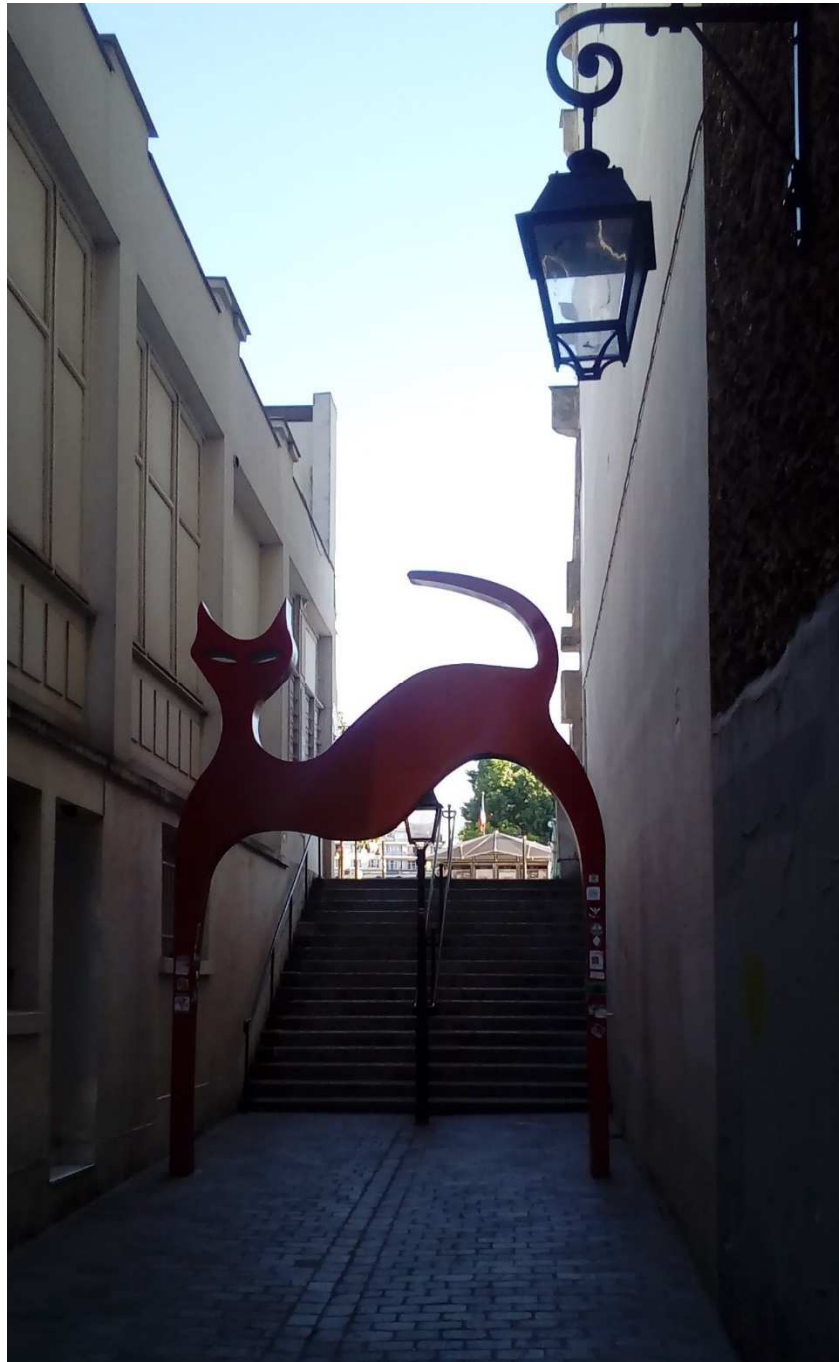
Point n'est besoin d'importer des lamas des Andes, comme certains ont cru devoir le faire, pour nettoyer les hauteurs de Marseille : il y a la chèvre du Rove ! Et il ne manque pas dans notre pays d'éleveurs sans terres qui cherchent en vain des pâturages pour leurs troupeaux d'ovins et de caprins... Bref, l'élevage utilisé à des fins d'aménagement et/ou d'entretien des couverts végétaux, ou écopastoralisme, est à coup sûr l'une des voies à la fois les plus efficaces et les moins onéreuses qui s'offrent pour la prévention des incendies de forêt. Son intérêt est donc double.

Or cette voie n'a, à ma connaissance, jamais été évoquée dans les débats suscités par les récents incendies, et cela est fort dommageable. Certes, son utilisation suppose que soient résolus certains problèmes techniques comme le gardiennage de troupeaux en semi-liberté, leur protection contre les loups dont le nombre en France est en passe d'atteindre le millier et qui sont désormais présents sur la presque totalité du territoire national, etc. Mais ces problèmes ne sont pas insolubles pourvu que l'on veuille bien s'y intéresser sérieusement. La prévention des incendies de forêt me paraît en tout cas constituer un enjeu suffisant pour justifier un tel effort.

J'espère, Monsieur le Président, que ces quelques éléments pourront retenir votre attention, et je me tiens évidemment à votre entière disposition pour les compléter ou les préciser si nécessaire.

Dans cette attente, je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir agréer l'expression de mes sentiments les plus respectueusement dévoués.

Jean-Pierre Digard



Portique en forme de chat, Passage de la Voute, Paris 12e, © Étienne Verrier (mai 2018)

La Société d’Ethnozootecnie

Patrimoines et savoirs en élevage

Association loi 1901

étude

les relations homme-animal-milieu dans les sociétés anciennes et actuelles, et leurs transformations déterminées par l'évolution de l'élevage. Elle réunit ainsi des éléments de comparaison, de réflexion et des informations utiles à ceux qui s'intéressent à l'histoire et à l'avenir de l'élevage des animaux domestiques.

Les thèmes suivants retiennent plus particulièrement l'attention :

- L'origine des animaux domestiques et l'évolution des races
- L'histoire de l'élevage
- L'évolution des techniques et du langage des éleveurs
- L'adaptation des pratiques d'élevage aux conditions socio-économiques
- La conservation du patrimoine génétique animal
- La place et la représentation des animaux dans les sociétés anciennes et actuelles

organise

des colloques et journées d'étude.

publie dans sa revue semestrielle « Ethnozootecnie » et sa Lettre trimestrielle

- Les textes des communications présentées aux journées d'étude
- Des articles et mémoires sur des thèmes variés en lien avec son objet
- Des comptes rendus, notes et analyses

Voir nos instructions aux auteurs : https://www.ethnozootecnie.org/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=14

Renseignements et adhésion :

Le Président :

Pr. Étienne VERRIER
AgroParisTech
UMR Génétique animale et biologie intégrative
22 place de l'Agronomie
91120 Palaiseau
Courriel : etienne.verrier@agroparistech.fr

La Secrétaire-trésorière :

Mariane MONOD
4 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois-Perret
Téléphone : 01 47 31 27 89
Courriel : marianemonod@gmail.com

Site Web de la Société d'Ethnozootecnie : <https://www.ethnozootecnie.org>

Courriel : ethnozootecnie.sez@gmail.com

La cotisation annuelle de base (35 €) ou de soutien (50 € ou plus) donne droit à deux numéros de la revue et quatre lettres d'information. Selon les possibilités, il arrive que des numéros supplémentaires soient édités.
(Tarif étudiant : 10 €, sur justificatif).

✂

BULLETTIN D'ADHÉSION

Nom et prénom :

Organisme :

Adresse :

Désire adhérer à la Société d'Ethnozootecnie

Souhaite recevoir la Lettre par courriel :

@

Date et signature :

Numéros disponibles de la revue ETHNOZOOTECHE

Pour les commandes d'exemplaires hors cotisation, s'adresser au secrétariat pour les tarifs et modalités d'expédition.

- 1975-1 – Races domestiques en péril (1^{re} journée)
1975-2 – Quelques aspects de la transhumance
15 – Le Yak (1976)
16 – Le Porc domestique (1976)
18 – L'Élevage en Grèce (1977)
20 – L'Ethnozooteche (1977)
21 – Les débuts de l'élevage du mouton (1977)
22 – Races domestiques en péril (2^e journée) (1978)
24 – Zones marginales et races rustiques (1979)
25 – Le chien (1980)
26 – Le petit élevage des animaux de ferme (1980)
27 – Le lapin (1^{re} journée) (1981)
28 – Les concours de bétail (1981)
29 – Le concept de race en zootechnie (1982)
30 – Le cheval en agriculture (1982)
31 – Les animaux domestiques dans les parcs naturels et dans les zones difficiles (1982)
32 – L'évolution de l'élevage bovin (1983)
33 – Races domestiques en péril (3^e journée) (1983)
34 – La médecine vétérinaire populaire (1984)
35 – Foires et Marchés (1985)
36 – Les éleveurs de brebis laitières (1986)
37 – L'âne (1^{re} journée) (1986)
38 – Les femmes et l'élevage (1986)
39 – Les palmipèdes domestiques et Sauvages (1987)
40 – Le Chat (1987)
41 – La chèvre (1988)
42 – Etat sauvage, apprivoisement, état domestique (1989)
43 – Les chiens de troupeau (1989)
44 – Varia n°1 (1989)
45 – La couleur du pelage des animaux domestiques (1990)
46 – Evolution des rapports hommes-animaux en milieu rural (1991)
47 – Milieux, société, et pratiques fromagères (1991)
48 – L'homme et la viande (1992)
49 – Le dindon (1992)
50 – Varia n°2 (1992)
51 – Le logement des animaux domestiques (1993)
52 – Races domestiques en péril (4^e journée) (1993)
53 – La faune sauvage (1994)
54 – La zootechnie et son enseignement (1994)
55 – La transhumance bovine (1995)
56 – L'âne (2^e journée) (1995)
57 – Varia n°3 (1996)
58 – Le coq (1996)
59 – L'Élevage médiéval (1997)
60 – Les Bœufs au travail (1997)
61 – Varia n°4 (1998)
62 – La Poule et l'œuf (1998)
63 – Prémices de la sélection animale en France (1999)
64 – Poneys (1999)
65 – Varia n°5 (2)
Hors-Série n°1 – L'habitat rural traditionnel en France (2)
66 – L'alimentation des animaux (2)
67 – L'élevage en agriculture biologique (2001)
Hors-Série n°2 – L'animal et l'éthique en élevage (2001)
68 – Élevage et enseignement de la zootechnie (2001)
69 – Varia n°6 (2002)
Hors-Série n°3 – Histoire des races bovines et ovines (2002)
70 – La chèvre, son rôle dans la société au XX^e siècle (2002)
71 – Animal domestique, domestication : points de vue (2003)
Hors-Série n°4 – Du lait pour Paris (2003)
72 – Le Mulet (2003)
73 – Animaux au secours du handicap (2003)
74 – Varia n°7 (2004)
75 – Le Lapin (2^e journée) (2004)
Hors-Série n°5 – La vie et l'œuvre de F.H. Gilbert (1757-1800) (2004)
76 – Races en péril : 30 ans de sauvegarde : bilan et perspectives (5^e journée) (2005)
77 – Varia n°8 (2005)
78 – Le chien : domestication, raciation, utilisations dans l'histoire (2006)
Hors-Série n°6 – F. Spindler, Souvenirs ethnozootecques (2006)
79 – Les bovins : de la domestication à l'élevage (2006)
Hors-Série n°7 – Josiane Ribstein, La transhumance bovine dans le massif vosgien et l'arc alpin (2006)
80 – Le gardiennage en élevage (2007)
81 – Les aides animalières : les animaux au service du handicap (2007)
82 – Histoire des courses et des compétitions équestres (2007)
83 – Appréciation et jugement morphologiques des animaux (2008)
84 – L'homme et l'animal : voix, sons, musique (2008)
85 – Histoire et évolution des races et des productions caprines (2008)
86 – Le lait de demain (2009)
87 – Varia n°9 (2009)
88 – Un cheval pour vivre & Varia n°10 (2010)
89 – Hommage à R. Laurans, mélanges d'EZ (2010)
90 – Poisson : un animal sauvage et domestique (2011)
91 – Le mouton, de la domestication à l'élevage (2011)
92 – Les Fèces animales (2012)
93 – Pratiques de fin de vie des animaux (2012)
94 – Varia n°11 (2013)
95 – Intensification/extensification, bien-être animal (2013)
96 – De la plume et de ses usages (2014)
97 – Le veau de boucherie (2014)
98 – Les animaux dans la Grande guerre (2015)
99 – Le gras (2015)
100 – L'animal domestique dans la forêt (2016)
101 – Le cheval, de la domestication à l'élevage (2016)
102 – Louis Jean-Marie Daubenton, zootechnicien (2017)
103 – Races en péril devenir (6^e journée) (2017)
104 – Les chats du troisième millénaire (2018)
Hors-Série n°8 – G. Lutz, Grandeurs des chasses du temps jadis (2018)
105 – Les régions caprines françaises (Tome 1) (2019)
106 – Les camélidés d'Afrique et d'Asie (2019)
107 – Varia n°12 (2020)
108 – Les régions caprines françaises (Tome 2) (2021)
109 – La formation en génétique animale, l'organisation de la sélection, les races animales et la biodiversité (2021)
110 – De l'animal sauvage à l'animal de compagnie non conventionnel (2022)
111 – 50 ans d'ethnozooteche : bilan et perspectives (2022)
112 – Varia n°13 (à paraître)